

TAOUFIK BEN BRIK

Le rire de la baleine

« LE FOU
DE TUNIS »

SEUIL

Taoufik Ben Brik

Le Rire de la baleine



Hérétiques – créateurs de livrels indépendants.

*À Allah le miséricordieux,
ma prière, ces vers d'Abû Nûwâs :
« Seigneur ! Admettons que le nombre de mes péchés ait été immense
C'est que j'ai su, pardi, que plus grande encore était ta clémence. »*

*À Ghania Mouffok,
mon poème,
sans elle, ce livre n'aurait jamais pointé le nez.*

Si l'âme est mue par une passion brûlante, jamais alors elle ne s'éteindra.

Abou Hayan Ettawahidi

Le fou de Tunis

Je m'attendais à rencontrer un Méditerranéen, parlant haut et fort, un homme extravagant se servant de ses mains comme au théâtre.

J'ai rencontré un homme aux yeux noirs lourds comme des lingots d'or. Une masse en bleu de Chine qui avance, prudente, attentive à l'endroit où elle pose ses sandales, transportant sa fortune d'homme devenu célèbre dans des sacs en plastique.

C'était à Paris en juin 2000, entre la place d'Italie et Sèvres-Babylone. Je venais d'Alger où je suis journaliste et où l'affaire Ben Brik nous avait condamnés à être solidaires. Nous y avons fondé pour la circonstance un Comité de soutien à Taoufik Ben Brik qui avait suscité bien des polémiques et créé bien des malentendus, comme dans tous les pays qui s'étaient penchés sur son cas. Peut-on réduire Taoufik Ben Brik à « un journaliste qui se bat pour la liberté de la presse », alors qu'il nous parle de Liberté ?

Il sortait de ses quarante-deux jours de grève de la faim, qui avaient rendu visible la Tunisie ignorée, petit pays gouverné par un dictateur, écrasé entre le faste de la monarchie marocaine et le drame de mon immense pays, l'Algérie. Mais encore ? Cette grève de la faim marathon a surtout été l'envol, l'évasion d'une voix. Comme une calligraphie arabe, elle a dessiné un papillon sur les écrans du monde.

Que veut nous dire un homme qui se laisse mourir de faim en crachant des mots volcaniques à mesure qu'il abandonne des kilos de sa chair ? Tout autour, nous nous étions installés dans l'immobilité du pessimisme : que peut-on faire face à des régimes policiers ou militaires, riches de leur pétrole ou de leur tourisme et forts de la stabilité prônée par les puissants que nos redoutables dictateurs sont parvenus à incarner ?

Il nous reste les mots.

Il a posé sa voix comme un violoniste caresse les cordes de son instrument, et il a commencé à me raconter l'histoire : « C'était un jour jaune comme les yeux d'un loup... » Jamais je n'oublierai ce murmure de chef navajo. Je suis devenue le temps de cette nouvelle bataille son aide de camp.

Il m'a révélé une Tunisie insoupçonnée comme on écrit un Guide bleu parallèle. Il m'a entraînée dans ses images comme dans un film, en cinéaste qu'il a toujours rêvé d'être.

Il se lève, il imite le bruit de sa course folle dans Tunis, pourchassé par les costumes noirs. Il lance une jambe en avant, il se tape les cuisses et part d'un grand rire. Il feint de se ceindre la taille d'une ceinture, comme le vieil homme d'Hemingway, pour mimer sa souffrance d'écrire. Il joue de la trompette avec son poing. Il est le chef de guerre de la Tunisie militante. Plus tard, il est assis, presque prostré. Il se métamorphose, un concentré de souffrance, tous les muscles de son visage s'affaissent. Il cherche, au fond de son ventre, en tirant sur sa cigarette, le mot simple qu'il

faut. Ce livre est le portrait d'un pays aimé par un fou de Tunis.

Il est arrivé avec des tonnes de livres dans d'horribles sacs en plastique, comme ceux que l'on peut acheter chez Tati, avec leurs fermetures Éclair dorées, une cartouche de cigarettes, du fil dentaire et un stock de mouchoirs en papier. Rarement j'ai rencontré un homme possédant ses livres comme Ben Brik. Ce sont ses armes. Il les connaît dans leur intimité, il les a apprivoisés comme d'autres apprennent à se servir d'une kalash ou d'une machette. Comme si toute sa vie il s'était préparé à les retourner contre le silence qui gouverne.

Il ne s'est pourtant fait le héraut d'aucune cause reconnue d'utilité publique, admise dans le cercle étroit du politiquement correct. Ben Brik est un artisan poète fabricant d'émotions. Comme l'on transforme le sucre en barbe à papa, il les relève, légères et insaisissables, et, subitement, elles explosent et surprennent, y compris ceux qui les vivent comme une humiliation intime jusqu'alors impossible à partager.

Son courage est là. Il est celui qui dit et fait ce qu'on ne dit pas et ne fait pas. On ne dit pas, dans un pays arabo-musulman, que l'on aime les femmes de petite vertu et le vin ; on ne critique pas les militants des droits de l'homme, qui ont déjà fort à faire avec la répression qui les menace ; on ne dit pas qu'Ali-la-Pointe est un proxénète, c'est un héros de la révolution algérienne et, comme chacun sait, les héros sont désincarnés ; on ne dit pas que Chirac est le blanchisseur de l'ignominie de Ben Ali, cela ne se fait pas quand on est accueilli comme un seigneur ; on ne dit pas que l'on convoite la femme de Ben Ali, Leïla la belle ; on ne fait pas une grève de la faim interminable sans dire ce qu'il est convenu de dire ; on ne fait pas un scandale parce qu'on n'aime pas la couleur d'un pull qu'on vous offre ; on ne mêle pas sa famille à la politique.

Lui, il l'a fait, et c'est le secret de son extraordinaire audience. Taoufik Ben Brik raconte des histoires qui nous parlent de sentiments, d'émotions, d'êtres humains qu'il rend vivants en les décrivant tels qu'ils sont, ni héros ni lâches, juste des hommes proches d'autres hommes. Beaucoup ne l'ont pas compris. Ils n'ont pas compris que la subjectivité débordante, le « je » de Ben Brik, était l'unique voie, bien que la plus périlleuse, pour être entendu.

Dans les rues de Paris, c'est cette Afrique habituellement silencieuse qui le croise et qui, elle, a compris. C'est à cette subjectivité qu'elle s'adresse. Sénégalais, Comoriens, Algériens, Tunisiens, Marocains, Libanais, Égyptiens, Yéménites lui demandent, comme à un être proche : « Et la famille, ça va ? », « Ta santé, ça va ? » Et tout semble avoir été dit, peu de mots sont échangés, et c'est comme une grande accolade qui lui caresse le dos. Au marché un jeune Sétifien lui offre des olives, « Tu les as méritées », les yeux brillants d'humour. Au café, c'est un Tunisien qui lui offre un cappuccino avant de lui raconter à son tour sa propre vie, les yeux fuyant on ne sait quels souvenirs. Un jeune médecin marocain l'arrête sur un trottoir : « j'ai étudié à Tunis. » Personne ne parle de politique, de combats, de lutte, on livre des bouts de vie en poussant les soupirs de ceux qui savent ce qu'est la vie d'un homme privé de liberté et qui connaît la peur.

Qu'est-ce que l'oppression si ce n'est le destin contrarié, le rêve interdit à chacun des millions d'hommes qui la subissent ? Et qu'est-ce que le rêve des hommes et des femmes ? Peu de choses : avoir une famille, un travail, vivre en sécurité, en paix.

C'est ce rêve tout simple que Ben Brik a posé sur son matelas de gréviste de la faim, qu'il a transporté sur un radeau ivre sur lequel avaient embarqué sa famille, son café, son village natal, sa Tunisie, ce qu'il appelle « mes gens » ; un poème écrit sur son corps, un poème antique, pareil à sa légende inventée et futuriste, comme le satellite qu'il a utilisé comme jamais encore un

journaliste du sud du monde ne l'avait fait. Rarement un journaliste aura à ce point dépassé sa fonction de passant parmi les passants. Et si ce radeau a été interdit d'accoster à Alger, au Caire et à Casablanca par les plus hautes autorités, c'est bien la preuve que la poésie est aussi dangereuse qu'une maladie contagieuse.

Ghania Mouffok

1

Vous auriez pensé que pareil jour frémirait de te lever...

Thomas Harris

C'est un jour jaune comme les yeux d'un loup. Un loup qu'aucun chien de berger n'a jamais croisé. Un loup de fable que seuls les conteurs arabes savent dire. Un jour de double lumière, argent et or, éteinte par un lit de brumes. Un jour sans oiseau, où le vent a stationné entre ciel et terre et où la chaleur ne s'est pas annoncée.

C'est mon jour de grève.

Je me suis réveillé à quatre heures du matin, sans réveil. Je ne sais pas si j'ai dormi. J'ai été chevauché toute la nuit par des songes qui m'ont pénétré comme des météorites. Des têtes de dobermans tranchées me poursuivaient, des hommes tabassaient ma mère alors que je m'abstenais d'intervenir. J'avais soif. Je marchais, je marchais, et chaque fois que je m'approchais du puits il s'éloignait. Et ma voix aux intonations étranges me terrifiait :

Je suis l'homme...
Tant qu'il y a labeur
Tant que dure l'effort,
Trem pant l'acier de volonté
Fille de l'âme,
Fille du feu,
Je n'ai cure...
Peu m'importe que m'attende
La félicité.
La Géhenne,
La torture ou l'Éden
Je n'ai cure...
Je suis l'homme 1

J'étais conscient, je ne dormais pas ou alors si je dormais mes yeux étaient grands ouverts. C'était comme dans une fête lorsque subitement l'électricité est coupée, comme l'odeur du beurre rance, comme des mots orduriers sortant de la bouche d'une belle femme.

J'ai la fièvre, je suis en sueur comme chaque fois que je dois sortir de ma paresse. Sinon, mon train de vie se résume à manger, faire la sieste, l'amour plusieurs fois par jour, à boire du vin et à prendre garde à ne pas m'éloigner hors des cinq cents mètres carrés que je me suis assignés.

Enfant, j'étais maladif, souvent saisi de cette même fièvre hallucinante qui me possédait et m'entraînait nu dans le jardin de notre maison familiale, à Jerissa, un village minier construit par les

colons. Je montais sur les toits envahis par une vigne qui n'avait jamais été taillée. J'allais dans le poulailler réveiller les pigeons et les lapins. Une fois mes parents m'ont surpris dans le cimetière chrétien, au bas de la montagne, à piller les tombes, refusant de lâcher les croix et les statuettes de Marie et de l'ange Gabriel.

Cette fièvre est mon don. Elle couve mon chaos. Elle déchaîne mon poème. Un sésame dans mes manches. Elle m'avait quitté, il y a longtemps, et quand elle revenait, elle était tiède, sans passion. Ce soir-là, elle avait le flamenco, j'étais son foyer. Elle m'a embrasé.

Je n'ai rien fait pour l'éteindre, j'avais peur de m'apaiser. Je suis resté, telle une montagne qui ne bouge pas. J'avais tout préparé la veille comme un joueur d'échecs. Mon plus beau costume bleu marine, une chemise blanc farine, des chaussures noires de chez un bottier italien. J'avais même sorti un luxueux cartable Fortuna qui jusqu'alors n'avait jamais servi. Il attendait de contenir ma déclaration de grève dans les deux langues, l'arabe et le français.

Il est cinq heures du matin. Ma femme, Azza, et mes enfants, Ali et Khadija, dorment. Je m'accroupis et je commence à psalmodier :

Lis donc au nom de Ton Seigneur
Ton Seigneur qui a créé
Lis donc de par Ton Seigneur Sublime
Qui a créé l'humain d'un lien
Qui a enseigné à l'humain par le calame
Ce que l'humain ne pouvait savoir.

Dix fois, vingt fois, cent fois, j'ai récité ce verset, le premier que Mohammed, le dernier des prophètes, a entendu, jusqu'à ce que je me sente aussi majestueux que ses mots, aussi martial que sa musique. Les larmes coulent sans pleurs, des larmes d'orgueil. Je suis fin prêt.

Jalel, mon frère, m'attend depuis une demi-heure chez moi, dans le salon. Il sait qu'il ne doit pas interrompre mon recueillement. Lui seul peut être ainsi présent, silencieux, pour m'accompagner aujourd'hui au Palais de justice afin de comparaître devant le doyen des juges d'instruction de Tunis.

Chaque fois que j'ai eu besoin de lui, il a toujours été là : plus qu'un frère, c'est mon frère d'armes. Je suis de quatre ans son aîné. On le dit beau. On dit même qu'il ressemble à Marlon Brando dans *Un tramway nommé désir*. Mais son véritable atout, c'est sa bonté. Il aime partager avec les autres ses passions et son repas.

Condamné à vingt mois de prison pour avoir suivi les traces de Trotski, ce chef fluet de l'Armée rouge et néanmoins lecteur possédé de Dostoïevski, Jalel a choisi d'être plutôt hors-la-loi que prisonnier, avec la bénédiction de sa mère, Chouikha, cette Apache de la Table de Jugurtha. Pendant huit ans, il a vécu dans la clandestinité, il a brûlé les frontières algériennes et libyennes, ce qui ne l'a pas empêché de se marier et d'avoir un enfant. Il a fait ses études à l'université de droit Ben Aknoun à Alger, ville où il a noué de solides amitiés. Il sait ce que j'attends de lui. Il est sorti de sa planque. Sans que je lui demande rien, il s'est pointé, comme ces chevaliers arabes qui accourent à l'appel du clan.

Il est exactement huit heures et quart. Je monte dans la voiture qu'il a empruntée à sa femme et qu'il a lavée pour l'occasion. Dans ma famille, face à l'adversité on doit briller de dignité.

Nous empruntons l'avenue Tahar-Ben Ammar, l'une des plus chics d'El Manar. C'est là où j'habite. L'agitation et le trafic de ce quartier en Technicolor me conviennent. J'adore cet endroit à la fois huppé et villageois où si l'oignon vient à manquer, c'est sans crainte que je peux taper à la porte

des voisines et en profiter pour jeter un regard sur leurs tenues négligées de bourgeoises désargentées.

Derrière mes lunettes de soleil, ce matin, j'ai l'impression qu'il défile sans son, au ralenti et en noir et blanc. Désormais, c'est ainsi que je le préférerai. C'est mon Manhattan à moi, qui en toute saison semblait à Woody Allen « n'exister qu'en noir et blanc et ne battre qu'au rythme des airs géniaux de George Gershwin ».

Nous avons pris le temps qu'il fallait pour arriver à Bab El Bnet, la rue commerçante, la porte des tribunaux, le couloir des malheurs où l'on ne rencontre que des êtres qui ont le mal de la colonne vertébrale, portant leurs carcasses et mendiant juste un regard, même hautain, de ces avocats, de ces juges, de ces policiers qui sont chez eux dans ces lieux du cafard.

Ce Palais de justice est lugubre, le plafond s'élève à vingt mètres, les murs sont couleur de plomb, un lustre en forme de sein énorme menace à chaque passage de tomber sur ta tête, pendant qu'un méga-poster de Ben Ali te guette, figure du savant fou de *Metropolis*. Tout s'étire : les portes, les bureaux, les escaliers, les dossiers que portent les greffiers.

Tu te sens une souris, murée, déshabillée de ta liberté de choisir face à ces hommes qui arpentent comme les danseurs d'un bal masqué les allées de ce palais où la lumière ne pénètre guère. Les avocats qui te savent déboussolé te prennent en main et te volent jusqu'à l'unique pensée qui te trotte dans la tête : fuir, fuir, fuir...

Il me reste encore une heure avant de me présenter devant le doyen des juges d'instruction. Le café d'en face, Le Café du tribunal, ressemble à un hammam avec ses carreaux de faïence auxquels même le comptoir n'a pas échappé, un hammam sans vapeur, glacial, où les gens n'ont aucune envie de se déshabiller, ni de se laver. Les avocats présents feignent de ne pas me voir. Je sais qu'ils ne se constitueront pas en ma faveur. Ils espèrent, peut-être, que je sollicite leur indifférence, juste pour le plaisir roublard de m'opposer une fin de non-recevoir. Je ne suis pas monnayable et, de toute façon, je suis fauché : je suis gratuit. Je ne suis pas leur affaire et j'ai l'impression, à leurs postures, qu'ils me suggèrent d'aller demander la charité à Mère Teresa que je ne connais pas.

À neuf heures et quart, il n'y a toujours personne : ni les habituels avocats familiers des procès d'opinion, ni les éternels militants qui d'ordinaire, comme des supporters de l'équipe nationale, arrivent en bande pour se retrouver au spectacle de la justice tunisienne, avant de s'en aller ripailler. Jalel dissimule son inquiétude. Je me repais de leur absence.

Je m'enivre d'être seul dans l'arène. Ce plaisir sera bref. Un quart d'heure avant l'instruction de mon affaire, ils sont là au complet, plus de soixante-dix avocats, les ténors du barreau, d'anciens bâtonniers, de jeunes loups, et même des ripoux. Venus de Bizerte à l'extrême nord, de Médenine à l'extrême sud, du Kef à l'ouest, de Sousse à l'est et de Kasserine au centre, des dizaines de militants, de syndicalistes, d'étudiants, d'anciens maquisards du temps de la colonisation dont 'Am Ali Ben Salem, le penseur Mohammed Talbi, le poète Ouled Ahmed, Sihem Bensedrine la Pasionaria, les catins des faubourgs de Tunis avec lesquelles je tue le temps la nuit, les truands, mes pays, emplissent à leur tour les trottoirs.

Tous les corps de la police politique, les Services Spéciaux, les célèbres SS tunisiens, les *isti'lamet*, l'*irched*, les aigles noirs, cette force spéciale d'intervention, se mêlent à la foule pendant que la police présidentielle filme.

C'est l'heure. J'entre au Palais de justice comme un bandit d'honneur accompagné de la foule bigarrée qui traîne les pieds, qui se raconte, qui parle, qui rit, qui m'habille de ses gestes maternels,

d'une accolade, d'un clin d'œil espiègle, de la dernière blague sur Ben Ali. D'autres me charrient et me demandent dans quels bras j'ai passé la dernière nuit, ils s'étonnent de mon élégance de vampire. Ils parlent de tout sauf de ce que je risque : des années et des années derrière les barreaux. Moi, je suis comme un cheval à l'approche des écuries. Je reste sur place, immobile, je ne tiens plus en place et j'attends que la porte s'ouvre. Je veux en finir, en découdre, j'ai la rage, je suis brûlant, sans sueur. Jalel sent la charge émotive qui me consume. Lui qui n'a pas dit un mot depuis le premier regard échangé, ce matin, me retient à l'instant où je vais passer la porte. Il me serre contre lui et me chuchote : « Offrez-nous un jour de gloire. »

Et c'est l'explosion des sens, je ne suis plus Taoufik Ben Brik, je suis le prince Koutouzof face à son destin. Le poète arabe Abou Tayeb El Moutanabbi, qui crie dans le désert son infinie solitude. Un loup ensanglanté qui arrache sa patte de ses crocs pour se libérer du piège.

Un guerrier qui va à la mort.

Ce n'était pas la peine. Je ne suis pas sur un champ de bataille. Je suis dérouté, le lieu est curieusement humain, lumineux, presque convivial. Ma cohorte d'avocats plaisante, légère, elle se moque de celui qui donne son visage au Palais de justice : Nourredine Ben Ayed, le doyen des juges d'instruction.

Je m'attendais à voir un inquisiteur, sec, longiligne, drapé dans un costume sombre, un visage livide, impassible, capable de débiter en toute simplicité d'ignobles sentences. Et me voilà devant un mètre soixante de monstruosité, un homme tronçonné, avec des traits de femme, une bouche entrouverte, sensuelle, des yeux de biche, un joli petit nez, des oreilles délicatement ourlées. Il ressemble à une femme mais laide. Son visage est vert de fatigue, sa chemise, vert pistache, baille sur un maillot de corps rouge, son pantalon ferme mal sur sa bedaine. Il doit avoir cinquante-cinq ans avec sa calvitie parsemée de touffes de cheveux.

Quand il s'enfonce dans son fauteuil, ses pieds ne touchent pas le sol. Il ressemble à l'instituteur de Tewfik El Hakim dans *El Himar*, cet instituteur des campagnes égyptiennes. Il ne lui manque que le bourricot, la cravache et le fez. Il est tellement réel qu'à mes yeux il s'humanise. Il parvient même à éteindre ma fièvre. Tout d'un coup, je n'ai plus rien contre personne et je me surprends à penser à sa femme, à ses enfants qui doivent dans l'intimité faire tourner en bourrique cet homme dont le seul nom évoque l'injustice et l'impunité.

Nous sommes le 3 avril de l'an 2000. La suite est si commune, ordinaire, que c'en est presque vexant. « Vous êtes là pour répondre du délit de fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public », m'apprend Nourredine Ben Ayed, qui m'appelle familièrement par mon prénom, « et de diffamation à corps constitués », ajoute-t-il en exhibant deux de mes articles.

Rien que ça ! Ces deux délits pourraient entraîner mon incarcération pendant neuf longues années pour deux articles écrits à la va-vite, dans l'insouciance totale, et pour des lecteurs du Nord qui se moquent éperdument du doux cauchemar tunisien.

Le premier, intitulé « Le livre qui redonne la parole à la Tunisie », a été publié par le quotidien suisse *Le Courrier de Genève* et l'hebdomadaire français *Courrier international*, le 23 février 2000 ; il traite de l'ouvrage de deux journalistes français, Nicolas Beau et Jean-Pierre Tuquoi. Le second est une enquête, parue le 29 janvier 2000 dans *La Tribune de Genève*, sur le calvaire de mon amie Sihem Bensedrine, directrice de la maison d'édition Aloès.

Cette première audience n'a duré qu'une petite heure : il n'y a pas de véritable challenge. Elle se terminera sur une demande de report d'audience au 10 avril par les avocats, qui sollicitent le droit de

consulter mon dossier. Chacun d'entre nous n'est ici que pour abattre une seule carte, connue d'avance. Moi, ils m'ont offert un lieu symbolique, magique, pour annoncer ma grève de la faim ; eux, ils se sont offert la couverture solennelle de leur délinquance instituée en mode de gouvernement.

Je me lève et je tends à Nourredine Ben Ayed ma déclaration de grève de la faim. Il la prend et me demande :

« C'est quoi ça ? »

— J'observe, à l'instant même, ici, chez vous au Palais de justice, une grève illimitée pour protester contre la prise en otage de ma famille et de mes amis, contre l'interdiction d'écriture depuis dix ans, contre celle de circuler librement et de communiquer.

— Ici ? interroge-t-il, pris de court, avant de se saisir de la déclaration et de la tendre machinalement à son greffier.

— Oui, ici. Je ne vois pas de meilleur lieu pour l'annoncer, monsieur le juge. »

Et c'est presque par inadvertance, au moment où nous nous apprêtons à sortir de son bureau, que le juge me signifie mon interdiction de quitter le territoire national désormais.

« Je n'ai plus de passeport, monsieur le juge, il m'a été confisqué le 28 avril 1999, et vous savez bien qu'il lui manque la fameuse page 28.

— Oui, répond-il, je connais l'histoire de ton passeport et de sa page 28.

— À quoi rime cette interdiction judiciaire ? Vous voulez seulement donner une caution juridique à un acte de représailles policières ! »

L'histoire de cette page 28 a fait le tour du monde. Elle raconte comment, pour m'empêcher de sortir, la Direction générale des frontières et des étrangers, la DGFE, n'a pas trouvé d'autre moyen que de détruire mon document de voyage.

Il est onze heures trente : merde, j'ai déjà faim !

Chroniqueur judiciaire à l'occasion, je suis un habitué des ruelles de Bab El Bnet et de ses gargotes où l'on sert du *lablabi*, des *kaftaji*, des *hargma*, des *okod* de chez Ould Hanifa. De la *nourriture* préhistorique, des cœurs de chameau, des têtes de mouton, de la cervelle d'agneau, des pieds et des bites de bœuf servis dans des lieux crasseux qui embaument l'huile brûlée, l'oignon, l'ail et les entrailles, où les tabliers blancs des serveurs ont perdu leur couleur, pendant que les patrons, des petits caïds de quartiers dits « les affranchis » parce qu'ils ne respectent aucune loi, sortent discrètement de dessous les comptoirs le vin interdit, le vendredi. Ici, s'encanaillent les filles de bonne famille, les BCBG, aux côtés d'authentiques prostituées, de balafrés, des matous de gouttières et des chats persans.

Je suis un incondicional de l'*okod*, ce plat juif tunisien qui se prépare à base de pénis de taureau, lourdement épicé de poivre rouge, d'ail, cuit à petit feu – sur un kanoun, c'est encore meilleur – qui transforme ce fragile organe en matière crémeuse, visqueuse, parfumé au thym. Les Tunisois s'invitent à ce régal, « viens, allons sucer la bite d'un taureau », et l'accompagnent, comble du snobisme, d'un vin dégueulasse que les dockers surnomment *chrab elouh*, le vin de bois. On le doit à une vieille famille juive, les Boukhobza, également productrice de l'unique eau-de-vie de figue tunisienne, la *boukha*.

La tentation est forte. Je ne sais plus pourquoi je dois me priver, pour prouver quoi et à qui ? Le doute s'infiltré et voilà qu'en plus ceux qui sont venus sont déçus par ce simulacre d'instruction.

Bref, il a laissé peu de temps à ces langues de vipère pour s'épancher, médire, gonfler la rumeur, raconter la chute de la maison Untel ou les dernières folies vestimentaires de Leïla, la femme du président, histoire de meubler le vide dans un pays dévasté par treize ans de règne sans partage.

Un pays où Ben Ali a mutilé l'organe le plus précieux des Tunisiens : la langue. Il n'y a plus ni cris, ni chuchotements, juste des grognements de muets. L'âme tunisienne a été brisée sur un récif d'acier. Il n'y a plus de théâtre, plus de poésie, plus de roman, plus de musique, plus de danse. Qu'est devenu Mohammed Guerfi, le plus grand musicien tunisien, l'égal des frères Rahabani, interdit de festival pour son franc-parler légendaire ? Depuis six ans, il ne vit plus de sa musique. Il est contraint de brader ses biens pour survivre.

Qu'est devenue cette conscience morale qu'était la troupe du Nouveau Théâtre de Fadel Jaïbi et Fadel Jaziri ? À chaque nouvelle représentation, elle attirait des spectateurs de Suède, du Liban, du Maroc, d'Algérie. Qu'est devenu le plasticien Habib Chebil ? Qu'est devenu Ouled Ahmed, le poète du vin et de l'amour ? Il n'écrit plus.

Mais qui écrit encore en Tunisie ? Se balader à Tunis City du côté des bars, des cafés tels que L'Univers, Le Florence, L'Africa, La Rotonde, Le Kilt, c'est entrer dans le monde des ex. Ex-journalistes, ex-écrivains, ex-comédiens. Les anciens temples de la parole et de l'écriture, du débat-combat, ont été brûlés au napalm. Les survivants de cet Hiroshima ont vendu leur âme ou, comme moi, se sont exilés dans d'autres langues.

Sinon, entrer aujourd'hui dans une rédaction, c'est s'introduire dans un lieu sinistré, brrr... Tout le monde est au frigo dans ce paysage lunaire, sans air. Les célèbres chroniqueurs ont déserté depuis belle lurette ces bureaux. Ils se sont convertis en épiciers, en contrebandiers, en instituteurs, certains en mendiants. Beaucoup ont perdu leurs dents, noircies par le tabac, leurs cheveux, leurs paupières tombent sur les quarante ans de leur corps qui semble attendre la mort, figé dans des habits remontant aux années soixante. Les cols de leurs chemises ressemblent aux oreilles d'une vache qui porterait pattes d'éléphant et chaussures trouées. Leurs femmes boulimiques ont grossi des fesses, pendant qu'ils rasant les murs. Ils ne savent plus marcher au milieu des rues, fuyant le regard des hommes. Si tu croises un homme qui marche à la Clint Eastwood, sache qu'il est soit policier, soit mouchard, *koued*.

Au Taous, au Shilling, au bar Ali Waraq, ces bars-hangars des artères, bas-fonds de Tunis, se retrouvent des syndicalistes sans syndicat, des journalistes sans journal, des militants sans parti, des avocats sans affaires. Le Shilling, près du zoo du Belvédère, est un autre jardin botanique où tu peux rencontrer une faune d'êtres légendaires, d'anciennes stars, d'anciennes beautés. L'une d'entre elles transporte pour l'éternité cette âpre odeur de grésil et de pisse, dans une lumière terne de soixante volts. Tous ici sont des lions et des lionnes édentés, même les jeunes prostituées, ces bleues qui arrivent tout juste de leur village. L'attraction de cette taverne digne de *La Guerre des étoiles*, c'est incontestablement Salah Zghidi, ancien leader du mouvement étudiant, ancien leader du mouvement syndical, ancien communiste, et ancien lui-même ; actuellement vice-président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH). Ce personnage historique de la gauche tunisienne qui, autrefois, vibrait au contact de la foule, nourri d'idéologie, de marxisme, de politique, se retrouve réduit à tenir la chronique de son ancienne gloire. Carburant à la bière, serré comme une merguez dans d'improbables tee-shirts qui tous se refusent à contenir son ventre fabuleux qui doit bien peser un milliard de bières locales, la Celtia, il monologue. À entendre cet homme, sorti tout droit d'un poème narratif de Nazim Hikmet, on devine ses regrets : « si le monde était monde », il aurait pu être ministre, au pire consul au Yémen du Sud et mâcher du qat à longueur de journée.

Son auditoire, venu spécialement respirer son haleine épaisse d'alcool, ne se lasse jamais de sa voix restée, elle, séduisante. Il raconte, en échange d'un plat de rougets ou d'une canette de bière ; plus tard, ce seigneur sera même raccompagné en taxi grâce à la générosité discrète d'un ami. Parfois, devant de nouvelles gloires militantes, il se livre à de véritables prouesses ; déroulai son verbe de dialecticien d'antan, il prend plaisir à les emprisonner dans sa toile. C'est un cheikh, un maître de la parole. Nous sommes tous ses disciples. Et si, par malheur, il estime que ses compagnons du jour ne sont pas assez attentifs, il quitte lentement leur table et s'en va faire son show ailleurs. Dans ce temple du blasphème où les gens viennent vomir leur estomac, rien n'est épargné par la dérision, y compris la torture. Dans des éclats de rire gras, on se moque des mouchards qui pullulent : « Finalement, ce ne sont que des hommes qui ont choisi leurs fesses avant la patrie » ; allusion à la sodomie pratiquée dans les geôles de la Dakhilia, le sinistre ministère de l'Intérieur.

Ces mammoths, bourrés à mort, rient pour ne pas sombrer dans la folie que Ben Ali, ce dieu Râ, a instauré pour gouverner. Ben Ali, cette infirmière en chef de ce *Vol au-dessus d'un nid de coucou* ne pouvant supporter l'existence d'un MacMurphy qui rit, qui pleure, qui gesticule, qui baise et s'enivre. Il veut son asile peuplé d'êtres privés de sentiments, lobotomisés, des légumes dans son jardin. Son chef-d'œuvre, ubuesque, restera sans doute d'avoir interdit à tout un peuple d'exprimer publiquement, collectivement, sa tristesse lors des funérailles de Bourguiba, le père de la Tunisie indépendante depuis 1956.

Il n'a pas compris que la mort du père est l'occasion de mettre en scène la tragédie, partagée dans la rue, le plus grand chapiteau de l'inconscient des peuples. Des pleurs et des larmes, le deuil est une nécessité. Il aurait permis aux Tunisiens de se transformer en serpent à mille têtes pour un immense festival en plein air. Erreur fatale. Une semaine plus tard, il avait ce qu'il méritait. Les lycéens, ces enfants de la balle, dansaient la danse du scalp et chantaient : « *Ya Bourguiba ya fhal hiz 'alina Ben Ali el bghal* » (Ya Bourguiba, le héros, débarrasse-nous de Ben Ali, le bourricot).

1. Mahmoud Messadi, *Le Barrage*, Arcantère, 1994. ↵

2

*Quand le ciel bas et lourd pèse comme un couvercle
Sur l'esprit gémissant en proie aux longs ennuis,
Et que de l'horizon embrassant tout le cercle
Il nous verse un jour noir plus triste que les nuits...*

Charles Baudelaire

17 mars 2000. J'ai cru que ce jour se contenterait de prolonger les autres jours. Un jour collé à celui qui le précède et à celui qui le suit. Un jour invalide qui ne compterait pas et serait pareil à ces restes de nourriture que l'on rajoute à la sauce de ces ragoûts bien de chez nous, dans lesquels un morceau de mérrou côtoie une aile de poulet et une tranche grise de bœuf. Un jour qui rappelle ces bouts de tissu dont on ne sait que faire et qui, cousus les uns aux autres, finissent en paillason arlequin. C'est un trou dans mon calendrier. C'est peu de dire que je ne me souviens pas de l'avoir vu se lever. Il était dix-neuf heures quand je suis sorti de chez moi, trimballant dans ma caboche un nuage de sommeil.

La veille, j'avais joué jusqu'au petit matin au *noufi*, le baccara tunisien, dans la maison d'un chanteur sans voix. J'avais perdu, cette nuit-là, le peu d'argent que j'avais gagné en vendant sous le manteau de la littérature clandestine. À ce jeu-là, celui qui gagne, c'est celui qui a le plus de pognon. Mes partenaires revenaient d'une tournée dans les pays du Golfe. Je ne faisais pas le poids.

Plus je perdais et plus je devenais odieux. Je cherchais querelle à mes compagnons de jeu. J'avais particulièrement pris en grippe l'un d'entre eux, un gringalet portant une chemise noire en soie à la manière des milliardaires saoudiens, dont il imitait jusqu'à l'accent. Il était accompagné de deux femmes. La seule dont je me souviens, une Cléopâtre aux seins hollandais, avait le regard dur, les cheveux noirs, une peau comme je les aime, couleur de blé. Je voulais le déstabiliser en le délestant de cette femme.

Je n'ai pas cessé de lui faire des avances, de lui demander de m'embrasser, de la toucher. J'en faisais trop. « Mais que fais-tu avec ce nabot, ce quart d'homme ? » Quand elle ne m'ignorait pas, elle proférait d'énormes injures : « Laisse tomber, tu n'es pas un homme, tu ressembles à ta sœur, tu es imberbe. » Je lui proposai la passe à cinq dinars. Elle me répondit qu'un seul baiser de ses lèvres valait plus que mes cinq misérables pièces.

J'avais provoqué cet homme. Je ne m'attendais pas à sa réaction. Je croyais qu'il était de ceux qui encaissent sans broncher. Je m'étais trompé. J'avais oublié que l'on ne peut impunément humilier même le plus couard des hommes. Il s'est saisi d'une bouteille de whisky à moitié vide et m'a asséné un coup sur la tête. Je n'ai jamais su comment ce freluquet avait réussi à avoir le dessus. Il a bien dû m'envoyer dix fois à terre.

Mes deux amis, des gens de mon village qui ont fait fortune en Suisse et en France et que j'ai toujours soupçonnés d'avoir braqué des banques, attendaient sans intervenir que je prenne ma revanche. Je n'y arrivais pas. J'avais été le roi des enfoirés avec cette copie de Saoudien. Et devant qui ? Le témoin le plus gênant : la femme. Je ne sais plus comment je me suis retrouvé assis sur le trottoir, mais ce dont je me souviens c'est que subitement je me suis vu dans la même situation que *Le Voleur de bicyclette* quand il se fait attraper par ses poursuivants sous le regard terrifié de son fils. Du coup, j'ai commencé à chialer : « Je ne veux pas que mon fils Ali me voit comme ça... » Ce qui était totalement imbécile. Il n'y avait aucune raison que mon fils soit là.

Ma tête pissait du sang. Je vomissais mon cœur comme un cochon... Je voulais revenir sur les lieux – il faut dire sans grande conviction. Mes amis agacés m'ont alors entraîné dans une pharmacie ouverte la nuit sur l'avenue Bourguiba où un aide-soignant m'a fait six points de suture. Puis ils m'ont jeté dans leur Range Rover, m'ont roulé un joint, une manière de me dire : « Fume et ferme-la. » À sept heures du matin, ils m'ont abandonné à l'angle de la rue 7134, ma rue. « Débrouille-toi maintenant avec ta femme. »

Elle tentait justement de difficiles manœuvres pour sortir sa Peugeot 106 du garage. C'est l'heure à laquelle elle part pour son travail. Elle est fonctionnaire dans une banque. Pendant que je titube et que ma gauche cherche ma droite, elle me regarde avec ce dédain de *beldiya*, ces citadines de grandes familles tunisoises qui revendiquent toute une galerie d'ancêtres, hauts dignitaires des beys, ces monarques qui ont gouverné la Tunisie pendant plus de quatre siècles. Des vizirs, des médecins, des magistrats, des conseillers du Prince et autres grands commis.

Moi, je parle le dialecte rocailleux des montagnards quand elle gazouille comme les gens bien nés. Moi, je mange le couscous, le *bourghoul* ¹. Elle, elle préfère les mets savants, les « oreilles du Cadi », l'« œil de l'Espagnole », les « doigts de Fatma »... Bref, toute l'anatomie humaine.

Comme tous les jours quand elle se rend au travail, elle porte l'une de ses toilettes les plus élégantes. Elle est soigneusement maquillée et alourdie d'un kilo d'or : boucles d'oreilles, bracelets, colliers, broche. Je crois que même ses chaussures sont dorées.

Les femmes tunisiennes, qui aujourd'hui choisissent leur mari, travaillent, conduisent, ont peut-être hérité de leurs grands-mères – qui ne mettaient le nez dehors que pour aller pavoiser, au hammam, à la noce ou à un enterrement – l'idée que pour sortir il faut se parer. Cela ne me dérange pas. Sauf que lorsqu'elles sont chez elles, elles laissent pousser leur moustache, portent des robes de toquées, leurs cheveux sont ébouriffés et elles n'arrêtent pas de manger et de bâiller.

« Tu es ivre, me dit-elle.

— Oui, je lui réponds. Je me suis drogué, bagarré et j'ai baisé des catins. Ça te va ?

— Enfoiré, trou du cul, bâtard...

— Bien, bien, tu fais des progrès... C'est la musique que j'aime. Les années que nous avons passées ensemble n'ont pas été vaines... Tu as appris mon langage fleuri. »

Azza sort de ses gonds et commence alors à ameuter les voisins :

« *Ya ness*, cet homme, il boit l'argent de ses enfants. Il me ramène le sida. Aidez-moi à enfermer cet aliéné. Il est capable de m'égorger et d'égorger ses enfants. Ce n'est pas un homme, c'est un régiment à lui tout seul. Il me ruine... »

J'ai eu ma dose. Je la laisse finir son spectacle et je rentre dormir dans notre lit défait qu'elle a réchauffé toute la nuit.

Dix-neuf heures, 17 mars 2000.

Je manque d'oxygène, j'ai peut-être besoin de marcher en traînant mes cent deux kilos jusqu'à la première chaise disponible du café D'El Capo à dix mètres de chez moi. Cette ancienne boutique de prêt-à-porter a été aménagée en un café exigu, sombre, où l'on boit essentiellement du café, du thé, des boissons gazeuses. On n'y sert pas d'alcool. Un café de quartier où tout le monde se connaît. Ce cagibi conçu pour une vingtaine de personnes parvient pourtant à en accueillir plus d'une centaine qui s'y entassent. Hiver comme été, entre la fumée des narguilés et celle des cigarettes, on en sort aussi toxique qu'un cendrier. On y attrape des bronchites, des pneumonies, des rhumes qui font l'affaire de la pharmacienne du trottoir d'en face. La seule chose qui plaide en faveur de ce lieu, c'est sa clientèle : jeune et mixte.

Alors que les autres cafés de Tunis ressemblent à des halls de gare qui puent le mâle, le D'El Capo est fréquenté par des étudiantes, des lycéennes, des vendeuses, des secrétaires. Ici les jambes splendides des femmes font la guerre à la morosité. Les corps des jeunes filles félines appellent au sexe. À leur seule vue, les sexagénaires éjaculent sous leur *jellaba*. Je ne sais pas comment des parents moches, trapus, chauves, aigris, ont pu donner naissance à des enfants aussi beaux, sensuels, qui égayent le paysage.

À deux pas de chez moi, le D'El Capo est mon salon. Je m'y rends parfois en pyjama. Les dissidents de la centrale syndicale, l'Union générale des travailleurs tunisiens, les étudiants contestataires, les militants de partis clandestins, les féministes, les membres d'associations de défense des droits de l'homme s'y retrouvent pour informer et s'informer. En plus du point de départ de toutes nos beuveries, nous en avons fait notre point de ralliement afin de ne pas nous perdre de vue. Une manière de nous sentir moins seuls, de nous rassurer, de nous épauler les uns les autres. Nous y rédigeons des pétitions, nous y lançons des souscriptions pour collecter de l'argent, nous y cherchons des idées, nous y recevons les envoyés spéciaux des médias internationaux, nous y puisons solidarité et courage. C'est le repaire des passionnés de la Tunisie militante.

Dans ce café placé sous haute surveillance, il y a sans doute autant de flics que de clients. Le propriétaire, Si Jilani, nous en veut de lui attirer cette clientèle qui consomme gratis. Lorsque ont lieu des élections, des procès politiques, un congrès, le D'El Capo est littéralement colonisé par la police politique. Nous en sommes chassés et nous errons à la recherche d'un abri de rechange.

J'ai réussi à vendre ce café ordinaire à toute la presse internationale, comme s'il s'agissait du Flore de Saint-Germain-des-Prés ou du café de Nagib Mahfouz, le Khan El Khalil, au Caire. Ils viennent de tous les pays pour le voir, d'Italie, de Suisse, d'Allemagne, de France, d'Angleterre, des États-Unis, d'Algérie, du Maroc...

Le café D'El Capo témoigne à lui seul que la Tunisie est sortie de sa léthargie, a écrit à son propos Roula Khalef du *Financial Times*. « Explique-moi comment tout est parti de là, la grève des étudiants, la contestation des syndicalistes, la création d'associations illégales ? » m'interrogera plus tard Daniel Mermet, pour France Inter, le micro à la main. En vérité, ce café est une vue de l'esprit. Ma supercherie. C'est ma fausse monnaie et je la refile à l'envi, mais j'ai des excuses. Je n'ai pas de Groupes islamiques armés, de Tchétchénie, de Rwanda, ni de Kosovo. Je n'ai pas la famine du Soudan, ni l'ébola du Zaïre. Je n'ai pas d'Israël à mes frontières. Je n'ai même pas de José Bové, ni de Kadhafi. Je n'ai que Ben Ali, le D'El Capo et mon village natal, Jerissa, comme attractions pour qu'on parle de mon pays.

Cela fait déjà une heure que je suis devant ce jus infect dans lequel je n'ai même pas trempé mes lèvres. Salah Hamzaoui, l'éternel président des comités de soutien aux prisonniers d'opinion, feint de faire des mots croisés pour me faire chier, pendant qu'un intellectuel irakien, que je n'entends pas, n'arrête pas de pérorer sur la Nation arabe et la menace du triangle israélo-turco-persan, sur la guerre de l'eau qui va éclater incessamment, si mes souvenirs sont bons, entre l'Égypte et l'Éthiopie. Il parle de barrages, de quotas d'eau... Il m'ensevelit sous une avalanche de précisions, de détails. Je ne suis pas là. J'ai laissé mon attention sur l'oreiller. Je ne sais pas à quel moment, alors qu'il débite ces propos savants, presque matheux, je remarque qu'il n'y a pas de policier dans le café. Cela me fait le même effet que si je venais de voir un tombeau sans cadavre.

Quelque chose bondit en moi. J'appelle le garçon, Bahri, que l'on surnomme avec affection Paris. « Il y a des Schwepps, aujourd'hui ? » – c'est ainsi que nous désignons les flics entre nous. « Malheureusement, me répond-il, aujourd'hui on n'a que du Coca, du Fanta, mais pour les Schwepps il faudra attendre demain, je vais passer une commande, ou s'il y en a, ils sont tellement enfouis que je ne les vois pas. Désolé. »

Je sors sans payer. Je regarde derrière moi : il n'y a pas mes moto-cross, mes voitures tout-terrain, mes policiers de toujours avec lesquels j'ai fini par tisser des liens de famille. Lorsqu'il fait chaud, je leur apporte de l'eau fraîche. Lors des fêtes religieuses, je leur offre des confiseries. Quand ma voiture refuse de démarrer, c'est eux qui la poussent. Ils gavent de bonbons mon fils Ali qui leur donne du « mon oncle ». Lorsque quelqu'un se perd dans le quartier, c'est encore eux qui lui indiquent ma porte.

Ils me collent comme des tiques. Même à la plage, au théâtre, au cinéma, ils me suivent. Chaque fois que je leur fausse compagnie, ils viennent me le reprocher. « Tu n'es pas réglo. Tu n'arrêtes pas de nous causer des ennuis. On s'est fait engueuler par nos chefs. » Quand j'abuse, ils deviennent hargneux, se vengent sur les pneus de ma voiture, filent mes amis, draguent ma femme, bloquent la sortie du garage. Ils font partie de mon paysage humain. Ils sont devenus mes repères. J'ai tout réglé en fonction de ce commissariat ambulante. J'ai mis ma montre à l'heure des flics. Je ne me vois plus vivre sans eux. C'est un provisoire qui dure, s'installe, se sédentarise. À la longue, j'en finirais presque par oublier qu'ils gâchent mon quotidien.

Imagine : tu rentres chez toi et tu ne retrouves que plafond et parquet. Tout le reste a disparu : enfants, femmes, livres, souvenirs, vêtements... jusqu'aux odeurs. Un vide bergmanien. Tu n'as qu'une envie, les supplier : « Revenez, arrêtez vos conneries. Sortez de vos cachettes. Je vous promets que je ne vous ferai plus de misères. Allez, soyez sympas, je suis votre frère. »

Je perds pied ? Qu'est-ce qui se passe ? Pourquoi mes flics m'ont-ils laissé tomber ? Existe-t-il en Tunisie un endroit sans poulet ? Ne dit-on pas, chez nous, que, lorsque deux personnes se rencontrent, au moins l'une d'entre elles est flic ? Sinon, elles le sont toutes les deux. *Fifty-fifty*. Où est mon *fifty* ?

Dans un pays où les stars s'appellent Mohammed Ali Guenzoui, secrétaire d'État à la Sûreté nationale, Imed Daghar, adjoint du chef de district de police de Tunis, Fraj Gdoura, responsable des Services Spéciaux, tout se joue sur l'avenue Habib-Bourguiba, à la Dakhilia, le ministère de l'Intérieur. Son répertoire est digne du théâtre moscovite. On y donne *Les Moudahamat*, jeu de mots qui signifie à la fois « filature », « descente de police », « violation de domicile », « donner l'assaut » ; *Zouar Elil*, les visiteurs de la nuit, ou encore *El haoula*, Ceux-là, les Innommables, qui s'infiltrèrent partout pour rapporter les faits et gestes, même les plus insignifiants, des citoyens. Dans un texte qui circule discrètement dans les salons tunisois, l'historien Mohammed Talbi décrit

parfaitement cette « organisation policière très sophistiquée et bien fournie en agents de l'ordre, qui fait régner l'ordre. Pour contester, dans ces conditions, il faut être candidat au martyr, sans compter les procédés parallèles encore plus dissuasifs et plus expéditifs : disparitions, enlèvements et tortures jusqu'à ce que mort s'ensuive, destruction de biens et toutes sortes de tracasseries qui rendent la vie quotidienne invivable ».

Dans leurs Peugeot, leurs RI9, des hommes, des costumes noirs, sans yeux, conduisent à cinq à l'heure, à la manière du *Duel* de Spielberg où un camion aveugle poursuit une voiture, s'arrête lorsqu'elle s'arrête, démarre lorsqu'elle démarre. Big Brother t'a à l'œil. Il t'enseigne l'auto-surveillance, l'autocontrôle, l'auto-dénonciation. Cette machine t'apprend à te suspecter toi-même. Elle te condamne à te torturer la cervelle pour deviner les raisons obscures d'une telle attention.

Fin 1999, Yacine H., étudiant en troisième cycle en sciences économiques et syndicaliste, a été privé de passeport pendant de longs mois. Convoqué par Ali Mansour, le chef de la Direction générale des frontières et des étrangers, il a subi cet interrogatoire standard :

« Tu sais pourquoi on ne t'a pas renouvelé ton passeport ?

— Non, répond Yacine.

— Tu te fous de ma gueule ! Il doit bien y avoir une raison. Qu'est-ce que tu nous caches ? Ton dossier est bien vide pour une tête brûlée comme toi. Tu n'as jamais trempé dans aucun mouvement contestataire ? Tu n'as pas d'amis dans l'extrême gauche, chez les nationalistes, les islamistes ?

— Non, monsieur.

— Fais un effort, cherche, il doit bien y avoir une raison. Sinon pourquoi t'interdirait-on de circuler ?

— Non, vraiment je ne vois pas... Je ne sais pas...

— Si, tu sais.

— Je sais quoi ? Je ne comprends pas. Non, je ne sais pas.

— Alors, casse-toi, conclut le chef de la DGFE, et lorsque tu sauras, reviens. »

N'importe quel flic peut réduire n'importe lequel d'entre nous à la servitude. Il débarque dans le métier, maigrichon, maladroit, guindé, puis peu à peu il se rend compte que l'uniforme donne bien des privilèges. Il se fabrique un double arrière-train, il apprend les manières des notables de villages, le langage ordurier des ventrus. Il épouse une gamine de *bonne famille*. On le sollicite pour être membre honorifique de l'association des supporters de l'équipe de football locale, être le parrain des nouveau-nés. Il est invité à toutes les fêtes. Ainsi vont les Tunisiens, fascinés par l'uniforme.

La Dakhilia s'est payé un réseau d'informateurs, des bénévoles de la délation : des cireurs, des vendeurs de graines de tournesol, des cafetiers, des gardiens d'immeuble, des concierges, des chauffeurs de taxi, proies idéales.

Une semaine à peine après avoir obtenu sa licence de taxi, Ali, mon pauvre ami, est arrêté à un barrage. Il est escorté jusqu'au premier commissariat, descendu à la cave et, avant qu'il n'ait réalisé ce qui lui arrive, une tornade de coups s'abat sur lui :

« Une semaine, toute une semaine, petit merdeux, et tu ne t'es pas pointé !

— Pourquoi, il le fallait ? Mais personne ne m'a rien demandé...

— Dès qu'on t'a donné une licence de taxi, tu t'es taillé. Il n'y a plus de respect, hein ? Tu ne viens même pas nous remercier ? »

Les coups redoublent de férocité :

« Arrêtez, j'ai compris, lâchez-moi. Je viendrai, tous les jours si vous voulez. Mais qu'est-ce que je dois faire ? »

— Quoi ? Tu vis à la Kabaria, un quartier poubelle, et tu n'as rien à signaler ? Ça y est, il n'y a plus de putes, il n'y a plus de maquereaux, de vendeurs clandestins de vin ? Personne n'a donné cinq dinars à un islamiste, personne ne trompe plus sa femme ? »

Depuis, Ali se présente au rapport, comme un brave soldat, quitte à inventer des histoires.

Le monde à l'envers : c'est l'absence de ces flics de série B de la *Tunisie modèle* qui me fait péter un câble. Je me sens comme une machine sonore débranchée. Je me suis alors souvenu de ce que m'avait dit un journaliste colombien quand le 24 mai 1999, après avoir constaté que ma maison était encerclée par plus d'une centaine de policiers armés, pris de panique, je m'étais enfui. « Tu n'aurais pas dû, m'avait-il reproché. Tant qu'ils sont là, tu es en sécurité. Dans le pire des cas, ils te tabasseront mais ils ne pourront pas te liquider. Le jour où ils ne seront plus visibles, ce jour-là, prends garde. Chez nous, en Colombie, c'est comme ça : quand la rue est déserte, désinfectée de policiers, c'est à ce moment-là qu'une balle perdue peut venir se loger dans un thorax ou qu'un accident de voiture arrive... »

Et c'est à ce moment-là que la peur s'est jetée sur moi comme un animal répugnant. Un rat d'égout. Elle ne veut plus me lâcher. Une peur en chair et en os. Une tête de bélier catapultée à une vitesse vertigineuse me frappe à l'estomac. Ma langue est pâteuse, mes mains sont moites, mon cuir chevelu me démange, mes narines sont en feu. J'ai tellement mal aux yeux que je voudrais les arracher. Je sens l'odeur du bouc sous les aisselles, l'odeur de la peur. Je suis défiguré de terreur, mes épaules s'affaissent. Je ne veux pas être vu dans cet état dégradant. C'est visible. Ça se sent. Je voudrais me cacher. La peur attire la cruauté des autres, pareils aux enfants qui trouvent un plaisir dingue à s'acharner sur un animal craintif, les ailes brisées. Une envie folle de pisser me brûle. Je veux dormir, dormir, mais le sommeil ne vient pas. C'est douloureux. Une douleur de toxicomane en manque. Je voudrais me lacérer le corps, éteindre des cigarettes sur mes bras, m'enrouler dans des fils barbelés. Il n'y a que la souffrance qui extirpe la souffrance.

Je rentre chez moi. Mes enfants sont en train de dîner. Khadija, ma petite, fait un tintamarre du diable, elle proteste. Fadila, l'Algérienne qui les élève, a la fâcheuse habitude de toujours servir en premier mon fils Ali.

D'habitude, je rétablis l'équilibre ; aujourd'hui je ne veux pas que ma fille et mon fils me voient démuni. Les enfants sont des éponges à absorber les charges émotives. Je ne veux pas devenir comme Mahmoud, mon voisin. Il était Zorro. Depuis qu'il a été giflé par un policier devant son fils, âgé de quatre ans, il fait Sergent Garcia.

Azza qui me connaît si bien a compris que j'allais mal. Elle, qui attend de moi que je soutienne le ciel pour qu'il ne tombe pas, qui me reproche de vivre à ses crochets, avec sa mauvaise foi féminine et ses nerfs qui ne se calment qu'à la vue de liasses de billets, je crois qu'elle s'éprend à nouveau de moi. La voilà métamorphosée en amante enveloppante.

Pourquoi les femmes, ces êtres bizarres dont personne n'a sondé l'âme, aiment-elles les hommes-crapauds, ces éternels amoureux de dessins animés hollywoodiens ; les poètes tourmentés aux joues creusées de faim et de plaies, les guerriers ensanglantés ? Même Dostoïevski, ce génie qui est descendu dans les souterrains de l'âme d'Ivan Karamazov, s'est défilé devant Nastasia et Natacha. Les femmes n'aiment pas les prophètes armés. Azza est maintenant comme ces mères dont l'amour va

à l'enfant le plus handicapé. Elle me masse la nuque, les tempes, elle me prête ses larmes, en me berçant, « mon bébé qui crie lorsqu'il fait un caca sur lui ». Et tout son corps devient un immense clitoris.

« Azza, les policiers ne sont pas là. » Elle me regarde médusée et elle attend la suite. Moi je n'avais que ça à dire : « Ils ne sont pas là. » Elle a compris que je craignais le pire. Elle reste pourtant inébranlable au cataclysme de la vie, comme ces Arabes qui même après cent ans de solitude et de pluie demeurent assis sur le perron de leur maison.

« C'est du cinéma, lâche-t-elle. Ils cherchent à te faire croire qu'ils mijotent un sale coup. Ils veulent te faire pisser de frayeur. C'est du bluff... Ces gens prennent plaisir à faire peur au loup plutôt qu'à le tuer. Tu les connais. Si tu ne te ressaisis pas, et vite, ils réussiront à faire de toi une loque. »

Je délire ou ma femme se prend pour Calamity Jane ? Je suis toujours dérouté par l'inaptitude des femmes tunisiennes à craindre le danger. Certains parleront de courage, de témérité, moi je dirais qu'il leur manque une case. Elles sont comme ces enfants qui jouent avec un serpent. Il fallait voir, un jour de décembre 1999, Sihem Bensedrine, ce petit bout de femme délicieux, bête noire du régime, se battre contre une armoire à glace, un indic, qui avait menacé de la balafrer. Telle une furie déchaînée, insultant ses ancêtres, ses descendants et tous ceux qui portent son nom, elle l'a battu avec pour toute arme une bombe à dégraisser les fours. À tel point que d'agresseur il est devenu l'agressé, réduit à aller se plaindre à la police.

C'est monstrueux. Je crois que nos femmes ont des couilles en bronze devant lesquelles les miennes se rétrécissent. Pour l'instant, je suis en train de dire à ma femme « je ne sais pas nager » et, si j'ai bien compris, elle me répond « ce n'est pas une raison pour qu'on se noie tous les deux ».

Au-delà de la peur, je suis entré en moi-même. J'ai fait appel à mes ancêtres, ces preux cavaliers bédouins qui, en 1864, ont marché sur Tunis et menacé le pouvoir beylical. J'entends leur chevauchée fantastique, leur baroud. Je me remémore la fable de ces sept guerriers partis dans la nuit chasser la gazelle, ils rencontrent des hyènes. Un seul d'entre eux revint vivant, dans sa besace six foies. On ne saura jamais si ces foies étaient ceux de ses compagnons ou ceux des fauves tueurs d'hommes. Soupirs, lamentations, je m'enfuis dans une jungle peuplée de vent qui poursuit le vent, d'arbres qui marchent la nuit, d'hommes qui pétrifient l'éclair.

Je vais à la mort.

Pour aller jusqu'à toi, j'ai épuisé, dans le désert, mes chevaux, mon viatique et mon eau.

Tu peux me mettre à l'épreuve. J'ai une âme de lion sous une allure humaine.

Si ma langue fait de moi un poète, mon cœur, lui, est un cœur de roi ².

Je suis ce clown des *Feux de la rampe*, de Charlie Chaplin. Je suis fasciné par la mort de cet homme qui a perdu la faculté de faire rire et qui, un jour, par maladresse, tombe dans le tambour et se casse l'échine : l'hilarité emplît la salle.

Je suis de ceux qui n'ont rien à gagner. Je n'ai rien à perdre.

1. Blé concassé. ↵

2. Al-Mutanabbî, « Éloge de Kafour », in *La Solitude d'un homme*, La Différence, 1994. ↵

3

Ce n'est pas que j'aie peur de mourir. Disons juste que je ne veux pas être là le jour où ça arrivera.

Woody Allen

Le 16 mars 2000. C'est le jour où j'ai lancé ma roquette sur la Galilée. Elle est tombée là où il ne fallait pas : sur la maison Takeda, le palais de Carthage. En plein dans le mille. C'est le jour où, par inadvertance, j'ai réveillé le génie de la lanterne magique et déclenché sa colère. Moustique, j'empêche Ben Ali de faire la sieste.

À la manière de Fernando Pessôa, je combats avec des phrases. J'aime lorsqu'il dit : « Pour la première fois de ma vie, j'ai fabriqué une bombe. J'ai entouré sa dynamite d'une enveloppe de raisonnement ; je lui ai mis une traînée de poudre d'humour. Une fois fabriquée, je l'ai jetée [...] Et l'effet a été non seulement retentissant mais miraculeux : ils ont perdu la tête sans l'avoir ¹ ! »

Ce jour-là, l'agence de presse Syfia balance mon reportage : « Le marché des trafics a flambé. » Un article de trop. Je me suis trop approché de la grotte de l'ogre. Tant que je rôdais dans les parages des marécages du monstre du Loch Ness, que je parlais de torture, de la prise en otage de familles entières, de l'État policier, du règne de la délation, du musellement des Tunisiens, du déni de justice, parfait, on me laissait faire. Je n'étais pour les « 7 familles » qui pillent la Tunisie qu'un petit merdeux qui effleurait des sujets déjà déflorés. Rien de bien grave. Mais à partir du moment où j'ai commencé à fourrer mon nez dans leurs poches pour sentir l'odeur de leur argent, là, je suis devenu un problème plus sérieux, à résoudre au plus vite. Pas question pour elles que j'aille plus loin. Il fallait que je le comprenne et vite. On ne plaisante pas avec le gagne-pain de la Cosa Nostra.

Sinon, à quoi serviraient cent trente mille policiers, les usines de torture, l'obligation de silence, le délabrement de la justice, l'accaparement de l'espace public, la criminalisation de l'État ? À quoi servirait la perfection de cette stratégie basée sur la peur, si le premier venu se mettait à divaguer sur le hold-up perpétré par la *couscous-connection* ?

Entre nous, je ne voulais pas l'écrire ce putain d'article. Je ne suis pas candidat au suicide. Je savais qu'il me coûterait très, très cher. Ils n'hésiteraient pas à me couper le zizi et à me le foutre dans la bouche, si je faisais le moindre pas en direction de la caverne de Ben Ali Baba. *Un homme a fait une erreur, la mafia corrige.*

Depuis treize ans, j'écris sur tout, mais presque rien sur la corruption. Je l'ai toujours royalement ignorée, alors qu'elle est partout. Tout est géré par les « 7 familles » : les bananes portoricaines, les cravates thaïlandaises, le marbre italien, le pois chiche tunisien, la fripe, les antennes paraboliques algériennes, les troupeaux de moutons qui changent de nationalité, l'exportation de la sardine, le pèlerinage à La Mecque, le marché des visas, le change parallèle, les marchés publics et privés, les

commissions, le racket. Tout a un prix : les postes dans les consulats, les patentes au marché, les licences de taxi, les permis de conduire, de construire... Rien ne leur échappe, même pas les marchés les plus mesquins. Les petits ruisseaux ne font-ils pas les grandes rivières ? C'est la Compagnie des Indes dirigée par le dinar-harissa.

Un tabou étalé sans vergogne, rutilant à l'image de leurs blousons Anthony Delon, de leurs Alfa Romeo aux sièges de cuir, de leurs virées nocturnes dans leurs night-clubs – La Baraka, Manhattan, Monseigneur ou le Crazy Horse –, de leurs portables, de leurs Ray-Ban, de leurs nanas, de ce fric qu'ils aiment dépenser sans retenue.

Une mafia de basse-cour, de parvenus, de petits voyous de quartier, des zingueurs qui vont jusqu'à te démanteler ta pauvre chaudière, pièce par pièce, et qui ne te la remettent en état que si tu paies. Rien à voir avec l'opacité de la « Société honorable », « les amis des amis » qui méprisent la frime, cachent leur opulence et ne s'intéressent qu'à la puissance que procurent les grandes affaires. Fervent lecteur de Mario Puzzo, auteur du *Parrain*, comment aurais-je pu ignorer qu'avec la mafia on peut parler de ses caporégimes, de ses contrats expéditifs, de ses liaisons troubles avec les politiques et les religieux, de ses guerres fratricides, de l'ascension ou la chute d'un *Don*, mais jamais d'argent ? *Omerta*, noire et absolue, exigée.

Alors pourquoi l'ai-je fait cet article ? Je n'arrête pas de me poser cette question.

Dans la nuit du 24 février, j'étais au Club des avocats, *Nadi el mouhamiyine*, l'ancienne villa de Mohammed M'zali, l'ancien Premier ministre de Bourguiba, aujourd'hui exilé et dont l'État a confisqué les biens, à la Soukra, une banlieue de Tunis. L'intérêt de ce club, c'est le prix de la bière : trois fois rien. L'inconvénient, c'est qu'il faut se farcir la diarrhée verbale d'avocats qui s'imaginent toujours dans un prétoire.

J'étais bourré et j'avais sur l'estomac une *ojja* de merguez grasse, piquante et puante. Je voulais rentrer chez moi et enfoncez mes doigts dans la bouche pour dégueuler. Et voilà qu'à vingt-trois heures, Mourad Blibèche, un avocat qui a tout d'un truand, débarque : « Lève-toi et viens, me dit-il, tout excité, j'ai quelque chose pour toi. Moncef Bey brûle. »

Les gens croient toujours que je suis un journaliste de l'espèce « accro à l'actu » et que je vais réagir au quart de tour à la seule évocation d'un événement. En vérité, si je le suis, c'est uniquement pour draguer l'une des deux superbes créatures qui l'accompagnent. J'aime, par ailleurs, le côté gitan de ce séducteur, aux cheveux raides noir corbeau, à l'allure de félin bagarreux, qui se fringue comme un maquereau et qui vit de contrebande et d'arnaques. Dans sa besace, il a toujours des histoires absurdes tellement drôles que j'ai l'impression que mon dentier va me sortir de la bouche. Son sujet favori, c'est sa grand-mère, qu'il hait cordialement. Il raconte comment elle rate régulièrement ses suicides, tantôt en se jetant du haut de la table de sa cuisine, tantôt par une overdose de tabac à priser.

Nous nous embarquons tous les quatre dans sa Ford Mondeo, gagnée au jeu lorsqu'il était étudiant à Paris-VIII, en direction du souk Moncef Bey, le Taj Mahal de tous les trafics.

Mourad nous la joue *Tour infernale* : « Les flammes sont tellement hautes, s'enflamme-t-il volubile, qu'elles touchent le ventre de Dieu. » Les écrans de télé éclatent sous la chaleur, des boulons volent dans tous les sens, le plastique crame et ça pue. C'est une véritable poudrière qui explose. À l'entendre, on dirait qu'il nous mène au carnaval, « les gens arrivent en famille, il ne leur manque plus que du pop-corn et des chaises pliantes. Je te jure que c'est de la folie. Le clou : les pompiers laissent faire... Ces génies de l'Office national d'assainissement n'avaient même pas prévu de bouches d'incendie dans le coin. »

Il n'est pas loin de la vérité. À plus d'un kilomètre des lieux, je vois la ville illuminée, des camions-citernes de pompiers foncent à tombeau ouvert, les gyrophares des voitures de police hurlent pour que tous les conducteurs se garent sur le bas-côté. Le feu rend dingue la foule. Je ne suis pas intéressé. Ce n'est pas un sujet pour moi : trop de vacarme, trop de monde, ça bouge de partout, ça roule vite et dès qu'il y a une séquence intéressante elle est zappée. C'est un clip qui défile à une vitesse vertigineuse. Des hommes s'évanouissent, un attroupement de commerçants tente d'entrer dans les lieux sinistrés, bousculé par la police, il est vite englouti par la foule ; un autre groupe crie sa colère, l'argent durement gagné part en fumée ; un chat noir surgit, les poils roussis par les flammes ; une ambulance déboûle à toute vitesse, les pompiers luttent sans moyens. Un cameraman pourrait, peut-être, en tirer quelques instantanés pour la télé. Et puis laquelle des agences de presse étrangères pour lesquelles je travaille m'achètera un incendie à Tunis ? « Trop local », justifieront-elles.

En fait, ce feu ne m'intéresse pas. En plus, j'ai la phobie des foules, ce serpent à mille têtes qui t'insuffle des sentiments inconnus, dévastateurs, cette rivière en crue qui t'impose son diktat, qui t'entraîne de gré ou de force là où elle se jette. Elle se nourrit toujours de spectacles, de tragédies. Elle a besoin de victoires pour acclamer les vainqueurs du jour. Elle demande toujours plus de sacrifices sur son autel. La foule est de ces femmes qui ne sucent que la bite des conquérants.

On l'a vu lors des émeutes du pain en janvier 1984, la foule a mis le pouvoir en vacance sept jours durant. Il a suffi que Bourguiba annule l'augmentation des prix des produits de première nécessité pour que cette même foule l'acclame, alors qu'elle le vilipendait la veille.

J'ai la nausée. J'ai hâte de m'en aller. Mais la brune sur laquelle j'ai jeté mon dévolu est fascinée par le spectacle. Elle refuse de me suivre, alors je reste là, à l'attendre comme un con.

Mon manque d'intérêt n'échappe pas à Mourad : « Qu'est-ce que tu as ? Tu es complètement déconnecté... pourquoi, *chbik* ? Tu as ici tous les ingrédients d'un bon papier : la catastrophe, le mouvement, des couleurs, du son, le non-dit que tu dois débusquer, la rumeur à vérifier. Il est là ton film, sur la caillasse. Tu n'as qu'à te baisser et le prendre. » Je lui jette mon sale regard chinois. Il insiste : « Tu veux que je la boucle, je t'emmerde ! Ça ne te fait pas bander ? » Il s'éloigne de moi, vociférant des insanités, puis il revient, comme sous l'effet d'une révélation : « Tu as peur que Ben Ali te circonscise une deuxième fois ? Oui, tu as raison, vaut mieux être un chien vivant qu'un lion mort. Viens, on se casse ! »

Le lendemain, mon téléphone n'arrête pas de sonner. Chacun veut me raconter son incendie, le commenter, le disséquer. Certains prétendent qu'ils ont des informations en béton prouvant que cet incendie est criminel, un règlement de comptes entre deux clans des « 7 familles ».

Le feu aurait été provoqué pour transformer le marché en un parking sur plusieurs niveaux. Ma maison est assiégée. On me ramène tous les journaux du jour qui racontent que, pour venir à bout du feu, il a fallu mobiliser tous les pompiers de la nation, que quinze millions de dollars sont partis en fumée et qu'il n'y a aucun blessé, seulement quelques évanouissements d'hystérie. Le contraire m'aurait étonné. Dans l'édén de Ben Ali, les trains arrivent toujours à l'heure, les gens ne s'enrhument même pas, tout est beau, tout est gentil.

Rachid Najjar est un de ces syndicalistes qui croient être venus au monde dans le but de collecter et faire circuler de l'information. Il débarque couvert de sueur, son inséparable mouchoir essuyant son front. Il a toujours dans son couffin des bouts de papier, des dossiers, des photocopies d'articles interdits, les rapports d'Amnesty International, des communiqués de toute espèce. Il connaît tous les ragots, qu'il rapporte avec délectation. Il sait ce que les lobbies de l'opposition trament pour les

mois à venir et ce qu'en pense le Département d'État américain. Il sait ce que Ben Ali aurait dit dans les coulisses du Palais, et la teneur de sa dernière conversation téléphonique avec Chirac, comme s'il avait passé la nuit avec lui.

Détenir ce genre d'information en Tunisie est un signe d'appartenance à l'avant-garde militante, à l'establishment de l'opposition, plus on en sait et plus on est reconnu comme membre influent de cette caste. On les appelle les Awacs. Ces gens passent leur vie à courir après les nouvelles, quitte à dépenser une fortune en fax, en téléphone, en photocopies, en transport. Chacun d'entre eux est à lui seul une véritable centrale de téléphone arabe aux réseaux tentaculaires, à la recherche d'exclusivité, de nouvelles rares et diverses. Ils fonctionnent comme les *moukhabarate*, ces agences de renseignements décodant les messages, sachant identifier, au style, l'auteur d'un texte anonyme.

Ils vous expliquent, avec force détails, pourquoi Untel n'est plus évoqué dans le dernier rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme. Lecteurs professionnels de toute la presse internationale, ils dissèquent l'importance d'une dépêche au nombre de lignes, repèrent les allégeances à Ben Ali aux changements de leurs lignes éditoriales, pour demeurer sur le marché tunisien. Ils prédisent les noms des futurs ministres en tenant la comptabilité des allées et venues au palais de Carthage. Ces manutentionnaires de l'information sont redoutables, craints, ils font et défont les réputations.

Ce matin, Rachid Najjar croit me refilet l'info du jour : « Du jamais vu ! Les commerçants sinistrés de Moncef Bey ont marché sur la Dakhilia. Ils se sont battus avec les flics qui en perdaient leurs casquettes. Ils les frappaient avec des posters géants de Ben Ali qui traînent déchirés à même le sol. Sur le trottoir, il y a du sang, les caïds en perdent leurs gourmettes en or. Cette fois-ci, les policiers n'ont pas affaire à des visages pâles, à des militants des droits de l'homme bien élevés, ils ont affaire à Balha, à Jaga, à des Tarzans qui ne craignent ni les lois, ni Allah. » À l'entendre, il ne manque qu'Al Capone et Salvatore Giuliano pour faire un remake du *Sicilien*.

Intarissable, il m'écrit quasiment l'article. Il me donne l'attaque, les développements, la chute, et il m'a même trouvé des témoins qui connaissent tous les méandres de Moncef Bey ; en prime, il me propose le titre, les intertitres et le chapeau. Ses propos rebondissent tel un ballon frappant ma barre transversale, refusant de rentrer dans mes filets.

Je ne vais pas faire cet article. Point à la ligne. Pendant trois jours, le téléphone arabe a fonctionné. J'entends à leurs insinuations avec quel plaisir ils s'engouffrent dans cette brèche pour se venger de mon arrogance. Ce qu'ils appellent « ma témérité ».

Je ne suis plus qu'un couillon comme les autres. Moins que les autres. Je suis arrivé à mes limites, je n'ai plus rien à donner. C'est normal, je les ai habitués à battre mes propres records. Je suis une sorte de Boubka du journalisme : chaque nouvel article casse le précédent et l'efface. Tel un pionnier, je dois aller à la conquête de contrées inconnues, et revenir leur raconter ce que j'ai vu. Je suis leur envoyé spécial devant le danger, chargé d'aller voir ce qui se cache derrière la montagne. Pour que je garde mon rang de *fellag*, de bandit d'honneur, de baroudeur. Même si je suis bon, ils attendent de moi que je sois encore plus bon que bon. Je suis devenu accro aux applaudissements de mon public. Chaque article me procure une semaine de gloire. On en parle, en parle, en parle...

Des photocopies circulent de main en main, les femmes me trouvent subitement séduisant, attachant et même beau. Alors, pendant une semaine, j'en profite pleinement. Je suis le colonel Buendia à qui l'on apporte de belles mulâtresses pour s'accoupler. Les femmes veulent que je leur fasse un enfant. Pourvu que ça dure. Je me retrouve embarqué dans cette spirale ; ivre, j'oublie que dans la fosse aux lions il y a un vrai lion et que je ne suis pas un vrai gladiateur. Je n'ai pour seule arme qu'un stylo-

bille, et une feuille de papier en guise de bouclier. Parfois je passe à la caisse. On me casse un bras pour l'amour des belles tournures et d'Orson Welles qui, doté d'un petit nez, ne montait sur les planches qu'avec de faux nez, dont il possédait une collection. En effet, dans un article intitulé « La Tunisie en fureur », au lieu d'écrire que « Ben Ali avance à visage couvert », je n'ai pas résisté et ai écrit : « Il avance affublé d'un faux nez. » Ben Ali y a lu une allusion à son nez. Pour le plaisir de cette phrase que je voulais simplement poétique, j'ai été pourchassé dans ma rue, en plein jour, par des malabars armés de barres de fer, de chaînes à vélo. J'ai eu la trouille de ma vie. J'étais glacé de peur. Je criais : « Maman, au secours, y a Lalla Khayti ! » Et pour un titre dont je ne suis même pas l'auteur, « Les étudiants font plier Ben Ali », ils ont arraché le volant de la voiture de ma femme et coupé ma ligne de téléphone.

Depuis la publication, en 1990, d'un dossier sur l'inexistence de la liberté d'expression en Tunisie dans le quotidien gouvernemental de langue arabe, *Essahafa*, je suis interdit d'écriture. Mes articles ne sont plus que des évadés de l'Alcatraz tunisien. Ils sont comme ces criminels qui prennent la route sans autre destination que celle de la fuite. Chacun d'entre eux poursuit cette course haletante pour échapper au barrage final, pour faire durer ce suspense. Une course parsemée de guet-apens, pendant que les gens qui me soutiennent amassés le long de cette route applaudissent au passage de cette fuite infernale, acclament mon courage. Ils me poussent à m'approcher du point final, ils veulent être présents le jour du *cut*. Je suis pareil au torero d'Hemingway, dans *Le soleil se lève aussi* ; les gens vont l'admirer « pour avoir des sensations tragiques, et peut-être pour voir la mort de Belmonte ». Hemingway explique : « En tauromachie, on parle du terrain du taureau et du terrain du torero. Quand le torero reste sur son propre terrain, il est relativement en sûreté. Belmonte, dans ses grands jours, travaillait toujours dans le terrain du taureau. C'est ainsi qu'il donnait la sensation de tragédie imminente. »

En fait, je ne combats pas contre le taureau, je combats contre cette foule qui applaudit lorsque tu es debout et triomphant et qui te siffle lorsque tu tombes. Cette fois-ci, elle veut que je mette ma main dans le feu du marché de Moncef Bey. Eh bien, non ! Je ne lui ferai pas ce plaisir ; dites que « je ne suis pas de taille », je m'en fous. Allez au diable, mais ne me perdez pas en cours de route !

Je suis à bout de souffle. J'ai trimé comme un malade tout au long de ce mois de février gros comme une pleine lune qui aurait envoûté les Tunisiens. J'ai couru derrière les routiers qui, on ne sait quelle mouche les a piqués, se sont mis en grève pendant trois jours. Cet événement inédit enflamme les Tunisois. La couleur jaune a disparu de nos rues. La grogne s'est réapproprié les artères de la capitale dont elle avait été chassée par un gouvernement policier. Ce qui ne manque pas de piquant dans cette histoire, c'est que cette protestation vient d'une corporation traditionnellement alliée au gouvernement auquel elle fournit le gros de la caste des Innommables. Au même moment, émeutes et manifestations se succèdent pendant une semaine dans le pays jusqu'aux portes du désert.

Parties de Tunis depuis les quartiers populaires de Hay Etadamoun, El Mnihla, le Bardo côté pauvre, elles se sont propagées à l'ensemble du pays comme la rumeur qui avait mis le feu aux poudres, prétendant que le gouvernement allait augmenter le prix du pain. Du jamais vu : c'est la première fois que des émeutes précèdent l'augmentation réelle du prix du pain !

Face au black-out de l'information, je me suis retrouvé, je ne sais par quel sortilège, transformé en agence de presse à moi tout seul. Les médias du monde entier me harcèlent au téléphone : presse écrite, radio, télévision. J'ai l'impression d'être le premier homme à marcher sur la Lune. « Vous confirmez qu'il y a des émeutes ? » me demande-t-on dans toutes les langues. « Non, ai-je le plaisir de répondre à ces grands manitous de la presse internationale – *Libération*, *Le Figaro*, *Le Monde*,

l'AFP, Reuter, Ansa, RFI, France Inter –, je ne le confirme pas, je l'ai écrit et publié. »

C'est ma revanche sur tous ceux qui, depuis des années, me reprochent mon manque de professionnalisme, mon écriture trop littéraire, mon approche romancée de l'actualité, ma langue châtiée. La revanche du sous-dév, face à ces stars qui gagnent leur pain en pillant les « journalistes locaux », ceux de la seconde division. Celles et ceux qui ne nous considèrent que comme des amateurs, du haut de leurs moyens dits « professionnels », leurs bureaux sur les grandes avenues protégées par « la liberté d'informer », leurs portables, leurs micro-ordinateurs, leur Internet, leur langue qui n'est pas la mienne mais qui est ma prise de guerre – pour redire Kateb Yacine, le père de Nejma, ma fille –, leurs méga-caméras et surtout leurs portefeuilles pleins de fric pour se payer les hôtels cinq étoiles sur le continent des pauvres.

À deux heures de vol des grandes métropoles européennes, Rome, Paris, Munich, Genève, Tunis est ma planète qui n'a jamais été foulée. C'est le nouveau monde avant sa découverte.

Rien ne doit filtrer. C'est le temps du silence.

Je suis le *berrah*, ce bruiteur qui trompette de scandaleuses vérités sur des scènes publiques au beau milieu de la cité, dans les souks hebdomadaires, le jour de la prière du vendredi saint. Celui qui parle de ce que l'on ne doit ni faire, ni dire, l'inceste, la sodomie, l'adultère, l'homosexualité. Je suis celui qui a vendu la mèche.

C'est aussi au mois de février que j'ai réalisé l'entretien qui me tenait à cœur avec Hama Hammami, notre Öçalan, homme recherché par toutes les polices de Tunisie. Il a quarante-sept ans. Sorti de chez lui le 27 février 1998, cet opposant, leader du Parti ouvrier communiste tunisien, le POCT, parti stalinien, interdit, s'est depuis volatilisé. Il est entré dans la clandestinité pour échapper à neuf ans de prison et à de très prévisibles séances de torture. Depuis un an, je le course. C'est mon côté chasseur, prédateur, c'est mon exploit tant attendu bien que redouté.

Je l'ai rencontré non loin de chez moi, dans un établissement huppé, L'Olivier bleu, où le prix d'un café équivaut à celui d'un kilo de viande. Je ne l'avais pas revu depuis trois ans. Quand je suis arrivé, il était déjà attablé. J'ai été immédiatement frappé par sa maigreur, son calme. Je pensais qu'il serait tendu, inquiet, et très vite l'entretien que j'avais imaginé politique s'est transformé en conversation sur les petites choses de la vie. L'amour de sa femme, sa fille qu'il n'a pas vu naître, sa mère qu'il n'a pas accompagnée à sa dernière demeure, son quotidien de fugitif. Il s'est rasé la moustache, il ne m'a parlé ni de Ben Ali, ni de Staline. Avec son éternel pardessus de militant romantique, cet homme est beau et bon. Vingt-sept années de sa vie avalées, gâchées par les geôles de Bourguiba, puis de Ben Ali, par l'exil forcé et la clandestinité, n'ont altéré ni sa sérénité, ni sa beauté presque féminine, avec ses doigts effilés de prestidigitateur, l'intelligence de ses grands yeux, ses cheveux drus et noirs. Il est aussi beau qu'un Égyptien, Omar Sharif en plus fin. C'est sans doute ce que l'on appelle un homme racé.

La publication de cet entretien dans les pages de *L'Humanité*, le 23 février 2000, a eu l'effet d'une bombe. J'étais devenu le marathonnier qui avait battu son propre record. La Tunisie militante m'accroche sur la poitrine la médaille d'or pendant que l'hymne national retentit à mes oreilles. On en parle, on en parle, dans les salons, les bars, les ruelles... Cet article photocopié se vend un dinar au marché noir. À la Bourse de l'underground, c'est le plus coté. Il détrône dans ce hit-parade clandestin les écrits de l'historien Mohammed Talbi, et même le texte, obscène, sans être pornographique, d'un jeune poète incarcéré qui a fait fureur dans les amphis de l'université et dans lequel il pleure la malchance des Tunisiens gouvernés par une coiffeuse, Leïla, la femme du président, et le caporal Ben Ali devenu général.

Je considérais que j'avais mérité le droit de savourer ma gloire de champion toutes catégories, de roi des emmerdeurs, mais la foule en redemandait. Elle voulait que je remonte sur le ring le lendemain même de ma victoire. La foule tyrannique voulait vérifier que je ne m'étais pas dopé, que j'étais vraiment un champion. « Si tu es un homme, me criait-elle, bats-toi contre le feu ! »

Ce mois de février me crève. En plus, j'ai un chantier sur les bras : rédiger le premier rapport du Conseil national pour les libertés en Tunisie. Il aurait dû être prêt le 10 décembre 1999 et il traîne. Nous sommes neuf rédacteurs : Sihem Bensedrine, Omar Mestiri, Moncef Merzouki, Nejib Hosni, Mustapha Ben Jaffar, Salah Hamzaoui, Jameleddine Bida, Mokhtar Arbaoui et moi-même. Impossible de reporter encore une fois nos délais, il en va de notre crédibilité. Nous avons décidé de le lancer sur la Toile avant le 15 mars 2000.

Ce conseil est né le 10 décembre 1998, à l'époque où la Tunisie était encore somnolente, à l'initiative de trente-cinq personnalités indépendantes, presque toutes issues de la bourgeoisie scolarisée. Il est né d'une impasse. C'est une opération de sauvetage d'abord de soi-même. La Tunisie était au bord du ravin. Nous n'avions pas le choix : soit nous succombions au vide périlleux, soit nous avançons sur l'ogre.

C'est un acte de désobéissance civile. Les Tunisiens se sentent castrés, nuisibles, ils errent en sursis, la mort dans l'âme. D'où cette « obligation de liberté ». Il faut réinventer une geste tunisienne, avec pour toute arme l'imagination et surtout des mots neufs, lumineux, plaisants, loin de la redondance de l'orthodoxie militante, en rupture avec son discours stérile. C'est avec des écrits qui swingent, qui séduisent, que le CNLT a fait banco.

Jamais, dans son histoire contemporaine, la Tunisie n'a connu un tel acharnement contre les libertés, *écrivions-nous en préambule de notre premier rapport*. Jamais en Tunisie nous n'avons connu un tel sentiment d'insécurité face à l'omniprésence policière, au délabrement de la Justice et à l'extension de la corruption.

La négation de la citoyenneté a conduit la Tunisie à une grave crise morale, politique et sociale. Les conquêtes des années soixante-dix et quatre-vingt se sont volatilisées. La presse d'opinion a quasiment disparu, les associations de la société civile et en particulier l'UGTT ont été mises au pas, les partis d'opposition récupérés, la production intellectuelle et artistique brisée.

Nul n'est désormais à l'abri de la torture, d'un emprisonnement arbitraire, d'une punition collective, d'un procès inique, d'une agression physique, de la perte de son gagne-pain, de la violation de sa vie privée ou de la confiscation de sa liberté de circuler.

La peur envahit les âmes, suscitant la délation et la démission collective, inhibant la créativité.

Le 15 mars à deux heures du matin, nous sommes la NASA des clochards. Nous avons deux ordinateurs que seuls deux d'entre nous savent manipuler, et encore avec deux doigts. Nos soixante-deux pages sont prêtes. Une sorte de Guide bleu dans les dédales de la Tunisie cachée aux touristes, avec ses testicules écrasés par des casiers, ses femmes violées, ses tortionnaires, ses rafles... la Tunisie de l'exil intérieur et de la clandestinité. Une visite guidée dans le second pays, sous la plage les pavés.

Dans quelques minutes, nous avons rendez-vous avec le monde. Avec Human Rights Watch à New York, Amnesty International à Londres, la Fédération internationale des droits de l'homme à Paris, et une conférence de presse nous attend dans les locaux du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples, également à Paris. Nous avons dépêché, pour les besoins de la cause, le seul

d'entre nous qui à l'époque avait encore un passeport, notre honorable chargé des affaires extérieures, Sadri Khiarri, peintre de son état. Sa peinture sur verre se nourrit d'une seule obsession : la mutilation, la castration. Il est vrai qu'il n'a été circoncis qu'à l'âge de huit ans. C'est dans son atelier que nous apportons les dernières touches au rapport et qu'affreux, sales et méchants nous nous apprêtons à lancer notre navette dans l'espace.

Depuis quinze jours, nous nous sommes retranchés, la police rôde autour de nous, nous laissant indifférents, « s'ils veulent nous prendre qu'ils nous prennent ». Nous nous nourrissons de sandwiches aux merguez et à la harissa, de chocolat, d'oranges, de thé rouge de maçons et de whisky dégueulasse. Nous sommes ces Italiens anarchistes exilés au Brésil à la fin du XIX^e siècle. Nous sommes ces intellectuels du Caire des années trente, ces combattants de la plume qui firent trembler le socle des régimes arabes par le verbe. Tous unis par l'amour des mots, alimenté par nos lectures, par les films que nous avons tant aimés. Ce pavé est notre navette spatiale de Hay El Khadra, le quartier vert. Pour la circonstance, je dois avouer que l'agent XY, un Espagnol par ailleurs végétarien, a été dépêché par Amnesty International pour les questions techniques. Car si nous savons fabriquer des rapports, nous ne maîtrisons pas encore la navigation sur Internet. Pour lui, c'est un jeu d'enfant ; en moins de dix minutes, il accomplit sa mission : notre rapport vole. Nous, peuple de la sieste et du temps qui s'étale, nous sommes presque déçus de l'absence totale de solennité, il n'a même pas fait de compte à rebours.

Des larmes emplissent nos yeux. Mes camarades me semblent drapés dans ces habits de héros antiques qui sortent mutilés du combat avec le Cyclope, mais victorieux. Omar Mestiri, le secrétaire général du CNLT et agriculteur interdit d'agriculture, ne veut plus quitter les lieux. Il se veut gardien du temple de la Destinée. Moi, enfin débarrassé de cette corvée monumentale, je n'aspire qu'au repos, pour me réveiller dispos et aller jouer au *noufi*, me saouler et rendre visite à mes amies les catins. Revoir de vrais hommes qui se moquent des idées, qui n'en ont rien à foutre des droits de l'homme et du grand orteil de Mohammed écrasé par une massue dans les sous-sols de la Dakhilia. Je veux sortir de ce piège à rats, revoir des hommes et des femmes qui aiment la nuit, le sexe et le fric.

Ce mois de février, je vous l'ai déjà dit, me crève ; un autre comme celui-là et je jette l'éponge. Vous voulez m'esquinter ou quoi ? Lâchez-moi avec votre incendie !

Un matin, je ne sais plus si c'est deux ou quatre jours après que Moncef Bey eut flambé, au lieu d'aller à un rendez-vous, je hèle un taxi. Direction Moncef Bey. Je me retrouve mêlé à ces commerçants en plein désarroi. Ils ont vu leur fortune, gagnée à coups de ruses, de courbettes, de risques, d'emprisonnements, brûler. Dans cet immense hangar sentant encore le roussi se trouvait, au centre, l'étal de Mohammed El Aib, le boiteux, chez lequel les Tunisiennes se procuraient des parfums, des fringues à des prix ridiculement bas. Yves Saint Laurent, Kenzo, Givenchy, Nina Ricci à dix dinars le flacon ; des jeans, Levi Strauss, Lois, des chemises Lacoste. Il n'en reste que des soupirs. Dans le mur de ce temple de l'informel, un énorme trou, comme si un obus l'avait traversé et, aux abords, seule, une chaise renversée témoigne que des hommes sont passés par là.

Je me suis retrouvé à rôder dans ces lieux, à écouter ces commerçants, comme un assassin qui revient sur les lieux du crime. Comme ces joueurs qui se sont juré de ne plus s'approcher d'une table verte et qui le lendemain entendent le jeu sonner dans leur tête.

Il est écrit que je l'écrirai... Il sonne dans ma tête.

4

Si tu polis le miroir du cœur pour tôt une porte s'ouvre dans la niche du cœur
Une porte qui lorsqu'elle s'ouvre sur l'Ami n'aura plus le ciel pour garde-portière
Des deux mondes trois choses te sont nécessaires
La science, l'agir et la vision
Quand à force d'adoration ta science sera devenue vision des deux mondes ton cœur sera le miroir.

Farid Edine 'Attar

Le 18 mars 2000. C'est un jour-miroir. Un jour-écran sur lequel se projettent mes nourritures terrestres, mon portrait avec groupe. Ce jour convoque mes ancêtres à témoigner. Il appelle à la rescousse mes jeux d'enfance, la terre où je suis né, mes voyages, mes héros, ma passion pour le roman, la poésie, le théâtre, le cinéma et l'écriture... Le pain de ma mère et l'accolade d'un père.

Mon invisible armure face à la menace.

Les anciens m'ont enseigné que le verbe enceint de songes, de contes, de vécu fait d'heurs et de malheurs, peut fondre le plomb. La divine Schéhérazade n'a-t-elle pas prolongé de mille et une nuits sa vie en meublant les insomnies du Grand Roi Shâhriyâr ?

Ai-je une histoire à raconter pour avoir la vie sauve ?

Je ne suis pas une histoire.

Je suis des histoires que l'on m'a racontées.

Je suis Taoufik Zoghلامي *alias* Ben Brik, né le 9 novembre 1960 à Jerissa, de nationalité tunisienne, fils légitime de Brik Ben Tahar, syndicaliste qui combattit les colons français, et de Chouikha Bent Salah, héritière d'une grande tente berbère, petit-fils de Cheikh Tahar, époux de treize femmes comptées, et de Lalla Mahriya, la folle du douar, côté paternel ; et de Sargene Salah, tirailleur à Verdun, mort à l'âge de vingt-quatre ans après avoir défié Dieu – « Enrichis-moi ou emporte-moi » – et de Oum Arem Bent Jarada, la taciturne, côté maternel ; époux de Azza Zarrad et père de deux enfants, un garçon, Ali-la-Pointe, et une fille, Khadija ; domicilié au 20 rue 7134, El Manar 2, code postal 2092 à Tunis ; téléphone, fax : 87 23 58 ; fonction sociale : journaliste sans journal et poète méconnu ; œuvres publiées à ce jour : des nouvelles disséminées dans des publications occasionnelles, un livre, *Une si douce dictature*, et un recueil orphelin de nouvelles poétiques, *Et maintenant, tu vas m'entendre*, interdit et saisi par la police de la parole. Études ratées : de droit à Tunis, de sociologie à Bagdad et de cinéma à Toronto. Lauréat d'une tonne de prix, malheureusement symboliques. Aime la lecture, le cinéma, le vin, les fringues, la bonne bouffe et les fesses des femmes.

Un mètre soixante-seize, cent deux kilos en moyenne, brun.

Vous en conviendrez, ce n'est pas avec une telle course de vie que je peux déjouer les manigances du Prince.

Tel le soldat de Mahmoud Darwich, je rêve de lys blancs avec lesquels :

Il fit front :
Ma voix à l'amour est un fusil,
Des fêtes revenues de vestiges anciens,
Le silence d'une statue antique
D'époque et d'origine indéterminées !
Il me parla de l'instant des adieux,
De sa mère
Pleurant en silence lorsqu'on
L'envoya
Quelque part sur le front... 1

Alors qu'est-ce qui est plus fort que la réalité ? La légende.

Où est ma légende ?

Dans les histoires que ma mère me contait, celles de mes ancêtres immortels. El Kaabachi, chasseur de lions dans la forêt de Bouchebka, sur la montagne de Chaambi, toit de la Tunisie. L'homme devenu imberbe, les moustaches brûlées à force d'allumer la mèche de son baroud. Le bey, pour l'avoir comme fusil, lui offrit des terres fertiles, des pierres précieuses et des femmes splendides. Kaabachi refusa ces présents, leur préférant « une balade à Bouchebka qui vaut tous les honneurs du palais du Bardo ». Abdellah Essahar, l'homme-cheval dont les pieds n'ont jamais foulé la terre, qui arma plus de mille Bédouins montés sur des alezans à la robe tachetée et marcha sur la capitale pour renverser le bey, en 1864. Ses quatorze enfants périrent lors de cette chevauchée fantastique. On dit que son regard bleu acier transformait l'eau en glace. Son burnous devenait des ailes, volait dans les airs. Il mangeait des quintaux de couscous garni de dix antenais. Ses excréments étaient aussi phénoménaux que ceux d'un éléphant.

La belle Lalla Tourkiya qui, son mari parti pour un long pèlerinage à La Mecque, se retrouva seule face à la convoitise des hommes. Chaque fois qu'ils tentaient de s'introduire dans sa demeure, elle tissait avec les rayons de lune une échelle pour monter sur les toits.

Je ne me lassais pas des aventures de ce fellaga, Abbas Lagra, ce maquisard, égorgueur de colons français. La légende le chantait sur les places publiques, fort comme un taureau, beau comme le soleil, alors qu'il était petit homme, teigneux. Seuls ses yeux étaient de braise. Une nuit, alors qu'il fuyait l'ennemi, il trouva refuge chez une femme de petite vertu qui le prenait de haut. Elle attendit qu'il s'endormît avant de s'amuser à le mesurer avec ses doigts, arrivée à hauteur de son cœur, il lui saisit la main. « Un homme, lui dit-il, ne se mesure qu'à la grandeur de son cœur. » Et c'est justement ce cœur qui le perdit. Il mourut trahi par son ami et cousin germain qui l'abattit pendant qu'il dormait dans une grotte, en échange d'un troupeau de moutons, quelques brebis et une ferme désolée près de Sarat, l'oued dingue qui emporta plus de dix-sept ponts.

Il faut encore aller plus loin dans le livre des secrets pour s'armer contre la réalité. Combat, bravoure, courage, amitié, trahison, mort, magie sont les maîtres mots des légendes qui m'ont été transmises.

Je me souviens, enfant, avoir joué à la guerre des boutons, guettant en bande, derrière des rochers

et des arbres, nos rivaux, les laissant s'approcher de nos vergers et, dès qu'ils tentaient de rejoindre leur quartier, prenant position sur le flanc des montagnes, en haut du ravin, leur coupant alors toute retraite. Tant qu'ils ne nous avaient pas cédé leur butin, armés de tir-boulettes assassins, nous les encerclions et les criblions de pierres. Ainsi, nous imitions ces stratèges mythiques qui habitent la mémoire des Arabes.

Ali Ibn Abi Taleb, le premier sabre de l'islam, le preux chevalier toujours prêt au duel ; Skander Dhou El Karneïne, Alexandre aux deux cornes, le conquérant ; Hannibal Barka, fils d'Amilcar Barka, qui envahit Rome sur des éléphants par les Alpes alors qu'il était attendu par la mer, utilisant ainsi, le premier, l'arme lourde ; Khaled Ibn El Walid, qui battit le Prophète avant de devenir son bras armé ; Tarek Ibn Ziyad, le conquérant de l'Andalousie qui a brûlé sa flotte en clamant « La mer est derrière vous et l'ennemi devant vous », ne laissant à ses compagnons d'autre choix que de brandir le glaive. El Kahina, cette reine berbère, qui incendia les immenses forêts de l'Ifriqiya pour chasser l'envahisseur arabe. L'émir Abd El Kader, ce poète mystique, qui soulèvera les tribus de l'ouest contre l'armée de Napoléon III. Abdelkrim El Khattabi qui défia avec son armée de gueux trois empires : portugais, français et espagnol. Omar El Mokhtar, le renard du désert qui s'enterrait sous le sable avec ses compagnons, avant de s'abattre sur les soldats de l'armée italienne... Et Spartacus, mon Che.

Ma planète est ainsi peuplée de conquérants, de maquisards rebelles, de batailles, des frissons que procurent les défaites et les victoires. Ces hommes avaient toujours un livre ou un poète à proximité de leurs bivouacs. Tous ont en commun l'art de la ruse. Pour eux, la guerre se gagne par la trahison, l'embuscade et la surprise. Ils fuient devant un ennemi dix fois plus fort avant de le harceler dès qu'il campe. Ils font croire à leurs adversaires qu'ils sont plus nombreux qu'eux, avec leurs cris, le boucan de leurs tambourins, de leurs chants gutturaux. Ils soulèvent des tornades de poussière en attachant à la queue de leurs canassons des buissons d'alfa. Puis ils les contournent et les frappent au moment où ils s'y attendent le moins.

J'épuise mon monde à force de raconter la guerre, cette danse endiablée à laquelle j'ai la folie de croire que j'ai participé. Assauts, embuscades, massacres, reculs, batailles rangées, mouvements de troupes sont mon lexique.

Je me surprends à me comparer à Taras Boulba, à Geronimo, à Sitting Bull, au général Nguyễn Giap de Diên Biên Phu. Après avoir vu *Apocalypse Now*, j'ai couru me raser le crâne pour ressembler à Marlon Brando incarnant le colonel fou de la guerre du Vietnam.

J'ai dû voir au moins cent fois *Kagemusha*, l'ombre du guerrier, où Akira Kurosawa s'est surpassé pour filmer de loin des colonnes de soldats en armure qui défilent dans la plaine, plus bas, le mouvement des troupes. Tu entends des cris et tu ne vois pas qui crie. Tu vois des flèches pleuvoir et tu ne sais quelles sont leurs cibles. Toute la guerre est dans le faciès, le regard du chef, l'économie des gestes. Du grand art.

J'avais cinq ans quand j'ai vu mon premier film : *Goliath à la conquête de Bagdad*. J'étais entré dans un monde magique, féerique où les couleurs sont de bleu soyeux, de rouge écarlate, de blanc pur. Je suivais le faisceau de poussières du projecteur comme si c'était un essaim d'insectes argentés. Ces chevaux, ces batailles, ces femmes déesses, et ces hommes dieux et ces villes édens. Je ne voulais plus sortir, j'étais retourné dans le ventre de ma mère. Quel bien-être ! Aujourd'hui encore, j'appréhende avec inquiétude la fin d'un film. La fin d'un monde parfait de démesure, d'ascensions et de chutes où l'on peut aimer, haïr, rire, chialer, seul, sans autre plaisir que celui de s'évader dans le fantastique.

C'est à mon père, surnommé Mahmoud El Meliji, du nom de l'acteur fétiche de Youssef Chahine, que je dois la maladie du septième art. Il était chargé de l'unique cinéma du village, propriété de la mine à ciel ouvert du Jebel Jerissa, qui se trouvait à moins de cent mètres de chez nous. Presque tous les soirs, je l'accompagnais dans cette salle de cinq cents places où il passait récupérer la recette. Il programmait lui-même les films en Eastmancolor. J'aimais monter dans la cabine du machiniste qui avait toujours un casse-croûte à partager... et la placeuse à caresser.

Mon père était le directeur de l'hôpital de la mine mais surtout le secrétaire général du puissant syndicat de base des mineurs, qui comptait alors plus de trois mille adhérents. Cette mine de fer, raconte la légende, aurait fourni la matière première nécessaire à la construction de la tour Eiffel et des rails du métro de Paris. On dit aussi que les Français l'aurait achetée en 1888, sept ans après la colonisation, aux Jebaris, pour un kilo de halva et une livre de figues sèches. En plein pays berbère, du côté de la Table de Jugurtha, à deux cents kilomètres de Tunis, ils avaient implanté ce drôle de village typiquement français, avec son église, son cimetière, ses tuiles rouges, ses bars, ses cercles de jeu, ses trois terrains de tennis et son boulodrome qui vaudra à mon frère aîné de trois ans, aujourd'hui exilé en Angleterre, Jamel, de devenir champion du monde de pétanque à dix-sept ans, en 1973.

Prospère à l'époque de mon enfance, cette ville minière attirait, aux côtés de Tunisiens de toutes les régions, une main-d'œuvre de toutes origines, Maltais, Italiens, Français, Espagnols, et de toutes confessions, musulmans, juifs, chrétiens. Les quartiers s'appellent encore Italie, Sicilia, P'tit Paris. Dans ce *melting-pot* se côtoyaient des syndicalistes, des nationalistes, des anarchistes, des communistes et des trotskistes à quinze kilomètres de la frontière algérienne tant redoutée... C'est *Le Désert des Tartares*. Hier, à cause de l'Armée de libération nationale qui a pris les armes contre le colonialisme français en 1954 ; aujourd'hui, à cause des Groupes islamiques armés dont les incursions sèment l'effroi parmi la police des frontières qui a goûté à leurs canifs.

Ici, avec mes cinq frères et mes trois sœurs, nous sommes les Ouled Brik, les enfants de l'homme qui créa le premier-syndicat des mineurs de Jerissa, en 1947, à l'instigation de Farhat Hached, le fondateur et secrétaire général de la puissante centrale syndicale de l'époque, l'Union générale des travailleurs tunisiens. Cet égal en popularité de Habib Bourguiba, sinon plus, et ami de mon père disparaîtra assassiné par la Main rouge en 1952.

Mon père était, je crois, quelqu'un de bien. Il aimait les voyages à travers les hommes. Syndicaliste, nationaliste, élégant, joueur d'échecs et de dominos, amateur de cinéma, de poésie arabe et de belles voitures, à l'indépendance, déçu, il abandonna toutes ses responsabilités politiques et syndicales. Car si la Tunisie est devenue indépendante en 1956, Jerissa est restée colonisée par les Français, demeurés propriétaires de la mine. Lorsque, en 1958, l'aviation française avait bombardé Sakiet Sidi Youssef – village à la frontière algéro-tunisienne –, en représailles contre l'Armée de libération nationale, stationnée à Ghardimaou, fou de rage, il avait cassé une chaise sur la tête du président-directeur général de la mine, M. Racine. Mis en taule, il a été relâché sous la pression des mineurs qui paralysèrent et saccagèrent la ville pendant une semaine.

Tout petit, je le suivais comme un ramasseur de balles, sur la place du marché, au cercle de jeu, au café, au stade, dans les rues du village pendant qu'il avançait, tel le parrain de Corleone, en Sicile, la cruauté en moins. Il saluait tout le monde avec l'humilité de ces notables de village. Disponible, il rendait service à tous, sachant que les relations qu'il tissait était sa gourde des jours de soif dans le désert. Mon père investissait ainsi dans les hommes qui le lui rendaient bien. Notre garde-manger regorgeait de présents précieux : miel, poulets de ferme, œufs frais, gibier... Aujourd'hui encore,

Jerissa reste l'unique lieu où je peux me balader désarmé.

J'y suis né dans un livre. Dans notre maison au style colonial, il y avait une bibliothèque par chambre, jusqu'aux toilettes dont l'antichambre était placardée de livres de poésie et de romans. La maison était hantée par Sindbâd, Aladin, Don Quichotte, le père Goriot, Macbeth...

C'est l'héritage légué à mon père par sa famille, de gros propriétaires terriens qui possédaient des milliers d'hectares dans le Haut Tell. Les autres membres du clan, ses frères et demi-frères, avaient préféré hériter des fusils, des tapis, des meubles, des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et des carrioles. Mon père, Brik, qui porte ce drôle de prénom au prétexte qu'en berbère cela voudrait dire lion, né en 1923, était en réalité un gringalet et un doux rêveur, pour ne pas dire un paresseux. Mon grand-père, un terrible despote, le considérait comme inapte à l'agriculture et avait décidé qu'il serait négociant ou peut-être notaire, sachant parler et écrire la langue des requins, les colons avec lesquels il était en affaire. Après l'école coranique, à onze ans, il fut envoyé à Tunis, à l'école française. Il en a toujours été ainsi dans ma tribu, les Zoghلامي : aux plus forts l'agriculture, aux plus faibles les lettres.

Les livres de langue arabe avaient presque une fonction d'ornement ; jaunes, anciens, fragiles, il fallait les soigner, les protéger à la naphthaline. Ils étaient intouchables avec leurs couvertures en peau et leur papier d'alfa, pareil au Coran. Seul mon père était autorisé à les ouvrir, et de sa voix théâtrale il nous lisait des kilomètres de prose et de poésie arabe dans une langue cosmique que nous comprenions à peine.

Mon père disait que, si d'autres peuples s'étaient distingués par leurs prouesses athlétiques, nos olympiades à nous autres Arabes, c'étaient les joutes poétiques. Le vainqueur voyait son poème accroché aux murs de la Kaaba. Il avait la conviction que la littérature arabe avait posé les socles de la littérature européenne : Othello n'est que la pâle copie du poète maudit Dik El Jen El Hamsi, *La Divine Comédie* de Dante une reprise de *La Lettre de l'absolution* d'Abou Ala El Maari, Machiavel aurait plagié Ibn Al-Mouqafaa pour en faire son Prince, Don Quichotte n'est qu'un Jouha hispanisé. Et si les prophètes des autres religions étaient capables d'extraordinaires miracles – Moïse avait fendu la mer, Jésus ressuscité Lazare –, Mohammed était le messie du verbe divin surpassant la poésie ante-islamique. Les livres de langue française nous étaient plus accessibles. Ils avaient les vertus profanes de nous accompagner en tout lieu, y compris dans notre réclusion. Nos nuits étaient peuplées de *Nausée*, de *Peste*, de *Bovary*, des *Karamazov* et du *Vieil Homme et la mer*.

Les nuits étaient à mon père, l'été à ma mère.

C'étaient des étés de cigales. Tout ce que lui rapportait la terre, elle le dépensait en fêtes. Elle y conviait des chanteurs et des poètes traditionnels, accompagnés de *tabal* et de *guesba*, tambours et flûtes ensorcelés qui gémissaient, musique de soupirs, d'éloignement, qui parle d'amour, de détresse, de l'amante qui ne peut rejoindre son amant, de chasse, de courses de chevaux dans la *zerda*, ces fêtes maraboutiques.

Je me souviens de ce refrain comme d'un air de blues :

Un éclair a illuminé
Les remparts du douar,
J'ai cru cet éclair de Dieu
C'était le sourire de mon amour
Aux incisives d'ivoire.

Le soir, on partageait des plateaux géants de couscous avec des morceaux de viande d'agneau gros comme ma tête. Quand nous étions tous rassasiés, nous nous réunissions autour des diseuses de bonne aventure, les *tagueza*, dont ma mère aimait s'entourer, plus pour la beauté de leurs paroles tissées dans une langue magique, chantante, une langue qui parle au cœur, que pour leurs présages.

Les prédictions qu'elles lisaient dans des grains de blé, du gros sel et un morceau de charbon à l'aide d'un tamis n'étaient qu'un prétexte à cette langue-spectacle qui flatte la vanité : « Chouikha Bent Salah, princesse parmi les princesses, toi qui donnes sans prendre, toi dont l'amour des gens importe plus que les greniers de Crésus, toi qui arbores tes tatouages comme une couronne d'impératrice, écoute ton destin... »

Ma mère est de ces femmes qui dépensent sans compter pour s'entendre dire qu'elle est la plus belle d'entre les belles, la plus généreuse, la plus aimée, que sa mort sera pleurée... Semblable à ces califes de Bagdad, elle a besoin de ces poètes errants pour chanter sa beauté flétrie, sa générosité, son courage, l'avenir radieux de ses enfants. C'est son élixir de jouvence. On l'appelle *El imbratora*, l'impératrice.

Mon enfance s'est prolongée jusqu'à l'âge de vingt-neuf ans. J'ai vécu dans un monde magique où les lendemains n'existaient pas. Je dormais dans des draps blanc laiteux qui sentaient le jasmin, tout près de la cuisine de ma mère qui embaumait le pain arabe, la levure, le thym, les ragoûts transparents, le méchoui...

Écolier, j'ai fait pleurer toute la classe, instituteur compris, en déclamant la mort d'un noble cheval qui avait donné sa vie pour sauver son cavalier, blessé pendant une guerre tribale. Une fois, j'ai tabassé un copain de classe, et, pour ne pas subir le courroux de l'instituteur, je lui ai écrit une lettre. Si j'y avouais mon forfait, j'en donnais les raisons : il avait insulté mes aïeux. Et le bâton de l'instit est tombé sur la tête de ma victime.

J'ai usé et abusé du pouvoir de l'écriture. J'écrivais de longues lettres à mon père que je laissais sur la commode pour obtenir une nouvelle paire de chaussures, un pantalon ou un supplément d'argent de poche. Adolescent, j'écrirai encore des lettres à de belles gamines voire même à des femmes de trente ans, portant des noms de squaw, Hab Roumane, Grain de grenadine, Gamra, Rayon de lune ou Noura, Lumière du jour. À ce jeu, je me suis même fait voler ma copine aux beaux yeux verts, en écrivant pour un ami filou une lettre d'amour qui lui était destinée. Séduite, elle m'abandonna pour lui.

Nejib, mon aîné de sept ans, la brebis galeuse de la famille, voleur de poules, joueur de cartes, surdoué toujours hors sujet, adorateur de putes et d'endroits glauques, a été le premier à se rendre compte du parti qu'il pouvait tirer de mes talents. Dans notre cave, il aménagea un petit théâtre de poche où j'ai joué le premier personnage de mon répertoire, Jouha, le bouffon arabe ; j'ai déclamé des poèmes du Tunisien Abou Kacem et j'ai même chanté Abdel Halim Hafez, le Frank Sinatra du Nil. Mon premier public payant, les enfants de nos voisins, venait habillé comme pour l'Aïd, la fête qui célèbre la fin du mois de ramadan. Ceux qui rataient la première représentation payaient double tarif, sommes qui me revenaient et que je partageais avec ma sœur, Najet, préposée à la vente des billets.

À seize ans, j'étais le plus riche de mes camarades grâce à mes nouvelles saugrenues que publiaient les journaux locaux. Des histoires, telle celle du suicide de l'incroyable oiseau qui voulait vivre en cage, ou encore celle d'un type qui, pris de diarrhée, se demande tout en se vidant sur le siège s'il est un original parmi les originaux. Quinze jours avant sa mort, mon père m'a mis dehors, moi et mes affaires. Lui et ma mère ont refermé la barrière derrière moi et lâché les chiens. Je ne

comprenais pas pourquoi j'étais chassé. Je n'étais pas Œdipe Roi. Ils prétendaient qu'il était temps que je devienne un homme, *rajel*.

Je dois à Jerissa un bout de film, une phrase qui rime, un livre de chevet. J'ai emporté avec moi, comme Boulgakov, mon « grand bal chez Satan [...] ce défilé de rois, ducs, chevaliers, suicidés, empoisonneuses, pendus, entremetteuses, geôliers, tricheurs, bourreaux, délateurs, traîtres, déments, mouchards, satyres ² ».

J'avais pour seul diplôme celui de phraseur. Les phrases seront mon flingue, mon gilet pare-balles. Je serai un gangster qui braquera les banques avec des mots. C'est encore avec l'alphabet que je piquerai le taureau. Je vais me battre avec mon armée invisible qu'aucun radar ne peut repérer.

J'aurai à mes côtés les chevaliers de l'Apocalypse, les poètes brigands de l'Arabie heureuse, les romanciers possédés de la Russie, les cinéastes de la *Dolce Vita*, le théâtre de la cruauté et la voix impériale de Maria Callas. *The end*.

1. Mahmoud Darwich, *La Terre nous est étroite et autres poèmes*, Gallimard, 2000. ↵

2. Mikhaïl Boulgakov, *Le Maître et Marguerite*, Robert Laffont, 1968. ↵

5

Vivre, c'est pénétrer dans une étrange demeure de l'esprit, dont le sol est un échiquier sur lequel nous jouons le jeu obligatoire et inconnu contre un adversaire changeant et parfois effrayant

Jorge Luis Borges

C'est un jour échiquier. Mon chaos m'épouvante. C'est le désordre. Je m'appuie sur mon instinct et me lance dans la bataille. Je commence la partie handicapé. Une formation blanche redoutable, au grand complet, avance sur mon centre. Les couples de toutes les pièces nobles adverses menacent de créer une brèche pour faire abdiquer mon roi déjà fragilisé par la perte d'une reine et la dispersion de mes pions. Gagner ou perdre, que m'importe ! Il faut alimenter le jeu. C'est mon utopie. Mon privilège mystique.

« Le joueur d'échecs, écrit Arrabal, tout comme l'anarchiste, ne demeure pas passif et ne délègue pas la moindre parcelle de son individualité sacrée. Ni l'un ni l'autre n'accepte la dépendance ¹. »

Il faut se rendre à l'évidence : je suis foutu et j'ai tout fait pour perdre mes pièces maîtresses. Autour de moi, le vide. Je n'ai épargné personne, ni ami, ni ennemi. J'ai qualifié, avec excès, la Ligue tunisienne des droits de l'homme de valet du pouvoir. Je lui reproche de s'être vidée de sa substance à force de concessions et de compromis.

J'ai comparé l'Association des femmes démocrates à une compagnie de vieilles filles papotant dans leurs hammams. J'ai écrit de l'Association des journalistes tunisiens qu'elle n'était qu'un groupe de collabos à la solde des Services Spéciaux. J'ai dit que l'opposition légale n'était que de « petites chapelles qui n'ont pas droit de cité ». J'ai encore ajouté, médissant, que le Rassemblement socialiste progressiste, RSP, de Nejib Chébbi, ne rassemblait que lui-même, sa sœur et son frère, avec lesquels, pour faire bonne mesure, on pouvait compter son chien. Un magnifique danois, qui ne le quitte jamais. Le soir, on peut le voir se promenant, le long des rues lumineuses de La Marsa, avec cette bête qui, vu sa taille impressionnante, doit bien avaler deux kilos de steak par jour. Les barons de l'establishment de l'opposition tunisienne me reprochent d'ignorer « leurs activités », leurs congrès où l'on parle de tout, de la Palestine, de l'Algérie et même des exactions commises par la France, sauf de la Tunisie, et leurs participations lassantes à de nombreuses rencontres à travers le monde. Rencontres immortalisées dans leurs albums-photos, où on les reconnaît, rigides comme des poteaux, aux côtés de Nelson Mandela ou de Pierre Sané. Ils regrettent « vraiment », la bouche en cul de poule, que je leur préfère, dans mes articles, ce qu'ils appellent d'« illustres inconnus » ou plus élégamment leurs « seconds couteaux », leurs « auxiliaires ».

Je n'aime pas leur compagnie et je ne me prive pas de le leur faire savoir : je n'ai jamais vu de gens qui détestent la vie comme ces ruines de Carthage, ces « tavernards » (lire salonards de tavernes). Ils installent leurs locaux dans des lieux lugubres, des pièces rectangulaires semblables à

ces autobus régionaux conduits par des chauffeurs fous, qui frôlent toujours les bas-côtés et qui freinent le pied dehors. Sauve qui peut ! Il vaut mieux fuir, se jeter dans le fossé plutôt que de les croiser ces bus pakistanais qui roulent à la grâce d'Allah, surpeuplés, des poules sur les sièges et les voyageurs dans les coffres. Leurs présidents sont de vieilles canailles qui ont toujours le mot pour rire, « ce n'est pas à l'ordre du jour ».

Local de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, dans le Tunis délabré des premières années du Protectorat, coincé entre la rue de Madrid et la rue de Londres. D'emblée, tu es frappé par le thé qu'on y sert. Un thé bleu, dans des gobelets jetables. Même le vin, ils le boivent dans ces verres en plastique. Ils ont vécu défaite sur défaite, le « dégoûtage » au cœur. Sur leur front, on peut lire « à quoi bon », sur leurs lèvres « pas la peine ».

Et tous, sans exception, ils n'ont que cette question :

« Et qui c'est qui le premier a défié Ben Ali, *achkoun*, hein ?

— Je ne sais pas.

— Mais c'est Bibi, idiot, c'est Bibi, c'est moi, idiot... »

Et d'ajouter, au singulier, bien sûr, en se tapant la poitrine :

« S'il y en avait dix comme moi, avec moi, j'aurais... j'aurais... »

— Quoi ?

— Tiens, j'aurais renversé Ben Ali ! »

Depuis que Ben Ali a réussi son coup d'État médical, dans la nuit du 7 novembre 1987, tous se voient complotant un 8 novembre et, « pourquoi pas, hein ? », prenant les devants en exterminant leurs rivaux du 9 novembre. « Lui au moins, il l'a fait. C'est le fils de sa mère. C'est Ali Chouireb », disent-ils non sans dépit, comparant Ben Ali à ce célèbre caïd du quartier Halfaouine qui, jusque dans les années soixante-dix, régna sans partage sur le milieu. L'enterrement de ce bandit d'honneur qui avait aussi mis ses poings au service des humiliés s'était transformé en une immense manifestation populaire.

Ce n'est pas nouveau : quand Bourguiba était au pouvoir, ils se prenaient tous pour les pères de l'indépendance, aujourd'hui en chaque Tunisien sommeille un putschiste. Ils lui envient ses nuits rouges, sa femme, la belle Leïla. Ils fantasment sur ses orgies, ses costumes italiens choisis par un obscur Libanais, ses lunettes Ray-Ban, sa collection de chaussures digne d'Éva Peron. Tous se sont mis à la pochette en soie, aux costumes croisés à la Lucky Luciano, se teignent les cheveux et imitent sa coiffure. Nous sommes en plein délire *banana split*. Chez eux, ils ont remplacé leurs tapis de laine de Kairouan par des moquettes synthétiques. Ils se mettent à la mode du Palais, meubles mastoc, faux vases chinois, faux livres reliés, et, le jour de l'Aïd, ils portent des *jellaba* brodées laissant leur zizi pendouiller. « Les gens suivent la religion de leur maître », disait déjà l'illustre Ibn Khaldoun, père de la sociologie.

Là, au local de la Ligue, point de jeunes. Si par inadvertance une créature de rêve, homme ou femme, passe la porte, c'est la panique à bord du *Titanic* : « Des jeunes sont parmi nous, fermez les écoutilles, bloquez les issues, cadenassez-vous, faites un communiqué... » Les mammoths sont pudiques. Ils ne peuvent pas supporter l'intrusion de la jeunesse dans leur cimetière d'éléphants.

Il y règne une étrange odeur, mélange d'oignon, de thon et de renfermé. Il y a longtemps qu'ils n'ont pas changé d'air. C'est la puanteur de la vieillesse. Seul Ingmar Bergman a su rendre cette atmosphère dans *Face à face*. Un homme, un matin, décide de ne plus se lever. Il est mort bien que

vivant. Ce sont des cadavres qui s'accrochent à toi, non pas pour que tu les ranimes, mais plutôt pour t'entraîner vers leur nuit. Ils sucent à longueur de journée des narguilés qui voilent leurs regards. « Rien ne sert de courir. Tout est vain. Repos. » Leurs énormes fesses restent collées à leurs chaises, plus de six heures, devant un cappuccino refroidi dont la dernière gorgée adhère comme pour l'éternité au fond de leurs rares tasses ébréchées.

Ces gens se fringuent mal, mangent mal... Et je ne sais pas pourquoi, leurs compagnes se ressemblent comme des sœurs, peut-être que dans leur jeunesse un mot d'ordre a circulé : Mariez-vous avec des femmes grandes lectrices des *Cahiers du cinéma*, au corps sec, au teint bleu, portant des robes-enveloppes datant des années soixante, des fonds de bouteille en guise de lunettes en écaille et mettant du rouge à lèvres sur leurs joues. Même mariées et mères d'une ribambelle d'enfants, elles gardent le look, si désirable, de vieilles filles. Elles sont semblables à cette malheureuse qui, dans *Le Bal* d'Ettore Scola, se pointe tous les jours à la même heure en quête d'un cavalier et qui finit par danser avec un balai.

Ils sont de tous les combats, avec les étudiants dans les années soixante, les ouvriers dans les années soixante-dix, les émeutiers du pain dans les années quatre-vingt et les défenseurs des droits de l'homme dans les années quatre-vingt-dix. Contre Bourguiba, contre Ben Ali, ils sont devenus des professionnels du militantisme, des cheikhs. Ils militent, ils militent, toujours sur la brèche, ils n'ont jamais de répit pour souffler. Il y a toujours un prisonnier politique à défendre, un comité de soutien à constituer, une pétition à faire circuler, une menace à exorciser, une exaction à dénoncer, des années de prison, d'exil et de clandestinité à craindre. La vie les a oubliés. Avec leurs maisons à crédit, leurs voitures à crédit, les études de leurs enfants à crédit, leur santé à crédit... y compris leurs dentiers, ils ont tout hypothéqué.

Endettés jusqu'au cou, même retraités, ils devront encore rembourser. Jamais ils ne prennent de vacances. Ils ne reçoivent plus. Ils n'achètent plus de livres, qui, eux, ne sont pas à crédit. Ils ne vont plus au cinéma, au théâtre. Ils finissent par se haïr cordialement. Mais ils ont des télévisions, d'énormes télévisions, de crainte de rater les aventures de l'inspecteur Derrick. En Tunisie, tout est ainsi à crédit, c'est le coup de génie de Bourguiba que Ben Ali a joyeusement squatté. Deux hommes qui ont royalement méprisé ces élites que tantôt ils répriment, tantôt ils corrompent, les sachant corruptibles. Ils furent pourtant les enfants gâtés de la Tunisie indépendante.

Le nouvel État tunisien avait besoin de médecins, d'enseignants, d'avocats, d'ingénieurs, il a donc injecté des milliards de dinars pour leur formation. Rien n'était assez beau pour eux. Boursiers de grandes écoles, ils ont fait leurs études à la Sorbonne, à Polytechnique... Là, ils ont rêvé d'être des Simone de Beauvoir ou des Jean-Paul Sartre. Ils aiment à rappeler qu'ils ont connu Foucault, Duvignaud, Jacques Berque, Nicos Poulantzas, qui s'est suicidé, et bien entendu Althusser qui, lui, a tué sa femme et a fini à l'asile.

Ils ont mis la barre trop haut. C'est sans doute ce qui les a perdus. Ils finissent leur vie dans la posture de ces hommes qui attendent dans une station d'autobus sans jamais monter dans les bus qui défilent jusqu'à ce que la nuit tombe. Ils sont comme ces voyageurs qui, partis pleins de rêves, une valise à la main, perdent en cours de route un pantalon, une chemise, un caleçon, une veste, et à la fin n'ont plus qu'une seule tenue à porter pour le reste de leur vie. C'est sans doute pour cela qu'ils ont tant haï ce film de Milos Forman, *Amadeus*, pour ce moment où, depuis sa chaise roulante, Salieri sort de l'écran et tend ses mains vers le public : « Médiocres, médiocres, je vous absous. »

J'éprouve toujours un plaisir voluptueux à tirer même sur les ambulances, joueur fou du dribble, électron libre emporté par son élan qui marque contre son camp et se fait huer par ses supporters,

tabasser par ses coéquipiers et applaudir par l'équipe adverse. C'est ainsi que les foudres des organisations nationales et internationales des droits de l'homme se sont abattues sur ma tête.

Elles ne m'ont jamais pardonné d'avoir écrit que Khemaïs Ksila, vice-président de la LTDH, avait, alors qu'il était en prison, cautionné la politique de Ben Ali et « attendu quatre ans pour découvrir que le benalisme n'était pas porteur de changement ». Khemaïs avait été condamné à trois ans de prison pour avoir publié, en 1997, un brûlot dans lequel il dénonçait la dérive sécuritaire du régime. Je suis devenu un renégat en m'attaquant dans mes écrits à Mohammed Charfi, Saadoun Zmerli et Khemaïs Chammari, des fondateurs de la LTDH, et à Mohammed Mouada, leader du Mouvement démocratique socialiste, le MDS, le principal parti d'opposition, des hommes canonisés par les démocrates tunisiens et les deux grosses boîtes des droits de l'homme, Amnesty International et la Fédération internationale des droits de l'homme. J'ai touché à leur capital, à leurs investissements, à leurs cotations en Bourse sur le marché des droits de l'homme en Tunisie.

On ne m'a jamais pardonné d'avoir retracé le parcours en dents de scie de cette génération de militants qui s'est précipitée tête baissée pour offrir ses services à Ben Ali, allant jusqu'à justifier la traque implacable contre les islamistes. Ils sont devenus ministres, ambassadeurs, députés, consuls, conseillers du Prince et ont tiré à boulets rouges sur toutes les voix qui s'élevaient contre l'instauration de l'État policier. Chacun de ces articles isolait mon roi, mettait mes cases noires à découvert, ne me laissant que le fou à la démarche oblique et un cheval boiteux qui, craintifs, reculent devant une tour droite et une reine acharnée.

« Il n'y a donc personne pour arrêter ce fou ? » se plaignaient-ils dans leurs associations. Quand par malheur je les cite, ils trouvent leurs propos transcrits « hors contexte » et ils protestent : « Mais on ne lui a jamais dit ça ! On lui parlait amicalement. On ne savait pas qu'il allait le publier. » Le 12 juin 1998, avec la publication dans *La Croix* de l'article « Au pays de la suspicion totale le pouvoir a choisi la terreur », j'ai semé la panique. Dans cet article, je citais Abdelkrim Allagui, un autre vice-président de la LTDH, qui parlait d'« une stratégie pour faire interioriser la peur ». Le moment était mal choisi pour de telles déclarations. Les membres de la LTDH étaient en pleines négociations avec le ministère de l'Intérieur pour « rétablir le contact ». Il paraît que j'avais « tout foutu en l'air » et que l'incident était irréparable alors même qu'Abdelkrim avait tout nié en bloc. Il menaçait de m'attaquer en justice.

Dans un autre article, « La Tunisie en fureur », publié par l'agence suisse InfoSud, en avril 1999, le philosophe Slim Daoula estimait que, « pour Ben Ali, la seule soupape de sécurité, c'est la sécurité ». Harcelé, il a été contraint d'adresser une lettre à l'Association des journalistes tunisiens dans laquelle il déclarait ne pas m'avoir rencontré depuis trois ans et que les propos que je lui prêtais avaient été extraits d'un de ses ouvrages. L'association s'est fait un plaisir de la diffuser à toutes les organisations internationales.

Que puis-je faire, face à ces gens qui ont une réputation d'intellectuels indépendants, et qui le sont ? Comme pris dans un filet, je me résigne, si je bouge, je m'étrangle... Même mes plus fervents alliés, dans ces situations, m'abandonnent. Je n'ai pas usurpé ma réputation d'emmerdeur, tunisiennement incorrect. Dans les rapports des organisations de l'orthodoxie démocratique, je n'avais plus droit de cité. Les manitous de la presse internationale m'évitaient. « Il n'est pas crédible... Laissez tomber, il est brouillon, incapable d'analyse... Il cherche à tout vampiriser... Méfiez-vous, c'est un manipulateur. »

Depuis Londres ou Paris, ils sont briefés par leurs chevaux de Troie : Kamel Jendoubi, Donatella Rovera... Ces bons militants des droits de l'homme canalisent toutes les missions d'enquête et

d'information, établissent les listes des personnalités « à voir absolument », « à éviter », « à éviter absolument »... Généralement, c'est dans cette dernière case que je figure. C'est ainsi que j'ai rencontré Florence Aubenas, envoyée spéciale du quotidien français *Libération*, par défaut, personne n'étant ce jour-là disponible pour l'accompagner à un rendez-vous. Candide, elle me demande : « Vous connaissez Taoufik Ben Brik ? » Je croyais qu'elle se payait ma tête : « Qu'est-ce que vous voulez dire ? » Désarçonnée, elle ajoute : « C'est parce que j'ai beaucoup entendu parler de lui, on dit qu'il est peu recommandable. » Elle était semblable à Clarice Starling face à Hannibal Lecter, dans *Le Silence des agneaux*. Je la regarde : « Je suis Taoufik Ben Brik, et toi, tu penses comme eux ? » « Non », me répond-elle. « Eh bien, tu as tort. » Depuis, elle est mon amie.

Dans nos pays du Maghreb, dans le *Brazil* de Ben Ali, être évoqué dans une brève du *Monde* prend des proportions ahurissantes. Cela te propulse au Panthéon de l'élite de l'opposition. Cela compense l'absence de troupes et pousse le régime à reconnaître ton existence. Dès qu'un journaliste du froid débarque, c'est tout Tunis qui court, qui fait la queue pour être entendu, même nos ministres tout-puissants. Lors de la dernière mission, au printemps 2000, du Parlement européen à Tunis, les téléphones du microcosme tunisois n'ont pas arrêté de sonner. « Et pourquoi ne suis-je invité qu'à la pause-café et non pas au déjeuner ? » proteste Untel, et l'autre de rechigner : « Et pourquoi vont-ils chez celui-là et pas chez moi ? » Il s'agissait de recevoir une députée européenne du groupe des Verts, Hélène Flautre, son assistante Mychelle Rieu et un autre fonctionnaire, tendance lugubre, dont j'ai oublié le nom.

Tunis de l'opposition se décarcasse, va au bain maure, se pomponne, sort ses plus beaux atours pour ce jour où chaque âme plaide pour elle-même. Pour rencontrer cette mission, ils sont venus des quatre coins du pays, de Bizerte, du Kef, de Sousse, chacun prépare son discours pour épater ces messieurs-dames du Nord, dépêchés pour entendre les Tunisiens médire de Ben Ali.

C'est à l'heure de ma sieste que les membres du Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT) avaient pris rendez-vous avec les missionnaires, au domicile du secrétaire général, Omar Mestiri. Les présentations se déroulèrent tel un casting pour une pièce de théâtre, chacun faisant son autoportrait. Dans la cuisine, j'entretenais mes cent deux kilos et, de temps à autre, je venais jeter un coup d'œil sur les jambes si longues d'Hélène Flautre, sur les taches de rousseur de sa collaboratrice. Sihem Bensedrine, épouse d'Omar Mestiri, en bonne maîtresse de maison, est venue me chercher à la cuisine : « Viens, me dit-elle, c'est devenu trop pédant. Viens leur parler, fais-leur ton numéro de cœur. » Moi aussi, il me faut l'avouer, j'ai fait mon singe savant. Un sketch qui pourrait s'intituler « le truc à la con que je refile à tout le monde ».

« Lorsque j'ai écrit sur les hommes, ils m'ont dit : n'écris plus sur les hommes, alors j'ai écrit sur les animaux. Après une enquête sur les méfaits de la chasse à l'outarde par les émirs saoudiens, ils m'ont convoqué et intimé l'ordre de ne plus écrire sur les animaux, alors j'ai commencé à écrire sur les légumes. J'ai fait un reportage sur le marché de gros, Bir El Kassa, où j'ai dévoilé une collusion mafieuse entre gros producteurs et intermédiaires, là aussi ils m'ont interdit d'écrire sur les légumes. Sur quoi dois-je écrire ? Sur les minéraux ? Alors j'ai goûté à la police, cet empire terrible, avec ses vedettes tortionnaires. Et puis à Ben Ali. De lui, je sais tout : sa voix venue des profondeurs, sa solitude au palais de Carthage, ce funeste tombeau sans cadavre. Mesdames, si vous feuillotez mes articles, vous y trouverez ma période animale, ma période végétale, ma période minérale et... ma période poulet. »

Je ne sais pas comment je me suis arrangé pour me brouiller avec tout le monde. Je travaillais pour le quotidien parisien catholique *La Croix*. Je leur étais redevable d'avoir, à deux reprises, amené le

Quai d'Orsay à protester, en juin 1998 après la publication d'un article sur les *moudahamat* et en juin 1999 lorsqu'on m'avait cassé le bras. Eux seuls pouvaient contraindre l'État français à prendre position en ma faveur, sinon moi qui suis-je ? Ai-je la moindre relation avec ce monstre froid qu'est l'État français ? La politique ne m'intéresse pas, je voudrais juste décrire librement le monde qui se promène sous ma fenêtre. Je suis un vendeur de phrases.

Et ce journal m'offrait une véritable protection ; sans eux, je serais, depuis belle lurette, six pieds sous terre, ce qui ne m'a pas empêché de les indigner. En pleine campagne présidentielle, le 10 octobre 1999, Julia Ficatier, la responsable du service Afrique, me téléphone. Elle veut savoir ce que je pense de l'un des candidats sur mesure, Abderrahmane Telili, choisi par Ben Ali lui-même. Pour moi, cet homme est louche. Il a été directeur de l'Office national de l'huile, produit que nous exportons. Il se vante de prendre son whisky au palais présidentiel, d'être l'ami de Craxi et aussi celui d'Hervé Bourges. Mon portrait ne correspond pas au sien. « Mais non, m'affirme-t-elle, il est sincère. Il veut aider son pays à se relever. » Je n'éprouve aucune envie d'écrire quoi que ce soit sur ce simulacre d'élection. « C'est une mascarade, il n'y a rien à dire. » Elle se fait insistante. Il faut écrire. « OK, mais j'écrirai comme je le sens. » Elle me propose une coécriture. Je refuse : « Que chacun écrive son papier, moi je suis ici et toi là-bas, nous n'avons pas la même vision des choses. » Le 22 octobre, *La Croix* publie cet article, charcuté et cosigné, où Abderrahmane Telili est décrit comme « un homme d'affaires » dont le « credo » serait d'en appeler « à la venue d'investisseurs étrangers, à l'implantation de petites et moyennes entreprises dans son pays pour y apporter du travail ».

En le lisant, je suis entré dans une fureur rouge. Dans une lettre à Julia, je lui ai demandé : « Pourquoi m'as-tu fait ça ? Tu n'as pas vu le film *Le Taureau du Bronx* ? Parce que Jack La Motta a accepté un seul match truqué, il ne s'est jamais relevé. » La comparaison a déplu. Depuis, *La Croix* ne me publie plus : « Comment peux-tu parler ainsi à des journalistes français ? » Je suis devenu un joueur sans ballon. Un journaliste sans article.

En vérité, j'ai souvent ce type de problème avec les rédactions où je me suis exilé. Hugo Sada, le rédacteur en chef de *Média France International*, m'a lui aussi remercié, à la fin de l'année 1992. D'abord en ne passant plus mes articles sur « Les poubelles, les moustiques et les tortues marines », puis en me disant, plus explicite : « Si tu veux faire du militantisme, fais-le dans ton pays. » À *Jeune Afrique Économie*, en 1995, après m'avoir utilisé pour négocier avec le régime tunisien, le rédacteur en chef, Frédéric Dorce, m'a ainsi conseillé : « Il vaudrait mieux que tu ne cherches pas, dans tes articles, à régler des comptes personnels et que tu restes prudent dans les attaques. » On lui avait promis de très conséquentes pages de publicité... promesse que Béchir Ben Yahmed, le rival de *Jeune Afrique*, a fait capoter.

L'argent aussi nous divise. Ils chipotent sur mes revenus de journaliste du Sud, m'offrant des piges qui ne paient même pas les cartouches de cigarettes fumées en écrivant. Alors, je parle argent. Je veux être payé autant qu'un confrère du Nord. En 1994, j'ai participé à un séminaire de formation de jeunes journalistes « indigènes » à Antananarivo à Madagascar, où nous étions censés leur apprendre « Comment calibrer un article » ou « Comment appréhender le terrain ». Arrivés sur place, nous avons constaté que les journalistes du Nord étaient logés dans un hôtel quatre étoiles pendant que nous autres Sudistes étions parqués dans une espèce d'auberge de scouts où une eau saumâtre sortait des robinets et où l'on ne servait que des bananes frites. Nous, les bronzés, étions, en plus, dix fois moins bien payés que les Blancs.

Ceux qui nous traitent ainsi sont la crème des tiers-mondistes. Ce sont ces mêmes journalistes qui

écrivent à longueur de colonnes qu'il faut partager les richesses et vous tirent les larmes avec les famines du continent des pauvres. « Qu'est-ce que tu veux ? Tu veux être mieux payé qu'un ministre tunisien ? » Pour être rémunéré, il leur faut des phrases parfaites, des informations exclusives, insolites, explosives. De la dynamite mon ami. Devant ces gens-là qui me volent de l'air, je tire mon Beaumarchais : « Aux vertus qu'on exige dans un domestique, Votre Excellence connaît-elle beaucoup de maîtres qui fussent dignes d'être valets ? »

En 1990, Azza Zarrad, ma femme, et moi étions au chômage. L'organisation anglo-saxonne de défense de la presse, Article 19, nous avait commandé un rapport sur l'état de la liberté d'expression dans notre pays. Nous avons trimé comme des dingues, pendant trois mois, et expédié une tonne de documents. Nous avons été payés... 150 dinars, même pas le salaire minimum tunisien. J'ai rouspété en leur expliquant que j'étais de chair et d'os et que j'avais un loyer à payer, du pain à acheter, des enfants à nourrir. Pour eux, nous devons nous estimer heureux d'avoir été choisis pour faire cette corvée.

J'ai passé neuf ans à recevoir des journalistes étrangers, des observateurs, des enquêteurs des centrales des droits de l'homme. Je les héberge, je leur ouvre ma table et mon carnet d'adresses, je leur mâche le travail, je chasse ma femme, et en échange de quoi ? Du chocolat pour les enfants. Un jour, ma femme a craqué, elle en avait assez de leur abandonner son lit : « Je veux bien travailler pour toi, mais crois-tu que je vais continuer à travailler aussi pour eux ? » Depuis je négocie le salaire de ma misère. Et gare à toi si tu prétends que ton nom doit figurer au générique ou au bas d'un rapport ! Je me souviens de ce plaisantin, Arnaud Muller, journaliste de vingt-six ans à Canal Plus, auquel j'ai fait rencontrer toute la dissidence tunisienne, découvrir un quartier poudrière de Tunis, mettant en danger des gens, et, comme une pute, je lui ai même fait rencontrer mes sœurs. Quand je lui ai demandé de me payer ces longues journées de travail, il m'a répondu : « Ah, je suis désolé, c'est contraire à notre déontologie. Tu l'as fait parce que tu es militant, c'est pour ton pays. » Je me mets les flics à dos. Je me fais une réputation de rabatteur. Je fais le sale boulot de l'Arabe qui prépare le terrain pour les chasseurs, les prédateurs... Et moi, je suis quoi ?

Le soir, ma femme, l'air de rien, m'interroge : « Ils t'ont donné combien, aujourd'hui ? » « Rien, suis-je condamné à répondre, du vent, du vent, des *besboussade*, des accolades, des compliments. » Sinon, j'invente : « Tu connais les Français, le fisc... Il faut remplir des paperasses. T'en fais pas, ils vont m'envoyer un mandat. En attendant, mange du chocolat ! »

Je me lamente, je pleurniche, je chicane. Mais, soyons honnêtes, je n'ai rien perdu au change. Depuis 1998, je suis devenu une pièce maîtresse sur l'échiquier de l'opposition. J'ai été introduit dans le cercle restreint des leaders grâce à ces deux atouts. Je suis journaliste dans la presse étrangère, certes de seconde division, et un bon guide pour les organisations internationales. J'en profite pour leur présenter ma clientèle. J'exclus mes adversaires, même si leur marchandise humaine est meilleure que la mienne. Nous sommes réduits à un strip-tease médiatico-humaniste pour nous faire valoir, même si nos blessures sont de véritables blessures, nos craintes justifiées, nos souffrances réelles.

À quoi cela sert-il en fait ? Notre attente est aussi énorme que vaine. Et quel renversement ! Ces fonctionnaires sont payés pour faire leur boulot et c'est nous qui devrions rester leurs obligés. Sans nos détails, sans nos souffrances, comment feraient-ils leurs rapports ? Je pense à Olfa Lamloum, cette militante des droits de l'homme qui a trimé pendant deux ans pour faire un bouclier médiatique autour de moi, et qui un jour m'a rappelé le nombre de nuits blanches que je lui devais. Je lui ai alors suggéré, faute de mieux, de m'envoyer la facture. Une pièce est tombée, entraînant d'autres dans

son sillage : ses puissantes relations de « défenseurs des défenseurs des droits de l'homme ».

Mon camp est dévasté. Jusqu'à ma famille, chez nous la protection des protections, lasse de me soutenir, financièrement, affectivement, physiquement. C'est son aide qui m'a permis de tenir. C'est elle qui paye mes notes de téléphone, qui achète mes chemises et même mon dentifrice. Ils feignent de me prêter de l'argent, sachant que ce sont des prêts sans retour.

Une situation qui dure, qui dure... Moi à qui l'on a enseigné que le premier devoir d'un homme est de subvenir aux besoins de sa famille. Si au moins je respectais les convenances... Je ne vais pas me recueillir sur la tombe de mon père les vendredis. Je ne rends pas visite à ma mère. Je ne célèbre avec eux ni les fêtes religieuses, ni les cérémonies familiales. Je suis adultère et je bois comme une éponge. Mes ailes sont à découvert, mon centre est dévasté, mes pions sont dispersés. Aux échecs, avec une ouverture pareille, on abandonne la partie : échec et mat. Je dois au moins négocier un nul.

Je lui ferai le coup du chat. Avez-vous déjà vu un chat qui cherche à s'enfuir ? Il ne s'éloigne pas, il fuit dans votre direction, il déroute. Ma mère, cette femme apache, silencieuse, solitaire, avait plus de cent chats. Je crois qu'elle les préférait aux humains. Dans sa cuisine, elle faisait exprès de laisser traîner de la viande pour le plaisir de les réprimander, de les pourchasser. Le public de ma mère, c'étaient ses chats. Elle leur racontait des histoires, ses problèmes, et elle les appelait tous *bechbechbech*. « Pourquoi es-tu si sale aujourd'hui ? » demandait-elle à l'un d'entre eux, puis, s'adressant à un autre : « Et toi, toujours à courir après les chattes sur les toits ? Moi qui te croyais différent ! » Comme le roi Salomon, ma mère parle aux chats. Quand elle avait terminé de passer la serpillière, le plus vieux de tous aimait venir pisser sur ses carrelages, un chat à l'œil torve, couvert de plaies, rejeté par les belles chattes, je crois que c'était un chat pédéraste. Par jeu, elle sortait de ses gonds puis elle enlevait une de ses pantoufles et le pourchassait en criant : « Borgne, bon à rien, même les souris te lèchent le cul ! » Ma mère était une obsédée de la propreté. Quand elle ne s'astiquait pas la peau, elle frottait la maison de fond en comble. Chaque semaine, pour elle, c'était le grand ménage de printemps ; elle a bien dû crever plus d'une centaine d'aides ménagères. Puis, satisfaite, elle plongeait la maison dans l'ombre, allumait un brasero de *jaoui* et d'ambre et la parfumait. Le mausolée était prêt, jamais il ne fallait y entrer chaussures aux pieds. Cette femme épuisée par treize naissances – seuls neufs d'entre nous ont survécu – s'asseyait ensuite en tailleur sur un tapis de prière et égrenait un chapelet. J'ai toujours rêvé d'avoir une femme aussi silencieuse. Une femme indienne, assise derrière moi, regardant le vide et partageant avec moi l'ennui.

Ma mère ne me voulait pas. Pour me perdre, elle a bu toutes sortes d'herbes visqueuses et glissantes. Elle a avalé du savon de Marseille fondu. J'ai tout fait pour qu'elle n'oublie pas le jour de ma naissance. Ma tête, grosse dit-on, est restée bloquée dans ses reins pendant des heures. Aucune ceinture ne venait à bout de mon refus de sortir. Elle ne m'a jamais pardonné mon entêtement à venir au monde. Enfant, jamais je ne pleurais, de peur de réveiller sa colère.

Son visage à l'ovale parfait de ces montagnards du Haut Tell pouvait se transformer en un masque de chien enragé. Elle est de la tribu des Zoghلامي, une tribu dont on dit qu'il ne faut « jamais épouser une de leurs femmes, ni leur donner une de vos femmes ». Ils sont semblables aux bourricots sauvages de cette région où hurle le vent. Emmitouflés dans leurs amples *kachabia* en laine de mouton noir, on dirait de grosses bêtes hirsutes accrochées aux flancs des montagnes. Taciturnes, ils se préservent ainsi de l'intrus représentant, à leurs yeux, d'un pouvoir citoyen abhorré. Pour ces gens-là, « le meilleur des voisins, c'est encore celui qui habite à plus de dix kilomètres ». On les appelle les *jebali*, ou les fils de la forêt. Ils tiennent des Kurdes une grande facilité de déplacement dans les montagnes. Ils tiennent des Berbères un esprit réfractaire et un désir immense de liberté. Ils tiennent

des fantômes le grand art du camouflage. Les *jebali*, eux, aiment à se comparer à des chiens, mais pas n'importe lesquels : de ces chiens de berger, hargneux, solitaires et difficiles à approcher. Et l'on sent, à les voir parler sans sourire, fixant sur vous leurs regards lents, que ce qui compte ici, dans ce monde farouche, c'est la liberté... de survivre.

Ma mère refusa de m'allaiter. Plus tard, elle le niera. Mon père me nourrissait de lait Guigoz au biberon. J'étais, dit-on, une boule de chair rouge, affreuse, à la bouche sangsue. C'est peut-être pour tout cela que j'ai *un* rapport particulier avec les chats. Cet animal sans maître qui a cette manière de t'ignorer comme si tu lui faisais honte quand tu l'appelles alors qu'il est dehors avec d'autres matous. Je fermais les portes-fenêtres sur leur queue. Je les aspergeais de Fly Tox jusqu'à ce qu'ils s'évanouissent. Je les plongeais dans des bains brûlants. Je leur montais des potences inspirées de bandes dessinées, Blek le Roc, Zagor, Zembla. Je me vengeais ainsi de ma mère. C'est ma manière de rendre les coups que je reçois. Quand mes frères me tabassaient, je me rabattais sur le plus faible de leurs amis. J'étais le moins bagarreur, le plus efféminé de tous. Je portais le sobriquet de « Face de sa sœur ». Avec les chats de ma mère, je n'ai jamais eu le dessus. Lorsque je croyais avoir coincé l'un d'entre eux, il devenait subitement un redoutable félin. Au lieu de s'enfuir, il me fonçait dessus et, avant même que j'aie compris ce qui m'arrivait, il me griffait au visage et décampait. C'est le coup du chat.

J'aurais pu choisir la fuite tout court. Mes ancêtres, mes parents, mes pays, mes frères, quand ils sentent que l'étau se resserre sur eux, fuient en Algérie. Le pays où les Zoghlami prennent de l'air jusqu'à ce que le calme revienne. Dans cette contrée où l'on mange la même soupe, la *chorba*, les femmes ont le même regard noir olive, les hommes grognent et parlent avec leurs yeux. Alger est pour moi pareille à ce Chicago des années vingt, attirant les chanteurs de blues depuis leur Arkansas natal, là où « vous vous sentez chez vous loin de chez vous », comme dirait Billy Boy Arnold.

Mais je n'ai aucune envie de m'exiler. Ma place est à Tunis. Si je la quitte, je me perds. Je perdrais ma langue. Je crèverais d'ennui. Je perdrais l'horloge de mon corps, le rythme de mes artères. Je passerais mes jours à pleurer en écoutant des chants andalous, du *malouf* nostalgique. Je serais malheureux comme un pou.

Si je suis ce que je suis, c'est parce que j'écris depuis Tunis et sur la Tunisie. Je suis l'analphabète du reste du monde, souvent déconcerté par ces personnes capables d'émettre des points de vue tranchants sur des pays qu'ils n'ont jamais vus et dont ils ne parlent pas la langue, le Bangladesh, le Sri Lanka, la Corée du Nord, la Mauritanie.

Je suis fou de Tunis. Cette ville minuscule où je n'ai pas besoin de carte pour connaître les directions à prendre. Sans guide, je sais où je dois m'arrêter, boire mon café, acheter mon pain, fixer mes rendez-vous. Je ne suis pas obligé d'y raconter des histoires en contrepartie de leur attention. Je ne m'y sens pas, comme ailleurs, un sans-domicile-fixe. Loin de Tunis, je suis un resquilleur. À Paris, au Caire, à Bagdad, à Istanbul, à Madrid, à Montréal, je me rapetisse. Les vannes de mon intelligence se ferment. Je me sens noué, toujours prêt à éclater en sanglots. Je réponds par monosyllabes. Ils croyaient qu'ils allaient rencontrer un énergumène fellinien, passionné, et ils se retrouvent face à un homme éteint. J'ai toujours envie de leur dire : « D'habitude je ne suis pas comme ça. Je ne suis pas au meilleur de ma forme. » Peu à peu, tu te mets à haïr les gens qui te voient ainsi démuni.

Tunis ressemble à ce trou d'oreiller qui m'a adopté.

Je ne partirai pas et je lui ferai le coup du chat.

Faire diversion pour qu'ils oublient l'article écrit sur l'incendie de Moncef Bey, marché de tous leurs trafics. Il faut faire pire, pour les faire revenir. Je veux les voir sous ma fenêtre, sous mon lit, derrière moi, devant moi, dans mon café D'El Capo, dans mon téléphone, sur les toits, pour que de nouveau je me sente en sécurité.

J'ai pensé d'abord à m'enchaîner sur la place des Droits-de-l'homme. Au cœur de l'avenue Mohammed-V, dans l'ancien parc Gambetta entre la Banque centrale et l'hôtel Sheraton-Abû Nûwâs, pas loin du lac de Tunis. Les droits de l'homme y sont symbolisés par un monument phallique, un index levé en bronze dont le message subliminal n'échappe à personne : mettez-les là où je pense. Je me débine à la seule idée de ma grosse tronche recevant des coups : je n'ai aucun courage physique.

Je me suis imaginé faisant un sit-in à l'intérieur du siège des Nations unies à Bab El Bnet, près du Palais de justice. Mais les fonctionnaires des Nations unies n'étant pas spécialement réputés pour leur goût du risque, ils auraient ameuté toute la police avant même que je n'aie posé mon matelas. Une manifestation peut-être ? Avec qui ? Il y aura moi et moi et la paire de lunettes de soleil d'Azza, si elle veut bien me les prêter. J'ai même pensé à mettre mes enfants en vente le jour du marché hebdomadaire. Quelle horreur ! Prendre les armes et monter au maquis ? Je ne suis pas Memed le Mince, Allah, Allah ! Tais-toi, tu dérailles. La seule arme en ta possession, c'est le pistolet à eau de ton fils. Choisir la voie du samouraï ? Je ne suis pas Yukio Mishima. Je ne me ferai pas hara-kiri. Lui, du reste, il pouvait se le permettre, il laissait derrière lui *La Mer de la fertilité*.

J'étais chez moi, fixant mes murs sur lesquels sont collés deux posters : Gandhi et Chariot. L'heure n'est malheureusement plus au cinéma... il me reste Gandhi. Cet homme fluet, drapé d'une étoffe blanche de pèlerin, à la silhouette de sauterelle. Il respire la famine, Bombay, la galette de pain à partager entre vingt mille personnes. Rien en lui n'évoque *Les Temps modernes*. Il est seul maître à bord de son corps. Il combat sans combattre. C'est l'Accroupi. L'Immobile. Une immobilité qui provoque le mouvement. Gandhi est le dernier des mystiques : « Nommez-moi offrande et je m'offrirai. » Et il s'offrit. Il s'offrit dans un long jeûne. Tout est dans ce temps qui s'écoule lentement vers l'épuisement pendant que témoins, ennemis, amis, souffrent. Mourir de faim : une mise à mort primitive.

Je retourne à mes murs, à mes innées : Chariot et Gandhi. Gandhi est le héros de la tragédie antique luttant contre le destin au nom d'un idéal historique. Chariot, lui, a pour unique ambition de sauver sa peau, coûte que coûte. « Charlot est la figure parfaite de "l'anti-héros" de notre siècle, qui souffre, combat, endure, accomplit des miracles qu'on se laisserait volontiers aller à qualifier d'héroïques si, précisément, l'héroïsme proprement dit dans sa double dimension, idéologique et collective, ne lui était pas étranger ². » Je serai Charlot jouant Gandhi.

L'affaire devient sérieuse : ne pouffez pas de rire. Il ne me reste plus qu'à trouver le *casus belli*. Comment convaincre le monde que ces dingues ont l'intention de me descendre avec pour seule preuve l'absence, la disparition de la police de la rue 7134 ? On me prendrait pour un rigolo suspect. « Mais non, Taoufik, ce n'est pas dans leur style. » Je suis comme ce berger qui, à force de crier au loup, se retrouve seul le jour où la bête est dans l'enclos. Quand on coupe ma ligne de téléphone, je fais le tintamarre du siècle. Quand on me pourchasse, je crie au Ku Klux Klan. Quand on viole mon domicile, je dis que les envahisseurs sont parmi nous. Les spectateurs en ont marre du feuilleton brikien. « Trop de Taoufik, Taoufik est trop. »

Dans la tourmente, souviens-toi, cherche un frère. « Avec ce frère en esprit tu pourras suivre le chemin dans l'harmonie. Quand il faiblira, c'est toi qui prendras les rames. Quand tu dormiras, c'est lui qui prendra le quart. Quand l'un de vous trébuchera, l'autre sera là pour le relever. Quand l'un

sera malade, l'autre le soignera ³ », enseigne Lucas Esterella Schultz.

Fabrice Boulé. Derrière ce nom nigérian, se cache un authentique Helvétique, époux d'une splendide femme afghane, et l'un des responsables d'InfoSud, l'agence pour laquelle je travaille depuis 1992. Créée en 1988, basée à Lausanne, elle propose à des journalistes du Sud de montrer « un autre Sud que celui des catastrophes » dans les médias du Nord. Pauvre, artisanale, InfoSud n'a pas les moyens d'entretenir un bureau à Tunis. J'y travaille pour presque rien. Mais mes employeurs possèdent ce quelque chose qu'on ne peut acheter chez un épicier : le cœur.

Je connais Fabrice par la voix, au téléphone. Une voix franche qui s'est prise de sympathie pour mes phrases futiles, sa femme lui a peut-être communiqué le goût de la poésie. Cette voix me parle, parfois juste pour s'enthousiasmer de la musique de l'une de mes phrases que les grands journaux auraient charcutée sans aucun scrupule. Comme celle-ci : « Puis, au détour, comme une envolée céleste en plein cœur de l'hiver, la globulaire, pensionnaire exclusive des rocailles, prépare sa précoce floraison. » J'ai la faiblesse de le croire même si je le soupçonne d'en rajouter pour me remonter le moral. Aux apprentis journalistes, on apprend à donner « les faits rien que les faits ».

Je hais les faits et si j'en rencontre je les passe à la trappe : ils alourdissent ma phrase. Je n'informe pas. Un article n'est qu'un prétexte pour raconter des histoires. C'est par Fabrice que je tenterai une percée dans la Citadelle. Je lui explique : « Depuis une année, je suis sans passeport. Trouve-moi une invitation, de n'importe quelle institution. Je vais l'envoyer au ministère de l'Intérieur. J'ai besoin de ce prétexte pour qu'il me rende mon passeport. » Le lendemain, 22 mars, j'avais mon invitation.

Reste maintenant à écrire ma missive à la Dakhilia, à débusquer l'ennemi et à l'obliger à se montrer. Il est toujours pénible de faire une déclaration de guerre. Choisir le mot utile, juste au moment où il le faut, le mot vif et efficace qui naît intuitivement et qui est exactement à sa place.

Un message piquê. J'ai passé deux jours à le poursuivre. Je plonge mon seau dans un puits, je recueille de l'or et je jette. Je recommence, je recueille de la pierre et je jette. Après des immersions successives, je capture mes phrases. Elles seront sans ornement, orales. Aucun sentiment n'y transparaîtra. « Monsieur le ministre. Je suis un homme raisonnable. Rendez-moi mon passeport. Je ne veux pas faire de grabuge. » J'aurais tant aimé voir la réaction d'Abdallah Kallal, ministre de l'Intérieur. L'homme symbole de la dérive policière.

Entre le 17 février 1991 et le 24 novembre 1995, il a dirigé la Dakhilia. Cette période s'est distinguée par une série d'exécutions sommaires sur la place publique, de blessures par balles, par plus de trente décès sous la torture, la traque implacable des islamistes, la répression des militants d'extrême gauche, l'offensive contre la LTDH, la fabrication de cassettes pornographiques et la politique de la terre brûlée visant à neutraliser tous les contre-pouvoirs. Mis à l'écart après 1995, cet énarque impassible a été muté vers des ministères sans envergure, avant de revenir au ministère de l'Intérieur le 17 novembre 1999, soit une journée à peine après le discours d'investiture du troisième mandat de Ben Ali.

Le 22 mars, jour où je poste ma lettre, mon *casus belli*, je reçois le prix Hellman/Hammett, décerné par Human Rights Watch. Ce prix est destiné aux écrivains qui, dans le monde entier, connaissent des difficultés financières à cause des persécutions politiques dont ils sont victimes. Il a été créé en l'honneur de deux écrivains américains, Lillian Hellman et Dashiell Hammett, victimes de la chasse aux sorcières sous McCarthy dans les années cinquante, aux États unis.

Ce prix tombe à pic. Je dois avoir la baraka ou alors c'est mon père, que Dieu l'accueille dans son vaste paradis, qui plaide mon cas là-haut. Ce prix d'une valeur de 6 000 dollars, soit 8 millions de

millimes tunisiens, est pour moi une véritable fortune. Ce sont les ailes de la guerre. Bardé de ces dollars, je peux désormais m'offrir le luxe d'être méchant comme Pharaon avec les croyants.

Je transforme ma maison en quartier général dont je suis le chef d'état-major. Mon échiquier se remplit subitement, ma paire de tours est de retour, la reine se relève, mes pions avancent en bloc. Dans ma tête, j'ai la guerre. Je suis chauffé à blanc et ma langue devient soldatesque. Je me mets à penser, à respirer, à bouger en soldat. J'entraîne les autres dans mon envolée lyrique. Il me faut une couverture aérienne. Je me crois en droit de demander à toutes les organisations internationales de couvrir mes arrières : « Je vais observer la grève de la faim. Est-ce que je peux compter sur vous ? »

Je fais le rappel général : Éric Goldstein et Hani Megally de Human Rights Watch, Robert Ménard de Reporters sans Frontières, Jean-Pierre Dubois de la Fédération internationale des droits de l'homme, Joël Campania du Committee to Protect Journalists, Donatella Rovera d'Amnesty International, Kamel Jendoubi du Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie, Haythem Manaa et Violette Daguerre de la Commission arabe des droits de l'homme, Bahaeddine Hassen du Cairo Institute for Human Rights Studies, Abdellatif Ouahbi de l'Organisation marocaine des droits de l'homme et Gilles Perrault du Groupe de travail sur la Tunisie.

Il me faut un bouclier médiatique. Chaque fois que l'on menace ma maison de verre, je le déploie : Roger Kaplan de *La Voix de l'Amérique*, Jérôme Bony de France 2, Daniel Mermet de France Inter, Laurence Bézaguet de *La Tribune de Genève*, Florence Baugé et Jean-Pierre Tuquoi du *Monde*, Mokhtar Gaouad de RFI, Michael Roy du *Courrier*, Pierre Cherriau de *Courrier international*, Roula Khalef du *Financial Times*, Hassane Zerouki de *L'Humanité*, Samir Douayhi de l'AFP et Florence Aubenas de *Libération*.

À Denise Williams, je demande de faire bouger la presse africaine où Syfia a ses réseaux et à Fabrice Boulé de sonner l'alarme en Asie et en Amérique latine. À Tunis, Sihem Bensedrine et mon frère Jalel vont déployer tous leurs talents de stratèges pour lever une armée de terre. Sihem Bensedrine, séductrice à l'intelligence redoutable, peut me ramener les militants de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, les militantes féministes, les membres du Conseil national pour les libertés, tous ces compagnons que j'ai perdus en cours de route. Jalel, mon frère viking, va m'ouvrir le front algérien, marocain et égyptien, grâce à ses relations dans l'extrême gauche et dans l'intelligentsia du monde arabe.

J'ai deux autres jokers dans la manche, Najet, mon pigeon voyageur, et maître Chawki Tebib, mon Kissinger. Chawki, président de l'Association tunisienne des jeunes avocats, le seul ami qui me supporte depuis dix-sept ans, est ma porte ouverte sur le palais du dieu Râ. C'est mon homme-passerelle ; modéré, indépendant, il a ses entrées dans des milieux avec lesquels j'ai coupé les ponts depuis dix ans : hommes du pouvoir, associations hostiles. Najet, ma petite sœur en shanghai, mon Hô Chi Minh, têtue, coriace, que peu de choses impressionnent. Je lui dis, sans conviction, de frapper à la porte des Kaiser du monde, elle me prend au mot et elle y va. Le 28 mars, en guise de réponse, Abdallah Kallal fait couper ma ligne téléphonique. Le 29, on me concocte deux procès.

La police est de retour. J'ai gagné.

Le 30, je me remets à l'ouvrage. Je rédige ma déclaration de grève de la faim. Je veux qu'elle soit une marche. La montée d'un homme libre qui se prosterne devant ses maîtres, ces superbes va-nu-pieds qui lui ont appris qu'il n'y a aucune excuse à l'avilissement et à la lâcheté.

Je déclare : « Ce sont eux qui m'ont appris la liberté et le mépris de la mort. » Il me faut un titre. Je serai un arc. C'est l'auteur de *Lettre au Greco*, Nikos Kazantzâkis, qui me l'a remis. C'est lui qui

prie :

Je suis un arc entre tes mains, Seigneur, tends-moi, sinon je pourrirai... Tends-moi tant que tu veux, Seigneur, et tant pis si je casse.

Tout est à sa place.

Je vais maintenant rendre visite à ma mère, la seule à laquelle je dois demander :

« Toi qui m'a donné la vie, est-ce que je peux la mettre en danger ?

— *Rabitek rajel, n'habek t'ich rajel oua ila tmaut rajel...* Je t'ai fait homme. Je veux que tu vives et meures en homme. Si tu me reviens vivant, je pousserai des youyous, si tu ne reviens pas, je pousserai des youyous. »

1. Fernando Arrabal, *Échecs et Mythes*, Payot, 1984. ↵

2. « Charles Chaplin », *Premier Plan*, no 28, 24-31 août 1963. ↵

3. Lucas Esterella Schultz, *La Sagesse du guerrier*, Éditions de l'Éveil, 1999. ↵

6

Toi l'ennemi de ta propre personne, tu donnes un bon avis à la colombe en lui apprenant un moyen détourné pour obtenir sa délivrance, et tu es incapable d'agir de même pour toi, ce qui permet à ton ennemi de te vaincre.

Abdallah Ibn Al-Mouqaffa

C'est dans la vieille ville arabe, à la périphérie des grandes portes de la Médina, Bab Menara, Bab Jdid, Bab Souika, Bab El Khadra, que j'installe mon matelas de gréviste de la faim.

Nous sommes le 3 avril. Il est midi. Place du Zaïm, au 47 rue Abdelwahab à Tunis, à la maison d'édition Aloès, fondée par Sihem Bensedrine. Autrefois, on appelait cette place, *Rahbat el ghlem*, le souk des Moutons. Elle a été débaptisée à l'indépendance pour commémorer le 9 avril 1938, date à laquelle Bourguiba y avait été emprisonné, après de sanglantes manifestations. Ce jour-là, des milliers de Tunisiens avaient revendiqué « un Parlement tunisien ».

Cette rue serpente le long de petits palais délabrés qui appartiennent aux grandes familles tunisoises, seuls les murs en pierre témoignent de leurs fastes passés. On peut louer ces palais qui menacent ruine pour peu, et même devenir propriétaire pour le prix d'un appartement dans ces cités-dortoirs sans histoires. Des gargotes, des petits cafés ou des petits artisans occupent désormais le bas de ces 'ali, maisons à étages : menuisiers, garagistes, vendeurs de bicyclettes... Un tintamarre du diable règne dans cet éternel chantier où le bruit des marteaux-piqueurs, s'acharnant sur d'improbables canalisations, se mêle au Coran diffusé par les radios allumées dès l'aube.

Les marchands à la sauvette s'affairent autour de leurs étals bordés de restes de nourriture, de morceaux de lettres déchiquetées, de bandes hygiéniques qui traînent sur ces trottoirs-urinoirs, là où un optimiste a griffonné « Pissez ailleurs ». Bas-fond où se vend clandestinement du vin et où l'on organise des combats de béliers. Sihem Bensedrine se veut *beldiya*, citadine de souche, fille de la Médina. Posséder un des palais de ce quartier, même délabré, c'est se distinguer des rades villageois, les gens de l'intérieur. *Beldiya* jusqu'au bout de la langue, Sihem cultive cette appartenance par sa mère, bien que de père jerbien, et par son mariage avec Omar Mestiri, fils aîné d'une vieille famille tunisoise. Cette débrouillarde-née a loué cet hôtel particulier pour y installer Aloès, l'été 1999, avec l'argent des autres, contre l'avis de tous, y compris celui de son époux lassé de financer ses entreprises foireuses.

Sur deux étages, sept vastes pièces donnent sur un hall dit en arabe « assiette de la maison », comparable à un terrain de tennis. Les plafonds y sont hauts et ornés de moulures, le sol couvert de marbre, les murs somptueux sont habillés d'anciennes faïences et les vitres des fenêtres sont des vitraux arc-en-ciel. On se protège de la lumière, du soleil, de l'extérieur grâce à des moucharabihs en bois anciens peints aux couleurs de la Médina, ce bleu ni ciel ni mer, le bleu de la craie. Férée de

brocante, Sihem prétend que ses bancs en bois couverts de tissu de *melia*, un tissage traditionnel de soie, auraient appartenu au bey. Au deuxième étage, les chambres hébergent des invités et la cuisine reçoit de nombreux convives. Mais cela ne suffit pas pour habiter et habiller cette maison où la lumière ne pénètre qu'avec parcimonie, où les sols craquent et où les courants d'air circulent rageusement pendant que l'écho de nos voix résonne dans ce lieu à la *Vendredi 13*. Ici, le temps s'est arrêté. Il manque à cette maison une famille nombreuse pour la réchauffer, le bruit des casseroles, le frou-frou des chemises de nuit que portent nos femmes le jour, l'odeur de la lavande pour chasser l'humidité.

Je hais cette maison. Je hais les gens de la Médina, avec leurs parchemins témoignant de leurs nobles racines, de leur grandeur ancrée dans le passé. Cette demeure plaît, nécessairement, aux gens du Nord, amateurs d'imageries figées sur l'Orient décadent et sucré, celui des cavaliers, des femmes voilées et des récits racontés par une vierge en séroural orangé. Dans l'impasse de ces palais, on cache tout ce qui est moderne, cuisine, salle de bains, électricité, robinets, dentifrice, allumettes, pour ne montrer que des livres anciens, des tapis qui datent du temps du choléra, des épées et le puits hanté.

On s'y éclaire avec des bougies, on y mange dans des plats en terre cuite, et on pousse le chic jusqu'à se servir de vieilles cuillères en bois, quand on ne sort pas l'argenterie noircie par les ans. Les chaises ici ont une histoire. Je ne sais quel général, quel consul, quel célèbre négociant d'ambre, quel orfèvre réputé y aurait posé ses fesses... D'illustres inconnus que nous sommes tous censés connaître. On y écoute péniblement de vieux enregistrements de cheikh El Afrit, ce chanteur obscène de la *hara*, le ghetto juif tunisois. Les *beldi* sont comme ces majordomes anglais qui perpétuent le dédain de leurs maîtres envers tous ceux qui n'ont pas leurs manières dites raffinées. Je hais ces vieilles bourgeoises, maquillées comme des gamines de vingt ans, tirant sur leurs cigarettes mentholées Salem, dans d'interminables *sebsi* en nacre.

Sans le sou, fauchés, ils s'agrippent à ces palais, leur arche, comme des tiques. La richesse les a abandonnés. Elle s'est déplacée vers les quartiers européens avec les nouveaux détenteurs du pouvoir, à La Fayette, place Jeanne-d'Arc, à Mutuelleville, Alain-Savary, au Belvédère, place Pasteur. Puis vers le palais présidentiel avec ses banlieues hollywoodiennes qui leur ont juste emprunté les noms de leurs illustres ancêtres, les Carthage Amilcar, les Carthage Salammbô, Carthage Hannibal.

Alors ils utilisent ces palais témoins pour de nouvelles alliances avec les nouveaux riches, les parvenus friqués, proches du pouvoir, auxquels ils marient leurs filles sans autre dot que le prestige de leur nom, la visite guidée dans leur arbre généalogique. Un gendre que, plus tard, ils auront du mal à nommer, méprisant ce rejeton de Bédouin déguisé en citadin : « Comment s'appelle déjà sa mère avec ses tatouages ? » Et ils médisent sur le second pays, ces barbares qui les encerclent, entretenant leur peau laiteuse, leurs yeux verts, ponctuant leurs phrases de mots en français – « merci » en roulant les « r ». Ces tatas et nanatis me rappellent ce personnage de Tolstoï, le prince Basile, qui « s'exprimait en ce français raffiné que parlaient nos grands-parents, dans lequel même ils pensaient, et sa voix avait des inflexions douces et protectrices propres aux gens qui ont vieilli dans les milieux du monde et de la cour et y ont exercé de hautes fonctions¹ ». Ces vieilles, visages pâles, descendantes de Turcs, filles d'anciens esclaves affranchis, maltais, bosniaques, gallois, ont étudié « à la mission française », dans les années vingt, où elles ont appris à réciter Victor Hugo, Chateaubriand.

De cette proximité, ils ont gardé ce rapport ambigu avec les Européens, les Français qu'ils

accueillent comme des cousins lointains, dans leurs fauteuils royaux couleur bordeaux, sortant leurs antiquités les plus précieuses, leurs crachoirs, leurs bassines de cuivre pour se laver les pieds, leurs chiffons brodés pour s'essuyer les mains, « Ah, Paris, Versailles ». Les méandres de la politique française n'ont pas de secrets pour eux, plus au fait des goûts des présidents français que des noms des ministres tunisiens, « Giscard, ce lecteur de Maupassant, Chirac, ce grand spécialiste de l'Extrême-Orient ». Aux petits soins, ils transforment de braves caissières de passage ou une secrétaire française en demoiselles d'honneur de la princesse Eugénie qu'ils appellent avec délectation « Cathy, elle est belle Cathy ». Ils préviennent ces touristes smicards contre la plèbe : « Fais attention. Ne va pas toute seule au souk. Ils vont te voler. Laisse, Tahar va t'accompagner. » Plus tard, ils espéreront une carte postale comme moi j'attends un mandat. C'est pourtant là que j'ai choisi d'installer mon ramadan. C'est bien le seul endroit où je peux le faire. Ailleurs, je suis grillé. Pas seulement. Les autres lieux puent le mâle.

À Aloès, ça sent bon les femmes, les amies de Sihem, ces bourgeoises blanches, la belle Marie Catsaras, photographe gréco-tunisienne, Sana Ben Achour, juriste aux yeux verts, Khadija Cherif, sociologue aux yeux bleus et à la poitrine couverte de tâches de rousseur, Alia Cherif qui sent si bon le savon Cadum. En plus, Sihem a conservé la générosité des gens de Jerba qui ont le don de préparer un banquet andalou, mi-sucré, mi-salé, des soupes parfumées avec trois fois rien, et ce en moins d'une demi-heure. Je lui dois en partie mes cent deux kilos qui aujourd'hui vont me servir.

Sihem, cette femme-enfant à la voix de sirène et à la tronche craquante qui, au réveil, a toujours des marques de coussins sur les joues. Quadragénaire, petite mais pleine. Caressante quand elle parle. Elle s'est ruinée en préparant des couffins de nourriture pour les prisonniers politiques, dont elle aime célébrer la libération par des fêtes joyeuses dans sa maison. Elle soutient leurs familles par de discrets mandats. C'est cette femme-poème (que j'écrirai un jour) que l'on persécute depuis huit ans. Une grue ne suffirait pas pour soulever son dossier à la Dakhilia. Tous les moyens ont été utilisés pour la soumettre.

On a fait circuler un album de photos pornographiques, montées de toutes pièces, pour porter atteinte à sa réputation. On a empoisonné le dogue allemand de sa fille. On harcèle ses enfants jusque dans la piscine municipale. On viole son domicile. On a brisé sa carrière de journaliste. On lui fait subir une filature permanente. On lui interdit de voyager. On lui coupe le téléphone. On lui monte des procès fabriqués. On a organisé la faillite de sa première maison d'édition. On sabote sa voiture et fait disparaître celle de son mari, Omar Mestiri, qui s'est vu signifier une interdiction de quitter le district de Tunis et par conséquent de se rendre à son exploitation agricole située à soixante kilomètres de la ville.

À leur place, je ferais de même. Ils n'ont pas tort de lui mener la vie dure. Cette femme s'est vouée tout entière à les faire chier. Il n'est pas un jour sans qu'elle n' imagine un coup fourré. Jamais à court d'idée. Elle est de tous les comités de soutien, de toutes les associations. À Tunis, on ne peut pas organiser une manifestation ou préparer une conférence sans Sihem Bensedrine. Sa dernière trouvaille : faire de cette maison de l'ancien temps l'unique espace libre de Tunisie. Un repaire pour tous les hors-la-loi, les poètes, les artistes, les intellectuels, les étudiants.

Elle y emploie à mi-temps Imane Derwich et Nouredine Benticha, deux jeunes étudiants jugés dans l'affaire du Parti ouvrier communiste tunisien qui a défrayé la chronique en août 1999. Ces deux mêmes ont subi les séances de tortures « les plus courantes qui consistent en des coups assés à un rythme progressif sur l'ensemble du corps et sur la plante des pieds par des matraques et des gourdins de tailles différentes, plus ou moins imbibés d'eau, ou par des tuyaux de caoutchouc. Le

supplicié est suspendu et attaché à une barre de fer horizontale, les mains attachées derrière les genoux. Il est battu jusqu'à ce qu'il perde connaissance, il est alors remis sur pied, puis la séance recommence, parfois assortie de brûlures à l'eau de Javel ou à l'éther sur les parties sensibles du corps, d'électrocution, d'immersion de la tête dans de l'eau mélangée à de l'urine, des excréments ou des produits chimiques, d'aspersion à l'eau bouillante, d'aspersion d'alcool et de mise à feu du système pileux. Des instruments sont utilisés pour blesser : chignole, bouteilles...² ». Ils parlent de leurs tortionnaires comme si c'étaient les stars d'un film ridicule : Bokassa, Dahrouj, Gatla, Elcasse, Ezzou.

Aloès est ouverte à tout ce que la Tunisie de Ben Ali interdit : débats sur l'éphémère, rencontres de groupes aux sigles improbables, Raid, Attac, CNLT, OCR ; hors-la-loi, homosexuels, poètes maudits, peintres, syndicalistes dissidents, femmes adultères, musulmans contestataires... À peine étions-nous installés dans cette felouque ivre que les visiteurs de la nuit y passèrent à quatre reprises ; voleurs de matériel, ils emportèrent les ordinateurs et poussèrent l'un des plus gros actionnaires d'Aloès à démissionner. Le co-fondateur, l'universitaire Jean-François Poirier, lui, fut expulsé le 12 février 2000, au prétexte qu'il m'avait accompagné à Gabès pour enquêter sur les émeutes qui avaient secoué cette région.

Notre république est encerclée par un commissariat ambulancier, nuit et jour. Faut-il s'en étonner ? Je soupçonne Sihem de se nourrir de cette adversité. Elle ne semble jamais affectée par cette chasse à l'homme. Elle s'en venge en invitant le monde entier au spectacle de cette dictature risible. Elle se sert de petites phrases assassines pour décrire cette machine aveugle, et elle diffuse aux quatre coins du monde ses lettres talmud. Elle sait faire mal rien que par le mot, la parole. Il n'est pas une caméra, une radio qui passe à Tunis sans s'arrêter sur ce visage, cette voix qui sait dire avec des mots simples le vécu de braise des Tunisiens – torture, prise d'otage, filature, pauvreté, corruption. Sihem est un redoutable joueur sans ballon qui, dans la surface de réparation, irrite les défenseurs du camp adverse et les pousse à commettre l'erreur fatale. Elle offre toujours des pénalties à la Tunisie militante. Ce qui irrite les honorables membres de l'establishment de l'opposition, dont elle fait partie, qui lui envient son magnétisme. On l'accuse d'être sectaire, elle qui parvient si souvent à renverser les situations en faveur de son camp. Le camp de ceux que l'on appelle les *chakhessiyate*, les personnalités. Ces bourgeois militants, anciens ministres, anciens bâtonniers, anciens doyens, historiens à la retraite mais titulaires de chaires à Oxford, chirurgiens, ces aristos de la ville qui, cultivés, libres-penseurs, brillants, veulent une Tunisie vivable pour tous. Ces grands seigneurs de l'opposition qui, tout en habitant les quartiers résidentiels de Sidi Bou Saïd, de Gamarth, de Notre-Dame, dans des villas de cristal, jouant les soirs d'été au baccara, ont transformé leurs salons, pouvant recevoir jusqu'à trois cents personnes, en salles de réunions, dans un pays où les lieux publics sont devenus propriétés de la police.

C'est chez Mohammed Chakroun, l'un d'entre eux, que s'est déroulée la cérémonie de remise du premier prix des Droits de l'homme, décerné par le CNLT le 10 décembre 1999, à la plus combattante de tous, Radhia Nasraoui. Ancien ministre dans le premier gouvernement de Bourguiba, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, à quatre-vingts ans, ce doyen continue à ouvrir les plaidoiries de tous les procès politiques.

En 1992, quand plus de deux cents islamistes ont été traduits devant le tribunal militaire, il sera seul parmi les ténors du barreau à défendre ces indéfendables. Ces descendants de la grande bourgeoisie, établie depuis des siècles, sont peu aimés de la gauche rouspétante, mais, quoi qu'on en pense, ils auraient pu se la couler douce sous leurs parasols. Ces familles ont résisté au bey, au

Protectorat français, à Bourguiba, à Ben Ali. Ils croient en ces mots non quantifiables : République, Institutions, Équité, Éducation, Santé. Ils sont l'incarnation de cette bourgeoisie nationale, devenue minoritaire, dont l'orgueil souffre de voir son pays dévasté par les âneries d'un gouvernement policier de peu de culture, ignorant tout ce dont la Tunisie s'enorgueillit. Parmi eux : Ali Ben Ayed, personnage du théâtre tunisien, Bachir Kheraief, romancier du Sud, auteur, dans les années soixante-dix, du *Régime de dattes*, une fresque inégalée et pleine d'humour sur l'univers des oasis. Ali Douaji, dont *La balade autour des tavernes de la mer du Milieu*, dans les années trente, raconte les plaisirs de la bouteille maligne, d'Istanbul à Tanger en passant par Beyrouth. Ouled Ahmed, poète contemporain, qui chante son amour de la Tunisie : « J'aime le pays comme personne n'aime le pays le matin et le dimanche. » Il s'est aussi taillé un beau succès en comparant la société tunisienne à un zoo dont les pensionnaires seraient plus ou moins bien nourris et logés par leurs gardiens. Mais si la gazelle ne craint pas d'y être dévorée par le lion, elle le paie du prix de sa liberté.

Un auteur aujourd'hui silencieux... comme tant d'autres. Sihem Bensedrine voulait faire d'Aloès le cercle des poètes interdits. Avec sa vieille Citroën blanche, qui tombe régulièrement en panne aux feux rouges, elle harcèle les auteurs en qui elle croit, pour qu'ils ressortent de leurs tiroirs leurs manuscrits, leurs poésies effacées par treize ans d'oubli. Elle ne lâche prise que lorsqu'ils se remettent à l'ouvrage. Elle prend le risque d'investir de l'argent dans ces futurs livres en dépit de la censure qui les guette. Elle s'entête à faire revivre une Tunisie des beaux-arts, des belles-lettres. Pendant six mois, elle m'a harcelé, en complotant avec ma sœur Najet, pour que je dépoussière les rares poèmes que j'ai écrits il y a plus de dix ans, dans une autre vie. Elle est comme ces entraîneurs brésiliens qui écument les terrains vagues à la recherche de nouvelles perles noires.

En acceptant que j'observe mon ramadan dans sa maison d'édition, elle savait qu'elle la mettait en danger. Elle voulait, peut-être, pour ce lieu menacé tôt ou tard de fermeture, un sabotage de première. Elle sera servie. Tout l'après-midi de cette première journée, je l'ai passé à tenter de contacter mon bouclier médiatique et ma couverture aérienne. Au téléphone, mes contacts dans la presse internationale et dans les organisations des droits de l'homme restent tièdes. Ils mesurent mes faiblesses, ma solitude, mes chances, et s'inquiètent de ma santé. Ils me font de vagues promesses. Ils restent prudents dans leur soutien, me demandent si j'ai bien choisi le temps, le lieu... s'il n'aurait pas été plus avantageux de m'installer dans les « locaux d'une association, légale, reconnue ». Seules des organisations comme Reporters sans Frontières et Committee to Protect Journalists émettent des protestations auprès du ministre de l'Intérieur.

L'AFP me joint au téléphone, informe mais attendra avant de rendre publique une dépêche. Je me morfonds tout seul. Aucun Tunisien ne pointe à l'horizon, à l'exception de mes inconditionnels, Jalel, Sihem, mes sœurs. Je suis comme un hôte qui aurait préparé une fête et attend des invités qui se font tous porter pâles. J'aurais pu supporter ce bide sans ces témoins gênants. Je me sens comme un metteur en scène dont seule la famille est présente lors de sa première représentation. Je voudrais tant voir partir cette famille et sa compassion. Ma sœur, Saïda, mon aînée de cinq ans, professeur de maths, avait eu l'idée de se faire accompagner de deux ou trois de ses collègues ; gênés, ils semblaient se demander ce qu'ils foutaient avec ce gréviste aussi dodu que farfelu. Ils se déclarèrent honorés « de faire ma connaissance » tout en se demandant, au fond, qui j'étais. Très, très humiliant. Je voudrais les flinguer.

La nuit tombe sur ma faim. Je n'ai pour garde du corps que mon frère Nejib, ne pesant pas plus de quarante-cinq kilos mais qui s'arrange toujours pour avoir ce rôle de *bodyguard*. Divorcé, il est toujours disponible et il m'agace avec ses airs de sentinelle. Ivre mort, il a pour toute arme un peigne

qu'il sort régulièrement pour se coiffer et un tournevis. De temps à autre, cet illuminé me dit, complice : « On les a eus. » Je ne sais pas si le fils de ma mère se moque de moi ou si c'est un joyeux crétin. Il m'enfume en tirant sur ses cigarettes de syndicaliste, des brunes de troufion et, en plus, il tente de me soutirer de l'argent pour, le lendemain, se rendre au boulot... en taxi. J'ai la désagréable impression de jouer un remake *Affreux, sales et méchants*.

Le pire était à venir.

À deux heures du matin, je suis réveillé par une faim sourde, violente. Un animal féroce qui brise mon sommeil. Je prends une tonne de sucre, des citernes d'eau... Dans ma tête, il y a un pain. Toute la maison est pain. Je vois des croûtes et de la mie partout. Du pain imbibé de sauce. Je tente de lire mais le pain m'aveugle. Manger un pain et mourir. Cette nuit, j'ai sans doute payé pour tous ces ramadans que, mauvais musulman, je n'ai pas observés. Cette faim me mord, me piétine, me casse en deux. Elle hurle dans mes parois. Elle réveille tous mes démons, ma lâcheté, ma bassesse, la honte, les gifles que j'ai reçues sans me détendre, la haine, la haine des autres, la convoitise, la jalousie. Je pense à Azza, ma femme, et j'ai la certitude qu'elle me trompe avec son directeur de banque. La honte... La honte, au souvenir de ce jour où j'ai été surpris fouillant les poches de mon invité, ne pouvant même pas faire semblant de dépoussiérer son manteau. C'est lui qui a baissé la tête et a feint de n'avoir rien vu. La honte. L'angoisse me prend subitement, j'ai plagié des articles. Je sais qu'un lecteur va s'en rendre compte et me livrer au déshonneur. Je me revois me vantant d'être en train de construire une maison sur la corniche de La Marsa. Ce mensonge aurait pu passer, si seulement il y avait eu encore des terrains disponibles dans ce quartier de la *high society*. J'ai compris que mon interlocuteur m'avait percé à jour quand il a poussé le bouchon jusqu'à m'aider à bâtir ce château de sable : « Et dans cette maison, tu vas faire une cave ? Il y aura une pelouse ? » Depuis ce jour, je l'évite soigneusement.

Le lendemain, le surlendemain, 4 et 5 avril, je me suis installé dans mon automne du patriarce, longeant les murs de cette maison démesurée et disgracieuse, dans mon pyjama en soie bleu, avec pour toute compagnie le coursier de Sihem, que je surnomme Hibou lugubre. Jalel fait le rabatteur. Il me ramène quelques énergumènes qui me tiennent mollement compagnie et se rendent utiles en photocopiant des messages de soutien, le communiqué de Robert Ménard, la lettre d'Alain Krivine, leader de la Ligue communiste révolutionnaire, celle de Chawki Salhi, l'Algérien, dirigeant du Parti socialiste du travail, et un *e-mail* d'un journaliste congolais, un certain Bethwal. Sihem se cache. Je tue le temps en regardant travailler le peintre espagnol Franscesc Palomares, un autre fondateur d'Aloès, qui vient souvent peindre à Tunis. Tout à sa toile, il m'explique la différence entre le trait et la ligne. « Le trait, me dit-il, est rebelle, libre, la ligne est discipline, fille de l'ordre. »

Quelques habitués du café D'El Capo me rendent visite mais ils évitent de parler de mon ramadan. La caisse de solidarité, sur laquelle on peut lire : « Contribution souhaitée », reste désespérément vide. Les centaines de photocopies de ma déclaration restent là, entassées, et personne ne tend la main pour l'emporter. Ils la lèchent de leur regard, elle ne vaut pas un dinar.

Le 5 avril, Azza est passée. Tout en essuyant ses lunettes de myope, avec son air narquois, elle me dit : « C'est un poisson d'avril, cette affaire. Viens, rentre. » Le 6 avril est jour de fête. Je ne sais plus si c'était la célébration de la naissance du prophète Mohammed ou le Nouvel An musulman. En revanche, je me souviens très bien que c'était, comme il se doit, jour de bombance. Un jour où l'huile d'olive, le miel, le beurre coulent à flots, les plats sont verts, blancs, rouges. Moi, je l'ai fêté en ingurgitant de l'eau de fleur d'oranger et en mangeant des cigarettes.

Bourguiba est mort. Il ne manquait plus que ça ! Il a bien choisi son jour. Cela fait trois jours que

cette grève se traîne, bâille, s'enroule, s'ennuie. Cette mort ne laisse personne indifférent et renforce le manque d'intérêt à l'égard de mon ramadan. La fièvre s'empare même de mes rares soutiens qui ne tiennent plus en place, tous veulent se rendre à Monastir, la ville natale du scarabée. Il y sera enterré dans son mausolée. Ils m'invitent à les suivre. Alors là, je deviens agressif, odieux, et j'explose : « Maintenant qu'il est mort, il est devenu un héros ! Cet homme ? Lui qui a aplati la Tunisie, qui nous comparait tous à une poussière d'individus, qui a instauré le parti unique, l'État policier, le culte de la personnalité et qui a fait le lit de Ben Ali. Cet homme qui a utilisé l'armée en 1978 pour mater les syndicalistes, en 1984 pour réprimer les émeutes du pain. Il a tué, liquidé physiquement ses adversaires. Cet homme qui a rayé de la carte du pays toute velléité contestataire. Ce président à vie ! »

Mais ils sont déjà partis... Alors je continue à vociférer seul : Il a fait de son village qui suinte la guigne une ville. Il a entretenu le clientélisme, accentué le régionalisme. Sous son règne, le pays de l'intérieur était oublié, pendant que le Sahel, sa région d'origine, engrangeait argent, savoir et pouvoir. L'eau du Far West tunisien a été détournée vers l'est pour alimenter les immenses oliveraies du Sahel et les orangeraias du cap Bon. Le hold-up du siècle. Pour les Sahéliens des tracteurs, des camions, des millions, des autoroutes, des chemins de fer, des ports, des aéroports, des hôpitaux, des universités. Pour les gens de l'intérieur, un mouton, quelques lièvres, un puits, un instituteur, une mosquée, un dispensaire, quelques semences de céréales, des plants d'amandiers, des figues de barbarie, du fromage hollandais après des inondations, des commissariats de police, des gardes-frontières et des pilules pour la contraception. Ici la ville, là-bas la désolation. Ici Philadelphie, là-bas Eboli.

De Bourguiba, que me reste-t-il ? Une adolescence enculée. Dans son film *Rih essad* (Le Sirocco), Nouri Bouzid, cinéaste tunisien, raconte une génération sodomisée, des apprentis menuisiers, des apprentis coiffeurs, des écoliers, des petits cireurs, des gamins vendeurs ambulants, tous ces enfants de la balle, violés, castrés par leurs maîtres, leurs pères. En 1980, lors des émeutes des lycéens, la police aidée par la milice du parti unique allait débusquer les élèves jusque dans les maisons. Jalel, mon frère, avait alors seize ans quand il a été arrêté.

Ma mère, sans un mot, avait décroché le portrait de Bourguiba qui trônait au-dessus de la cheminée, dans le salon, bien avant ma naissance. Puis elle l'a brûlé dans notre four à pain traditionnel. Mon père, bourguibiste, n'a pas pipé mot. Ce jour-là, nous nous sommes régalez de galettes à la Bourguiba. Ne m'en parlez plus, j'ai faim. Je crève de faim. À quatorze heures, je fais une sieste et j'envisage pour la première fois de mettre fin à cette grève. Mais comme je n'ai aucune envie de me farcir trois cents kilomètres dans une voiture bringuebalante avec un de ces militants à la con et que par ailleurs aucun journal ne m'a commandé d'article – les grands événements ne sont pas pour les journalistes locaux, mais pour les envoyés spéciaux –, je me dis que je vais encore continuer *chouia*, histoire de ressembler à Vittorio Gassman dans *Parfum de femme*. J'avais beaucoup de travail : j'étais énorme, laid, avec des seins de femme et un triple menton, plus rond qu'une bonbonne de gaz. Il ne me restait plus qu'à rentabiliser cette maudite grève et la convertir en régime amaigrissant.

Émergeant de ma sieste, je vois arriver un homme qui ressemble à un vieil oiseau, perdu, qui semble me chercher. Il se présente : Pierre Haski. Il se dit même chef de service à *Libération*. Il n'a l'air ni d'un chef, ni d'un service... Un pigiste, peut-être ? Je crois qu'il est déçu. Il s'attendait à un gréviste réaliste et il se trouve devant une baleine de cent kilos. Il me pose des questions bourbiers. Il m'interroge faute de mieux. Ni lui ni moi ne sommes passionnés par cet entretien. L'ordinateur se met

à débloquent. Je le confie à Jalel et à maître Radhia Nasraoui qui vient d'arriver, ils sont plus au fait des « conséquences de la mort de Bourguiba sur l'avenir de la Tunisie et de la démocratie ». Je lui en veux. Je les ai attendus trois jours et ils m'avaient abandonné. De plus, il a attendu le moment où je me préparais à lever le camp pour me relancer. D'ailleurs, il a tout de suite remarqué que j'étais esseulé : « Est-ce qu'il y a un mouvement de solidarité autour de toi ? » Je mens : « Oui, surtout la nuit, il y a au moins une cinquantaine de personnes à mon chevet... C'est épuisant, ils ne tiennent pas compte de mon état. » Plus tard, il écrira : « Taoufik Ben Brik n'est pas seul dans ce combat inégal, des témoignages de solidarité lui viennent de toutes parts, et les visiteurs se succèdent à son chevet. »

« Pourquoi as-tu choisi ce moyen extrême ? » demande-t-il. Je réponds : « Il ne me reste que ce moyen pour résister à Ben Ali. Tout ce qu'ils me font, je l'accepte. Mais je ne peux pas tolérer qu'ils prennent aussi ma famille et mes amis en otages. Tout le monde dans ce pays va être amené à payer de son propre corps. On en a marre. On est le dos au mur. S'ils veulent nous prendre, qu'ils nous prennent ³. »

À part Pierre, personne... Il faudra attendre le 8 avril. Jour des funérailles de Bourguiba. Tous les grands reporters dépêchés pour immortaliser ce grand événement en sont restés cois : Ben Ali les a eus. Il a mis une camisole de chasteté autour de la cérémonie. Soldats d'élite, garde prétorienne, aigles noirs en cagoule, barrages, empêchent les Tunisiens de toutes les régions de se rendre à Monastir. La télévision nationale, la Sept, au lieu de diffuser des images de cet enterrement, passe en boucle des documentaires animaliers, des poissons, des gazelles, et, pour raccourcir l'événement, le cortège emprunte la route de nos morts honteux, les suicidés, les naturalisés... Ces obsèques sans images seront mon général Hiver, ma neige qui viendra à bout de Napoléon. Cette nuée de reporters, d'envoyés spéciaux, de cameramen, restée sur sa faim, se rabat sur le gréviste. Sentant le vent tourner, Sihem flaire que, le 9, Aloès sera sous les projecteurs. Avec Jalel, elle concocte une conférence sur la liberté d'expression animée par Mohammed Talbi et Robert Ménard qui, depuis Paris, a donné son accord pour être présent. Jalel mobilise les étudiants, les syndicalistes, les militants d'extrême gauche. De son côté, Sihem ramène ses éminences grises : Georges Adda, un des doyens des militants tunisiens, Mahmoud Ben Romdhane, président d'Amnesty International, bref, tout ce que Tunis compte de présidents, de secrétaires généraux, de porte-parole d'associations militantes.

Les cent vingt chaises louées ne sont déjà plus suffisantes à onze heures du matin, plus de cent cinquante personnes se bousculent dans la maison. Bientôt, elle sera archicomble. Debout, une foule compacte occupe tous les espaces. France 2, *Le Monde*, la BBC, Radio Monte-Carlo, RFI, l'AFP, Reuter sont également présents. Pendant que les débats se déroulent dans la grande salle, je suis interviewé à la chaîne. Les langues s'échauffent, tous veulent maintenant défendre « le dernier des Mohicans » et me couvent d'une folie d'amour. Mes arnaques, mes insultes sont oubliées. Je deviens l'homme qui risque sa vie pour de grands idéaux, des principes, pour la Liberté.

Je n'en espérais pas tant. Plus de deux cents personnes se déclarent solidaires. Des syndicalistes, des féministes, des communistes, des islamistes, des baassistes, des écrivains, des poètes, des avocats, des saoulards ont bravé le cordon des policiers qui, dehors, mettent à jour leurs fichiers. Le lendemain, 10 avril, je mets fin à mon ramadan, le jour même de mon procès. Comme je l'ai annoncé devant le doyen des juges, je l'arrêterai devant lui. Ce jour-là, je devrai répondre du délit de liberté d'écriture, raison pour laquelle je suis de nouveau convoqué au Palais de justice.

C'est la première fois que je mets le nez dehors depuis une semaine. Je suis accompagné de ma sœur Saïda, qui me joue toujours de drôles de tours. Cette fois, elle s'est habillée d'un jean très

serré, d'une incroyable paire de chaussures blanches de musicien de fêtes paysannes, mais le plus impardonnable c'est cette veste multicolore des années hippies. Ma sœur s'est déguisée en tzigane. Bien que vexée par mes remarques désobligeantes, elle m'ignore royalement, portant fièrement sa veste drapeau : « Tu n'es qu'un toqué ! » Boycottant les voitures, je décide d'aller à pied au Palais de justice avec mon cortège matinal. Nous avançons, sous les regards admiratifs des habitants du quartier qui me montrent du doigt : « C'est lui. » Je marche triomphal, il ne me manque qu'un cheval et les deux cornes d'Alexandre le Grand. J'ai la moue triste et mélancolique des meneurs d'hommes qui ont franchi la ligne Bar Lev.

Dès dix heures du matin, Nourredine Ben Ayed, le doyen des juges d'instruction me fait subir un interrogatoire marathon, ponctué de va-et-vient aux toilettes où je vide ma vessie pleine de tisane, d'eau sucrée et de ma graisse qui fond.

D'emblée, il m'interroge :

« Reconnaissez-vous avoir écrit cet article ?

— Qui êtes-vous, monsieur, pour juger la parole ? » Je l'interroge à mon tour dans un arabe classique digne des compagnons du Prophète.

J'ai décidé de refuser l'acte d'accusation. Grrr...

Il se recroqueville sur sa chaise et je me lance :

« Si vraiment vous voulez faire justice, si vraiment vous êtes juge d'instruction, s'il y a crime, allez sur les lieux du crime, retournez à mon article au lieu de m'incriminer sans aucune preuve. Faites une enquête ! Vérifiez la véracité des faits, comportez-vous comme les ombudsmans des lecteurs qui dans les grands journaux veillent au respect de la déontologie de mon métier. Et mon métier est de rendre visible l'invisible. Est-ce là mon crime ? »

D'inculpé, je me transforme en témoin « du naufrage du métier de journaliste. Tout est tabou dans notre pays : la police, la corruption, la torture, l'état des libertés, les émeutes, les grèves, les manifestations et même les obsèques cachées de Bourguiba ». Et, en finale, je lui assène : « Vous n'êtes pas habilité à juger mes articles, seuls mes lecteurs et mes pairs sont autorisés à le faire. Mais, voyez-vous, monsieur le juge, je commence à me prendre d'affection pour vous. Notre séparation est impossible. Votre nom est lié au mien. Comme moi, vous ne pouvez plus sortir de Tunisie. Vous êtes fiché dans tous les postes frontière du monde. Il vous reste peut-être la Libye ou le Tchad. »

Sur les cinquante avocats qui se sont constitués pour ma défense, vingt prendront la parole, dont Radhia Nasraoui, la lionne du prétoire, l'avocate des têtes brûlées et des enfoirés. Elle commence lentement, avec un, deux, trois instruments... puis c'est l'explosion de tout l'orchestre. *Le Boléro* de Ravel. Une course de haies, foulées de sprinteuse noire... Elle énumère tout ce que j'ai subi ces dix dernières années, puis cette petite femme, célèbre pour ses éclats de rire dans tous les tribunaux du pays, toise le juge d'instruction : « Comment peut-on faire ça à un homme ? » Et elle éclate en sanglots. Est-ce que je mérite les larmes de Radhia, que les Tunisiens appellent la première dame du pays ?

En sortant, je me dirige vers elle, je lui serre la main comme un *hombre* mexicain serrerait la main de Zapata : « Nous sommes quittes ! » Je rengaine mon pistolet et je m'éloigne sous le regard médusé de Radhia qui semble dire : « Cet enfoiré se croit au cinéma. » Personne, ni son mari persécuté, ni les prisonniers torturés, ni toutes les victimes de l'infamie, en vingt-cinq ans de carrière, n'a eu droit aux larmes de Radhia Nasraoui.

Cette audience a duré plus de cinq heures, pendant que, dehors, attendaient tous les représentants

des ambassades étrangères, ma foule habituelle de balafrés, de prostituées bien-aimées qui m'informent que, dans les bars, elles travaillent à ma réputation. La presse aussi est de la partie... jusqu'à l'hebdomadaire français *Elle*. Nous retournons à mon palais de la rue Abdelwahab, toujours à pied. Sur le chemin mes bandits s'amuse à me raconter leurs repas gargantuesques. Après sept jours, je ne ressens curieusement plus la faim. Tout se passe, dit-on, dans la tête. Le corps du gréviste entre dans un nouvel état, son estomac rétrécit, son esprit devient plus vif, ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les prophètes, les poètes délirent en jeûnant. Tous les personnages de la grande littérature, Don Quichotte, Zorba le Grec, sont des jeûneurs qui parlent. On ne parle plus depuis ses poumons mais de son estomac. Tout ce qu'ils ne pouvaient pas dire lorsque leur ventre était alourdi, ils le profèrent avec légèreté et félicité.

Tous les sens s'aiguisent. Mon nouveau bien-être m'étonne moi-même. Je peux enfin donner libre cours à mon despotisme naturel sans que les autres ne se rebellent. Je suis un pacha dans mon palais. Une heure à peine après que nous fumons retournés à Aloès, le commissaire du quartier se présente, accompagné d'un officier de la police politique et d'un agent muni d'une machine à écrire ; il demande la propriétaire des lieux. Il a ce regard que l'on doit enseigner dans les écoles de police, le regard d'un homme qui aurait avalé un kilo de harissa. Je rejoins Sihem, genre : « Je suis là. T'inquiète pas, je m'occupe de tout. »

En vérité, je suis mal à l'aise chaque fois qu'il y a plus d'un policier à un kilomètre à la ronde. Je n'ai qu'une envie : aller m'allonger sur mon matelas et m'éloigner de ce type qui me regarde avec une insistance de mauvais aloi. Comme si je lui devais beaucoup d'argent et qu'il était déterminé à le récupérer alors que je ne me souviens même pas de lui en avoir emprunté. Il doit confondre, le bougre.

Le moustachu n'a pas envie de rire. Il tire de sa poche la décision du gouverneur de Tunis qu'il nous lit d'une voix pas nette, une voix féminine avec un cheveu sur la langue : « Considérant qu'il a été établi que la maison d'édition Aloès a utilisé son local, sis au 47 rue Abdelwahab à Tunis, pour organiser une série de réunions groupant des Tunisiens et des étrangers et dont la dernière s'est tenue le 9 avril 2000. Considérant que ces réunions ont généré des troubles à l'ordre public, il a été décidé ce qui suit : article unique : Le siège de la maison d'édition, sis au 47 rue Abdelwahab à Tunis, sera fermé provisoirement durant trois mois à compter du 10 avril 2000. » Puis, avec la gueule d'un gars qui vient de te voler ton portefeuille et qui te nargue : « Et vous avez deux heures pour vider les lieux. » Je tente mollement de négocier : « Deux heures, c'est tout ? » Il me soulève du sol avec ses yeux : « De quoi tu te mêles ? »

Nous montons à l'étage où mon état-major se réunit en catastrophe. Mes généraux, Jalel et Sihem, décident que nous ne partirons pas et que nous allons nous barricader, que nous profiterons de ces deux heures de répit pour ameuter tout le monde. S'ils veulent nous déloger qu'ils utilisent la force. À peine Jalel et sa femme, Ahlem Belhaj, Sihem, Belkis Mohsni, une trotskiste, et Kamel Dridi ont-ils quitté Aloès que des fourgons, des motos, des BMW envahissent la rue. C'est le Chili. Des pneus crissent, des mains donnent des ordres, des talkies-walkies crachotent, des insultes fusent sous les fenêtres, des passants sont brutalisés, des yeux rageurs scrutent tout ce qui bouge, des portes claquent, des barrages sont montés...

Nos amis qui arrivaient, comme le docteur Mustapha Ben Jaffar, sont renvoyés à coups de rangiers et de mots orduriers. Mes honorables soutiens sont giflés comme des gamins, leurs cigares et leurs chapeaux mous ne les ont pas impressionnés. Les Services Spéciaux sont aidés par la milice du quartier, les chômeurs, les petits délinquants, pendant que les costumes noirs dirigent les opérations

du haut d'une tour imaginaire. Toutes les issues de la rue en étoile sont barrées par des barreaux humains. Trente armoires à glace pénètrent dans la maison et m'envoient en vol plané sur la caillasse. J'ai à peine le temps de voir le très respectable vice-président de la LTDH, M. Chaabouni, qui avec sa cravate tente de se donner une contenance : « C'est ça, la démocratie ? » Il est saisi au collet par un gros vicieux : « Démocratie de mon *zebbi*, casse-toi, va niquer sinon je te nique. »

Derrière les issues bloquées, je vois des femmes avec à leur tête Azza, ma farfelue, qui essaient de forcer les barrages. Tout le bureau de l'association est dans la rue, Bochra Bel Haj Hamida, Khadija Cherif, Azza Ghanmi, Belkis Mechri, Basma Khalfaoui, Halima Jouini. Ces femmes qui ont une si haute opinion d'elles-mêmes, dans leurs tailleurs BCBG, sont traitées de putes et de gros culs. Les avocats ne sont pas épargnés, ils reçoivent aussi leur volée d'insultes. Je peux témoigner que, ce jour-là, la société civile si chère aux organisations internationales a été très mal traitée. Azza, je ne sais pas comment, a réussi à forcer le barrage et, depuis le milieu de la rue, elle harangue les voisins. « Regardez ! dit-elle. Regardez ce que fait notre police parce que mon mari écrit sur la pauvreté et la misère. Il écrit sur les prisons et les prisonniers. » Certes, elle en rajoute un peu, je n'écris pas sur la pauvreté, mais je la trouve très sexy. Moi, je voudrais rentrer sous terre. Au loin, je vois mes frères se battre comme des barbeaux. « Si vous êtes des hommes, venez vous battre, un par un. » Faut pas rêver. J'entends Sihem leur reprocher de ne pas avoir respecté leur parole : « Vous aviez dit deux heures. »

Apparemment, les consignes données, venues de très haut, sont de ne pas causer trop de grabuge. Il s'agit de nous faire évacuer les lieux sans bavures. Cette échauffourée durera une heure. Tout le quartier est au spectacle, dans un lourd silence réprobateur, proche de ces femmes comme il faut, de ces hommes aux apparences de bons pères de famille qui se battent comme des voyous contre l'Uniforme.

Je ne veux pas que cette confrontation dégénère. Nous avons défendu honorablement notre espace. J'appelle donc à la retraite. Nous nous retirons dignement en rangs serrés. Je m'imagine à l'heure du crépuscule, escaladant le flanc de la montagne avec mes cavaliers en file indienne, rentrant dans la forêt, loin de l'ennemi. Accompagné du chant du poète :

Jusqu'à la fin, ils défendirent leurs femmes. Puis vint la défaite, qui les aligna, résignés, liés par une corde.

En lieu de Palais, une prison pour demeure ; en lieu de soldats, des brigands pour geôliers.

Ils chevauchaient les étoiles brillantes. On les en fit descendre pour de noires embarcations, dont seule la couleur évoquait leurs chevaux, l'on brisa les bords de leurs boucliers pour en faire des carcans enserrant leurs cous de cavaliers ⁴.

Aux éditions Aloès, toutes les lumières sont restées allumées...

1. Tolstoï, *Guerre et Paix*. ↵

2. *Rapport sur l'état des libertés en Tunisie*, CNLT, Tunis, 15 mars 1999. ↵

3. *Libération*, 10 avril 2000. ↵

4. Ibn al-Labbâna, *Le Poète d'al-Mu'tamid, prince de Séville*, Éditions El Ouns, 1997. ↵

Oui, Dieu entend et il sait. Oui, Dieu réduit à rien le stratagème des incroyants. Vous qui cherchiez la victoire, la voilà devant vous, la victoire. Si vous cessez, c'est bien pour vous. Si vous recommencez, nous recommencerons et si grand soit votre nombre, il ne servira à rien, car Dieu est avec les croyants.

Sourate VIII, Le butin, Coran.

C'est au local du Conseil national pour les libertés en Tunisie que mon ramadan trouve refuge, au rez-de-chaussée du 4 rue Abû-Dhabi, une petite ruelle perpendiculaire à l'avenue de la Liberté, grande artère du centre de Tunis. Ce deux pièces, qui, le matin venu, se transforme en bureau, est en réalité l'appartement privé du couple Mestiri. Depuis la création du CNLT, association hors la loi, cet appartement est devenu le siège de ce laboratoire de la résistance. Tout ce que la Tunisie compte de contestataires y passe, pour s'informer, protester, comploter, témoigner. Revers de la médaille, c'est aussi le lieu le plus surveillé de Tunis, par au moins trois corps de police rivaux. Le couple Mestiri a transformé son espace privé en camp de *refuzniks* au prix de son intimité.

Omar Mestiri, la cinquantaine boulimique, le caractère à la mesure de son physique de nageur de fond, sport dont il a été champion de tout le Maghreb dans les années soixante-dix, est le gardien de cette auberge espagnole. Ce fils aîné d'une famille d'aristocrates nationalistes – son grand-père était le trésorier du Néo-Destour, le parti nationaliste tunisien du temps du Protectorat français, son oncle Ahmed Mestiri fut le fondateur du principal mouvement d'opposition à Bourguiba – est un professionnel de la résistance. Après des études de chimie sacrifiées au militantisme, cet héritier de terres familiales s'est converti en céréaliculteur.

Dans les années soixante-dix, El Amel Étounsi (Le Travailleur tunisien), l'ancêtre de tous les groupuscules de gauche, l'avait préparé pour rejoindre son bras armé contre Bourguiba, projet qui n'a jamais vu le jour. Rompu à la clandestinité, à la discipline des groupuscules maoïstes, de ce passé il a gardé le goût du secret, de l'engagement et une langue de bois d'adjudant-chef.

De son enfance bourgeoise, il conserve une luxueuse eau de toilette, un coupe-ongles doré et des chaussures impeccablement cirées. Il commence toujours les réunions en disant : « Aujourd'hui, à l'ordre du jour... » Sinon, il passe son temps libre à jouer au billard, au solitaire, sur son ordinateur, dont il se sert avec un seul doigt, avec sa fille Essia. Devenu boulimique à force de pression, il se goinfre de pâtés, de cacahuètes, de pépins de courge salés, de petits-fours, de chocolat. Il ressemble à ce personnage populaire, Ali, de la série télévisée « Ould Oum Traki » – un vieux garçon, H...énaurme, les doigts dans le nez, les poches pleines de cacahuètes, toujours en train de péter. Cet homme a la foi du charbonnier, bien qu'appauvri il continue à mettre son argent, sa maison, son

temps, ses relations et son cœur au service de l'opposition squelettique... qui remue encore.

Dès sa création, le CNLT a fédéré une constellation de petits lobbies, comblant le vide créé par l'aplatissement de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, la caporalisation de la centrale syndicale, l'UGTT, la neutralisation de tous les relais associatifs. Sur six mille associations, seulement quatre demeurent approximativement indépendantes. Ce ne sont plus des ONG, mais des OVG, organisations vraiment gouvernementales ! Le CNLT est le camp retranché de cette Tunisie dévastée où se retrouvent des hommes politiques chassés de leurs partis, des syndicalistes dissidents, des universitaires à la carrière brisée, des avocats têtes brûlées, des médecins chefs de service sans service et un journaliste sans journal, moi. Ce ramassis de « sans-domicile-fixe » s'est retrouvé dans le CNLT comme ces chiens qui, surpris par une pluie torrentielle, ne choisissent pas la niche qu'ils partagent. Des libéraux y côtoient des gauchistes, des syndicalistes des petits capitaines d'industrie et des islamistes des féministes. Peu de choses en commun, si ce n'est un vœu fantasmagorique : que Ben Ali s'en aille ! Sinon, la gauche syndicaliste reste méfiante face à ces *beldi* de grandes familles qu'elle suspecte d'utiliser cette association illégale ayant pignon sur rue pour asseoir son leadership sur toute l'opposition. Pour cette gauche syndicale, le CNLT est une aventure ambiguë.

La culture des droits de l'homme, et ce qu'elle implique de liens avec les chancelleries occidentales, les organisations internationales, reste à leurs yeux la doctrine de l'Occident repu, hégémonique, toujours tenté par l'ingérence. Ils ont été à l'école du nationalisme de gauche et de l'anti-impérialisme. Mais, surtout, ils ont grandi sous le toit d'une grande maison et combattu sous un véritable étendard, celui de la puissante Union générale des travailleurs tunisiens, l'UGTT. Époque intense où ils ont connu l'épanouissement de l'engagement et l'euphorie d'appartenir à un contre-pouvoir réel. Ils ont fait de la prison, ils ont connu des échecs et des victoires, ils ont tissé des amitiés dans des combats qui mobilisaient des milliers de travailleurs. Les femmes les ont aimés et leurs nuits étaient lumineuses de vin, de rires et de... magouilles. Jusqu'en 1985, année où Bourguiba a disloqué l'UGTT pour appliquer le Programme d'ajustement structurel, ce syndicat a été le seul contre-pouvoir qui pouvait affronter à armes égales le parti unique, le Parti socialiste destourien, le PSD, devenu avec Ben Ali le Rassemblement constitutionnel démocratique, le RCD.

La mainmise de ce parti sur la société est flagrante ; il n'est pas une administration, un hôpital, une usine, une banque qui ne compte une antenne, soit 2 millions de membres et 7 800 cellules pour 9 millions d'habitants. Dans les bourgs éloignés, l'appartenance à ce parti facilite singulièrement la vie, qu'il s'agisse d'avoir une bourse pour ses enfants lycéens, d'obtenir un permis de construire ou même un passeport. Directement ou indirectement, une cellule du RCD contrôle les associations de jeunes, de femmes ou de quartiers. Elle dirige même l'équipe de football ! Face à ce parti État, l'UGTT reste la seule force capable de faire et défaire les équilibres politiques et de le menacer réellement. Présente jusque dans les plus petits villages du fin fond de la Tunisie, elle dispose d'un formidable potentiel d'organisation avec 1,7 million de salariés, avec ses 7 000 syndicats de base régionaux. C'est là que se trouve l'opposition. L'UGTT a donné à la Tunisie son plus grand martyr, Farhat Hached, son plus grand opposant à Bourguiba, Habib Achour, secrétaire général, ses plus grands commis, comme Ahmed Ben Salah, célèbre pour sa politique des coopératives agricoles. Elle lui a également donné, du temps de l'âge d'or du syndicalisme, son plus grand romancier, Mahmoud Messadi, son plus grand journal, *Chaab* (Le Peuple). On comprend dès lors que domestiquer l'UGTT pour l'avoir comme alliée soit l'objectif de tout pouvoir politique.

En 1989, en fin artificier, Ben Ali a réussi à neutraliser cette bombe à retardement qui pouvait menacer un règne qu'il veut sans partage. Deux ans à peine après son coup d'État médical, il fonçait

sur ce mastodonte déjà amenuisé sous Bourguiba, le minait de l'intérieur et lui imposait une direction ripoue, inamovible.

Aujourd'hui, cette gauche syndicaliste ne se relève pas d'avoir perdu cette Andalousie, sa Palestine. Suspicieux, aigris, les militants soupirent, pareils à ces cocus qui tournent le dos à la vie. Ils passent alors leur temps à soupeser les rapports de force. À insuffler le doute autour de toute initiative. Exigeants avec les autres, complaisants avec eux-mêmes. Radins par principe, ils ne sortent jamais un rond de leurs poches, si ce n'est à l'occasion d'un héritage, alors qu'ils ont des salaires de ministres. Mais une vie dont même un chien ne voudrait pas. Quand il s'agit d'obtenir d'eux cinq dinars de cotisation, ils se transforment en huissier ; il faut presque remplir un formulaire, leur payer à boire, se vêtir comme un nabab, leur présenter des femmes, les sortir avant qu'ils ne répondent, à l'agonie : « Demain, *Inch' Allah*. » Demain est toujours pour eux « le 22, quand ils auront viré mon salaire ». Et quand ils te les lâchent, leurs cinq dinars minables, ils s'arrangent pour les récupérer auprès d'un Si Ammar, un nigaud. Toujours prêts à parler pendant des heures, mais dès qu'il s'agit de donner de leur personne, ils brillent par leur absence, sous prétexte qu'ils ont déjà tant donné.

Le succès du CNLT, lors de la parution de son premier *Rapport sur l'état des libertés en Tunisie*, les a laissés de glace. La joie des *beldi*, leurs rivaux au CNLT, a semblé un démenti insupportable au pessimisme de ces langues de pute : « Nous, on ne s'emporte pas pour si peu. Gardons la tête froide et raisonnons en scientifiques. Ce qui nous semble intéressant, c'est de comprendre ce que cache ce succès pour le moins douteux. Il doit y avoir un hic. Où est le hic ? » Sceptiques, ils y tiennent à leur cafard, ils l'entretiennent, et la réussite les rend encore plus cafardeux.

Jaloux comme des poux, ils regardent l'enthousiasme d'Omar Mestiri, le secrétaire général, avec envie, on dirait qu'ils vont mordre cet homme. Il est vrai qu'Omar Mestiri édulcore le réel. Il prend cet air d'éternel fils de sa mère et s'extasie : « Après ce rapport, ils vont nous livrer les clés du palais de Carthage. Messieurs, vous êtes les hommes de la Tunisie de demain. Le peuple tunisien est fier de vous. » Il joue à la perfection son rôle de prophète niais quand il accueille et raccompagne à la porte avec ferveur les accros de littérature subversive. Il leur remet notre rapport qui, pour lui, a résonné comme un coup de tonnerre dans le désert, comme s'il s'agissait du Livre saint. Abusant de superlatifs qui nous font rougir de honte, il détaille nos difficultés à le réaliser : « C'est une *debaba*, un char d'assaut, qu'il nous a fallu pour le photocopier. » Il est vrai que nous avons dû acheter du matériel qui nous a coûté la peau des fesses, une photocopieuse, des relieuses, une imprimante, pour répondre à la demande vorace. La première semaine, plus de deux mille exemplaires ont été vendus, au prix minimum de 10 dinars, environ 50 francs, et 5 dinars pour les lycéens et les étudiants.

Omar, de par sa position de maître des lieux, son statut de secrétaire général, est celui qui a le plus bénéficié du succès de ce rapport qui l'a propulsé au rang de militant du mois, exacerbant les rivalités entre les *beldi* pantouflards et la gauche castrée. Avec un tel attelage, il n'est pas étonnant que très peu de gens aient cru aux chances de cette expérience, dans un pays où tant de comités mort-nés ont vu le jour. Pourtant, après un an et demi d'existence, notre gourbi de paille est devenu la seule institution à s'être greffée sur la société. Depuis le 11 avril, après avoir été chassé d'Aloès, c'est ici mon nouveau bivouac, mon campement. Je m'installe dans ma grève de la faim. L'ennemi est étourdi. Le guerrier panse ses plaies, nettoie son arme, veille en écoutant de la musique, du chant, de la poésie, danse, lit, écrit, caresse ses enfants, lave son linge, se rase, s'entoure de geishas, enfin façon de parler, en pensant au jour du retour au bercail.

C'est aussi là que se nouent de grandes amitiés, autour d'un verre de tisane. C'est là que se

fignolent les prochaines offensives, la stratégie, mais c'est là aussi que s'ouvrent de possibles négociations. On y étale son butin que l'on partage, que l'on expose au regard des autres chefs de guerre dans l'espoir de les rallier. Territoires conquis, soldats faits prisonniers. C'est là où restent les amis et ceux qui lèvent le camp, sans faire de bruit. C'est là où les hommes liges, les stratèges donnent libre cours à leur génie.

Najet, ma sœur, mon émissaire, est depuis le 8 avril en Suisse. Cette femme fennec, aux yeux bridés, frêle, secrète, hautaine, se moque éperdument du jugement des autres. Très jeune, elle était déjà rétive à toute discipline, ce qui lui valut d'être renvoyée de douze lycées. Sixième de la famille, elle a grandi coincée entre quatre frères et une mère misogyne qui l'a élevée comme un homme. Alors que je passais mes journées à lire des bandes dessinées, elle jouait au foot sur les terrains vagues de Jerissa et se battait à coups de poing pour elle et pour moi. Un jour, alors qu'elle se bagarrait avec un jeune de son âge qui prenait le dessus, je crus bien faire en m'interposant. Furieuse, elle m'a donné la plus belle baffe de ma vie : « Frappe avec moi ou tu n'es pas mon frère. » Devant une telle menace, j'ai mordu jusqu'au sang le malheureux qui beuglait comme un veau à l'abattoir. Elle ne m'a pas félicité, la garce : « Je ne t'ai pas demandé de le mordre mais seulement de le frapper. Tu ne sais pas te battre comme un homme ? La prochaine fois, arrache-lui les cheveux comme une fillette, pfff ! »

Le bac en poche, elle a abandonné ses études pour faire la seule chose dont elle avait envie : voyager. Alger, Paris, Bagdad, Sydney, Le Caire, Athènes, Istanbul, Amsterdam, Londres, Damas, Beyrouth... Institutrice à Jerissa, caissière dans un hôtel à Alger, transporteuse de fonds à Istanbul, femme de confiance, conseillère et amie de Ouarda El Jazaïriya, la dernière diva de l'Orient, attachée de presse à Aloès. Mais si tu lui demandes ce qu'elle fait, elle te répondra : « Je lis et je vais au cinéma. » Un Raskolnikov qui pense.

Ses héroïnes préférées sont telles que les décrit Toni Morrison, ces femmes qui préfèrent égorger leurs enfants plutôt que de les voir vivre esclaves, captifs. C'est une grande admiratrice de Hind, cette païenne célèbre dans tout le monde arabo-musulman pour avoir bouffé le foie de Hamza, le chef des armées du prophète Mohammed, vengeant ainsi la mort de son père et de son frère. Ma sœur Najet qui, même pour demander l'heure, pointe son revolver. Ma sœur qui n'attend rien de personne. Partisane du « marche ou crève ». Indémontable, elle vous dira des choses odieuses sans l'ombre d'un remords. Peut-être parce que sans attaches. Toujours sur le départ, une valise sur le pas de la porte, ne prenant jamais le temps de réchauffer sa place.

Elle a été initiée à se battre dans un monde d'hommes par une maîtresse redoutable, Chouikha, qui toute jeune en avait fait son lieutenant, son homme de main, ses yeux, sa calculatrice, son accompagnatrice ; ce duo montait des plans diaboliques pour satisfaire ses désirs, capables de s'entendre même pour étrangler mon père dans son lit. C'est Najet qui vendait pour ma mère au marché ses poules ou le blé que lui donnait ses terres. Aimant le luxe et la propreté, elle s'est toujours débrouillée pour les obtenir, quitte à le faire avec l'argent des autres. Je soupçonne ma sœur gangster d'avoir, à dix-sept ans, dévalisé l'économat du lycée du Kef, vol dont on n'a jamais retrouvé l'auteur. Sinon, comment expliquer que, les jours suivants, elle débarquait à la maison subitement propriétaire d'un énorme pick-up, de tous les disques de Ouarda, pleine aux as, m'offrant sans compter gâteaux et places de cinéma ?

Pour financer son premier voyage, elle n'a pas hésité à vendre nos énormes couvertures de laine, si précieuses lorsqu'il neige à Jerissa. Chasseuse de prime à l'occasion. Un jour, ma mère ayant découvert que ses bijoux de famille avaient disparu, c'est Najet qui a été chargée de filer Nejib, notre frère cleptomane, soupçonné de ce hold-up. Elle avait onze ans. Seule, elle a pris le car pour

Tunis, s'est postée au marché des joailliers, souk El Berka, et à l'aide d'un canif elle a confondu mon frère au moment où il s'apprêtait à écouler la marchandise. Triomphante, elle est revenue avec le coffret, sans obtenir d'autre récompense qu'une vague promesse : « Quand je mourrai, tu en hériteras. » La mort de ma mère tardant à venir, Najet s'est depuis servie...

Fuyant la foule, évitant tout contact physique, n'embrassant qu'à contrecœur, portant son paquet de cigarettes Cartier soigneusement enveloppé dans un sachet en plastique, elle guette les mauvaises odeurs. Allergique à la saleté, à l'odeur du foin, du tabac brun, elle n'a jamais été séduite par le monde des militants tunisiens : « Pour être des leurs, il faut sentir le bouc et je n'y suis pas prête. » Je crains fort que ma sœur ne soit une indécrottable misanthrope.

En 1982, elle a été expulsée d'Irak – pays où elle m'avait entraîné pour continuer nos études après que j'eus été renvoyé, comme elle, de tous les lycées de Tunis –, les *moukhabarate* la soupçonnant de relations trop proches avec les *fidayin* palestiniens. À son retour, les Services Spéciaux tunisiens l'avaient à leur tour longuement interrogée à propos de prétendues relations avec Septembre noir et de ses va-et-vient dans la nébuleuse de l'Orient. Najet est bien fille de la montagne, muette comme une tombe. C'est un samouraï, toujours seul avec pour unique compagnon un moineau mais qui, dans l'action, devient terrible.

C'est cet être farouche qui, curieusement, sera mon meilleur messenger dans le monde des riches. Cette femme a soulevé en ma faveur le peuple helvétique – députés, gens ordinaires, journalistes, conseillers fédéraux – avec des phrases revolvers : « Aidez mon frère. Vite. »

Depuis Tunis, Jalel, lui, va s'atteler à tourner la manivelle de ses solidarités dans le monde arabe. Il table sur trois fronts. L'Égypte qu'il connaît bien pour y avoir étudié le droit à l'université américaine d'Alexandrie, et où il a des relations avec d'anciens trotskistes devenus critiques de cinéma, écrivains surréalistes, militants de l'ombre d'organisations féministes. Le Maroc, où il a des liens avec le groupe d'Ila El Amam, Abraham Serfaty qu'il a rencontré à Amsterdam, en 1994, lorsqu'il animait des conférences sur la résistance à travers le monde. Et enfin, l'Algérie, pays dans lequel il a vécu quatre ans et tissé de solides relations, toujours dans les milieux d'extrême gauche, comme le Parti socialiste des travailleurs de Salhi Chawki, le Parti des travailleurs de Louisa Hanoune et des syndicalistes. Rafik El Khalfaoui, un exilé tunisien, trotskiste, sera son agent de liaison à Alger. Ensemble, ils avaient fui la répression vers l'Algérie après le procès des trotskistes, fin 1991, quand vingt-quatre militants de l'Organisation communiste révolutionnaire, leur groupuscule, avaient été arrêtés et torturés. Les survivants de ce procès sont aujourd'hui méconnaissables, broyés, pourchassés. Encore sous haute surveillance, ils doivent régulièrement pointer dans les commissariats de leurs villages où ils ont été quasiment bannis. Depuis, Rafik est toléré par la police algérienne qui le tient toutefois à l'œil. Il sera d'ailleurs enlevé devant la Maison de la presse et porté disparu pendant une semaine après avoir été de toutes les manifestations de soutien à mon ramadan qui se dérouleront à Alger. Les services de sécurité le cuisineront pour en savoir plus sur l'« affaire Ben Brik ».

C'est ce réseau, dans lequel on retrouve quelques journalistes, qui poussera le Syndicat national des journalistes à appeler, le 18 avril, à un rassemblement public à la Maison de la presse à Alger. Des partis comme le FFS, le PT, des députés, des avocats militants des droits de l'homme, des représentants des familles victimes du terrorisme, des mères de disparus, des syndicalistes indépendants, des membres du Conseil national économique et social monteront au front. Le même jour, le « Comité de soutien à Taoufik Ben Brik » allait naître. Puis les grands journaux privés, *El Watan* d'Omar Belhouchet, *Le Matin* de Mohammed Benchicou, *El Khabar* d'Ali Djjerri, *Le*

Quotidien d'Oran d'Abdou Benabbou, et même, au début, le journal gouvernemental *El Moudjahid*, vont suivre au jour le jour et à la « une » cette grève qui deviendra populaire jusqu'à l'intérieur de ce pays. Sans tarder, je demande à Najet de tout laisser tomber en Suisse et de se rendre en Algérie pour, encore une fois, être mon messager.

L'Algérie, ce pays goinfre, seize fois plus grand que la Tunisie, ce puissant voisin qui laisse toujours planer la menace de nous engloutir, a toujours pesé sur les décisions des régimes tunisiens. La mobilisation algérienne est pour moi l'équivalent de l'entrée des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale. J'ai réveillé la menace. À Alger, Najet est en terrain ami, conquis. Le front algérien, en dépit de ses divergences, va s'avérer d'une extrême solidité. Il fonctionne tout seul. Les éditos bombardent Ben Ali comme les canons de Navarrone, les comités de soutien se forment à l'intérieur du pays. Là-bas, elle s'appuie sur le réseau de Jalel, Yacine Temlali, El Kadi Ihsène, d'anciens trotskistes devenus journalistes, sur des plumes indépendantes comme Daïldha Dridi, Baya Gacemi. La sœur de « Taoufik la grève » est interpellée dans les rues, jamais elle ne paiera ses consommations. Ma grève de la faim, dans ce pays de sables mouvants qui t'engloutit dans ses débats trempés de sang, résonne de manière particulière.

Je suis journaliste, ce métier toujours en débat entre procès, assassinats, lâchetés et courage. « Le pouvoir de Ben Ali est encore plus gêné par notre action que par celle de la presse française, déclarera plus tard Baya Gacemi à Tunis. Pour une fois, il ne peut plus tenir le discours classique qu'on entend depuis toujours dans le monde arabe, à savoir : “Vous cherchez à imiter l'Occident et sa prétendue défense des droits de l'homme.” Aujourd'hui, c'est un pays arabe, avec infiniment plus de difficultés que la Tunisie, qui vient lui rappeler que la question des libertés n'est pas réservée à quelques-uns, qu'elle est universelle ¹ » À Tunis, ma grève est devenue La Mecque où l'on vient en pèlerinage. Je suis devenu l'enfant gâté, le morveux de ces centaines de personnes. La maison des Mestiri se transforme en centre de presse, en stand de diffusion et d'exposition de toutes les coupures de la presse internationale et de tous les communiqués dont nous disposons.

La police de Ben Ali a compris que notre seule arme était la communication, elle va lui faire une chasse impitoyable. Mes sept frères et sœurs auront leurs lignes de téléphone subitement coupées. Les fax de la LTDH, des femmes démocrates, des jeunes avocats, de quiconque m'approchait, tombaient mystérieusement en panne. Pour continuer à communiquer, nous avons planqué le fax qui nous reliait à la toile que nous avons tissée dans un lieu tenu secret et connu d'une seule personne. Chaque fois qu'un portable, notre avion furtif, était repéré par les écoutes ennemies et tombait, un autre était mis à ma disposition. Pendant cette étrange bataille des ondes, j'ai dû utiliser plus de trente téléphones portables différents. Nous jouions au chat et à la souris, jeu auquel tous participaient avec une toute fraîche désinvolture. Franchie, la ligne de la peur s'est révélée illusion. Nous sommes déchaînés.

Les frères ennemis se côtoient, oubliant ces rancœurs qui depuis des années les paralysent. Les membres de la LTDH parlent à ceux du CNLT, un syndicaliste avec un membre du Raid et les *beldi* papotent avec des gueux en espadrilles qui sentent. C'est le rez-de-chaussée de Babylone où même les mouchards vont et viennent dans l'indifférence générale. Nous n'avons rien à cacher. Il n'est plus un jour sans que l'AFP, dont nous connaissons la puissance, n'écrive au moins une dépêche sur ce campement hétéroclite. Les rares correspondants de la presse étrangère encore tolérés au pays de Ben Ali se pointent tous les jours, comme dans ces hôtels que les reporters adoptent quand ils couvrent une guerre. Le local du CNLT est désormais un lieu de rencontres, d'informations, de rumeurs, de commérages, de drague... Même l'argent, d'habitude si rare, ne manque plus. Les

visiteurs nous achètent généreusement nos photocopies des coupures de presse, de dépêches, de communiqués. D'autres glissent une enveloppe contenant parfois plus de 1000 dinars. Comme le faisaient les gens restés en bas pour les maquisards qui avaient pris les armes. Une contribution pour que vive la rébellion. Il faut dire que cette grève de la faim coûte cher. Mon bouclier médiatique, mes envoyés spéciaux, les photocopies, les télécopies, le téléphone, les déplacements de mon état-major, toute cette armée à entretenir, sans parler du café et des petits-fours, ont bien dû engloutir plus de 20 000 dinars tunisiens, soit environ 100 000 francs.

Dehors, la rue aussi fait sa grève et je n'y suis pas. Du 17 au 22 avril, Tunis se prend pour Beyrouth. Les lycéens, sous le prétexte oiseux d'une circulaire sur l'organisation des examens, ont envahi la rue. Après des troubles dans quelques lycées, le ministre l'a retirée, mais le mouvement s'est poursuivi. Venus de tous les lycées de la capitale, El 'Alaouia, Bab El Khadra, Sadiki, l'Ariana, le Bardo, ces jeunes se sont attaqués violemment à ceux qui représentent l'autorité. Comme une rivière en crue, ils ont traversé la ville en scandant : « Ni Slim (Chiboub, le gendre du président), ni Zine, ni Zebbi, nous n'avons peur que de Dieu », ou encore « Bourguiba, *ya meskine*, tu es mort sans palais en Argentine ». Un professeur me rapporte que certains lycéens ajoutaient, pour narguer la police : « On veut que Taoufik Ben Brik écrive sur nous. »

J'étais ce veilleur qui depuis des années attend l'éclipse et qui dort au moment où elle apparaît. Une telle manifestation, ça ne court pas les rues, j'ai failli reprendre mon colt de journaliste et laisser tomber ma faim. Mais c'était l'heure sacrée de ma sieste que même mon père sortant de sa tombe ne saurait abréger. J'étais gêné par ces visiteurs, journalistes amateurs, qui tout à cette fête sauvage voulaient me la raconter : « Ils étaient comme des Zoulous. On a vu des pierres passer. On se doutait que les lycéens les avaient lancées et que les policiers risquaient de les recevoir. »

Le quotidien de cette jeunesse est meublé d'attente et de rêves contrariés, elle est témoin de l'humiliation quotidienne de ses pères qui marchent en rasant les murs. Sur les trottoirs, les adultes approuvent ces mêmes qui bravent l'uniforme.

Les jeunes sont devenus la cible privilégiée des policiers. Contrôles d'identité, filtrage au faciès, insultes, passages à tabac... Devant une pizzeria, une discothèque, un karaoké, un stade, il y a toujours un fourgon de police prêt à les embarquer – de ces fourgonnettes qu'ils appellent *baga*, ces fourrières pour chiens que l'on croise régulièrement dans la ville, pleines à craquer. On sait qu'ils seront parqués dans la caserne de police de Bouchoucha où le tri sera fait. Les plus chanceux, les fils à papa, pourront rentrer chez eux ; les autres seront appelés au service militaire... Le spectacle de ces mêmes qui ont réveillé la ville morne est envoûtant. J'ai tiré sur le mors pour ne pas succomber à la tentation. Désolé, je suis sur un autre champ de bataille...

Pour entretenir le feu, j'invente chaque jour une nouveauté. Désormais, des groupes de militants vont m'accompagner dans mon jeûne. Ils ne veulent pas me laisser chavirer seul. J'ai l'étrange impression que tous ces personnages sortent de mes articles pour me tenir la main jusqu'à ce que je rentre dans ma nuit. Un jour, ce sont mes femmes-portraits, Radhia Nasraoui, Sihem Bensedrine, Imane Darwich, Fatma Ksila ; le lendemain, ce sont mes prisonniers politiques, Fahem Boukadouss, Abdelmoumen Belaness qui, depuis leurs geôles du 9-Avril, entrent avec moi en grève ; même mes exilés, comme Rached Ghanouchi, leader islamiste, y participe à Londres, puis c'est au tour de mon fugitif Hama Hammami qui, de sa planque, m'offre ces vers de Nazim Hikmet :

Si je ne brûle pas

Si tu ne brûles pas

Si nous ne brûlons pas

Et de nouveau ce sont les mots qui seront ma ménagerie, mon imagerie, mes Tomahawks qui ont illuminé le ciel de Bagdad. « La citoyenneté ou la mort », ce slogan pompier fait le tour du monde. France Inter en fait une bande-annonce. À Daniel Mermet qui m'interroge :

« Jusqu'où vas-tu aller ?

— Il n'y a pas de jusqu'où, Daniel. Je vais à la mort. »

Je t'annonce ma mort prochaine.

Pour les Italiens, j'évoque Giuliano Salvatore, ce Sicilien, bandit d'honneur qui tenait tête à la mafia et à Rome, Cinecittà, Fellini, Dino Buzzati. Pour les Allemands, je suis, en toute simplicité, *Le Tambour* de Gunter Grass et ma grève, *La Balade de Bruno S.*, de Werner Herzog. Pour les Algériens, je deviens Ali-la-Pointe, ce truand de la Casbah qui a défié les paras français. Pour les Portugais, je suis l'amoureux de Pessõa ; pour les Espagnols, le Sancho Pança qui vit de la folie de Don Quichotte ; pour les Scandinaves, ne craignant plus rien, je suis un Viking ; pour les Américains, je suis Lenny Bruce, humoriste de music-hall, dont la satire de l'Amérique bien-pensante des années soixante finira en tragédie. Pour égayer la presse mondiale, je fais le coup de Fellini dans *Amarcord*. Un homme perché sur un arbre qui n'arrête pas de crier : « Je veux une femme. » Je fais de même, mais en plus précis : « Je veux Fanny Ardant. » Et enfin pour les branchés sur El Jazeera, la CNN des Arabes, je sors mon arsenal de la poésie des brigands, pour toucher ce qu'il nous reste de fibre guerrière :

Guerrier ne prête pas le flanc, sois aux aguets.

Les balles sont réelles. Charge et replie-toi

La poudre est à ton chevet

Face à la mort, prends rendez-vous 2.

Puis je sors mon arme fatale : mes kilos perdus. En échange de chaque kilo, je demande un milligramme de liberté. Même si c'est impudique et que cela heurte la sensibilité de mon comité médical, j'étale sur la place publique mes bilans de santé. Il faut bien qu'elle serve à quelque chose cette grève ! Mes kilos perdus sont mes bataillons décimés, mon territoire envahi. À l'aide ! Que font les tuniques bleues ? Ce sont mes communiqués de guerre, que toute la presse reprend. « État de santé inquiétant », « Sa situation se dégrade de jour en jour », « Sauvons Ben Brik ». Le 21 avril, l'AFP écrit : « Sa situation nécessite maintenant une surveillance rapprochée, une hospitalisation va être inévitable pour une surveillance continue de ses fonctions hépatiques, rénales et cardiaques, car Taoufik montre des signes évidents d'épuisement de ses réserves. » Le 22 : « Taoufik Ben Brik, trente-neuf ans, a eu une perte de poids de dix-huit kilos, ce qui traduit une dénutrition sévère et menaçante, une forte asthénie, des troubles de la concentration et du sommeil sont également mentionnés par le comité médical. » Le 23 avril : « Un bilan signé par les cinq médecins qui suivent le journaliste faisait état dimanche "de l'apparition de lésions viscérales pouvant mettre sa vie sérieusement en danger", et ordonnait une hospitalisation "non négociable". » Ces cris de détresse ont transformé mon ramadan en « une grève en mondovision », selon la formule de Guy Sitbon dans *L'Événement du jeudi*. *Le Soir* de Bruxelles écrit : « C'est la grève de la faim la plus célèbre de ces vingt dernières années. » Tunis est à mon chevet. Elle m'accompagne dans ma dérive.

Une cinquantaine d'intellectuels arabes, des poètes, des cinéastes, lancent, à l'initiative du Syrien Haïtem Mena' de la Commission arabe des droits humains, un appel à cesser cette grève et me propose en échange de prendre la relève. Mon frère aîné, Hédi, sort pour la première fois de son

silence. Pour lui, je suis plus un fils qu'un petit frère, je ne l'ai jamais appelé par son nom, mais toujours Sidi. Je peux lui demander de l'argent sans me sentir humilié et c'est encore devant lui que j'étale mes faits de gloire, quêtant sa reconnaissance. Comme tous les aînés des familles tunisiennes, il a été élevé pour jouer ce rôle de soutien. Mes parents ont tout misé sur lui. Il se devait d'être notre modèle. Il est notre pilier à tous, frères et sœurs, cousins et cousines. Au printemps 1999, Pierre Devoluy, à l'époque rédacteur en chef à *Jeune Afrique*, m'a rapporté une conversation avec le Raspoutine tunisien, Abdelwaheb Abdellah, ministre, porte-parole de la présidence. Après s'être plaint de mes déclarations incendiaires, il aurait précisé : « Qu'est-ce qu'on lui a fait ? On ne lui a encore rien fait... d'ailleurs il a un frère riche. »

Depuis, ce frère n'est plus riche. Alors qu'il dirigeait une entreprise d'informatique florissante, depuis un quart de siècle, il est aujourd'hui quasiment ruiné. D'abord, ses ingénieurs ont été détournés vers des entreprises rivales. Puis il a été harcelé de procès. Les entreprises publiques l'ont exclu systématiquement des appels d'offre. Sa marchandise restait bloquée au fret pour d'obscures raisons. Les banques lui refusaient des crédits. Il envisage de s'expatrier, lui pour qui « une miche de pain chez soi vaut mieux qu'un château à l'étranger ». Au vingt et unième jour de grève, il m'a fait parvenir un message : « Ton frère te demande de ne pas mettre ta vie en péril parce qu'elle ne t'appartient pas. Elle est à Dieu. »

Et comme s'ils s'étaient tous donné le mot, j'ai aussi eu droit à la visite des vieux de Jerissa. Parlant par paraboles, un vieux compagnon de mon père m'a déclaré : « Un cavalier seul ne peut être le vengeur. » Mes avocats, mon état-major, Sihem, Jalel, le comité de soutien de TBB à Alger font à leur tour pression, soutenus par les gens d'Human Rights Watch, de Reporters sans Frontières, du Comité pour la défense des libertés en Tunisie de Kamel Jendoubi, basé à Paris. Denise Williams de Syfia m'avertit : « Je ne titrerai jamais : *Viva la muerte !* »

La direction du quotidien *La Croix* rend public un appel, le 20 avril : « En toute confraternité, je me permets de vous inviter à ne pas mettre ainsi votre santé – peut-être votre vie – en danger », et d'ajouter : « Vous avez déjà mobilisé autour de vous et de votre combat l'attention de nombreux médias [...] pensez à vos proches, à vos amis. Protégez-vous, protégez-les. »

Je suis installé dans le lit de la fille Mestiri, Essia, qui a fui chez ses grands-parents. Dans sa chambre de jeune fille, Madonna et Prince me regardent, je les sens eux aussi réprobateurs. Ses bandes dessinées, les seuls livres sur lesquels mon attention peut s'attarder, me permettent de m'évader temporairement...

Dans cette chambre, je suis enveloppé d'une folie d'amour. On me rend visite comme pour la dernière fois, comme à un mourant. Je suis le crucifié et, je dois bien l'avouer, après vingt jours de grève, devant tant d'attention, d'amitié, de publicité gratuite, je commence à me prendre au sérieux. Je suis Gandhi affaibli que toute l'Inde implore de mettre un terme à sa grève de la faim. Cette grève a ouvert une brèche dans la Citadelle. Je suis un guerrier à la tête d'une armée victorieuse qui harcèle un ennemi en débâcle et qui avance vers l'Arc de Triomphe.

Je me vois sur un écran, avançant au ralenti sur un cheval. Je suis devenu semblable à mes personnages de fiction, Taras Boulba, Spartacus, Khaled Ibn El Walid. Je deviens encore plus intraitable tout en me prosternant devant le Maître qui dit : « Je n'ai pas encore vu un homme qui eût une fermeté d'âme inflexible³. » « Je dois continuer pour mes ancêtres, ma mère, mes frères, mes sœurs, mes pays, mes amis, pour tous ceux qui m'ont soutenu. Je veux être digne de mes enfants. Je ne cesserai que lorsque les autorités me permettront de me poser sur une autre terre, que je sente que l'affront que l'on m'a fait en terrorisant mes enfants aura été réparé. » Je suis le torero qui a éreinté

le taureau et qui attend qu'il mette un genou à terre avant de lui enfoncer sa dague. Et la foule, cette femme versatile, s'interpose. Elle veut que je jette mon boléro...

Il faut la satisfaire, je ne suis pas de taille à la braver. C'est peut-être cette voix au téléphone que je n'ai pas pu soutenir. Cette voix désarmante : « Je te supplie. Je ne peux pas dormir. Tu es comme mon fils. » La voix d'une mère qui souffre. Une voix éthiopienne : « Donne-moi du pain, j'ai faim. » Devant une telle supplique, tu abduques, sinon tu n'es pas Homme. Je n'ai pu soutenir la voix de Marie-Claire Mendès France : « Au moins, va à l'hôpital. » Sa voix était le regard larmoyant d'un enfant. Parfois l'oreille voit avant les yeux. Le lendemain, je me prépare pour aller à la potence. « Sans un mot il obéit, s'agenouille sur les dalles, mains jointes comme pour une prière. Je patiente quelques secondes, le temps que ma vue s'adapte à l'obscurité. Quand ce sera mon heure, le moins que j'attendrai de mon compagnon, c'est la précision ⁴. »

Le 24 avril, le CNLT rend public un communiqué : « Taoufik Ben Brik accepte la décision d'hospitalisation de ses médecins et se rend à l'hôpital ce jour, lundi 24 avril 2000, accompagné de sa femme Azza Zarrad, son amie Sihem Bensedrine, son frère Jalel Zoghlami, Chawki Salhi (dépêché à Tunis par le comité de soutien algérien à TBB) et les doyens Mohammed Chakroun et Mohammed Talbi ainsi que de maître Jameleddine Bida et de son comité médical. »

Je suis accompagné par mes guerriers, les sages de la ville, mes chamans, mon épouse, tel un chef de guerre qui se rend.

1. *Le Monde*, 3 mai 2000. ↵

2. Taoufik Ben Brik, *Et maintenant, tu vas m'entendre*, Aloès, 2000 (recueil de poésies interdit). ↵

3. Confucius, *Entretiens du Maître avec ses disciples*, Mille et Une Nuits, 1997. ↵

4. Christopher Burns, *Du Corps*, Climats, 1994. ↵

8

Comme un faucon aux longues ailes qu'on porte sur le poing, lorsqu'il est lancé et que, pour son plaisir, il décrit de nombreux circuits dans l'air et continue à s'élever toujours plus haut jusqu'à ce qu'il ait atteint toute son altitude ; et pour finir, lorsque la proie est levée, il descend comme l'éclair et fonce brutalement sur elle : de même ferai-je, étant à présent enfin parvenu à ces vastes champs de l'air dans lesquels je vais pouvoir aller à mon gré et en toute liberté, errer quelque temps pour ma récréation, me promener dans le monde entier, me hausser jusqu'à ces orbites éthérées et ces sphères célestes, avant de redescendre enfin et retrouver les éléments que j'avais laissés »

Robert Burton

Je suis à l'hôpital universitaire Mongi-Slim de La Marsa, dans la banlieue nord et chic, à trente kilomètres de Tunis et à quelques pas du palais de Carthage. Je n'ai jamais vu un hôpital qui ressemble aussi peu à un hôpital. Une guérite de police est installée à l'entrée. La lumière est menaçante. Un soleil grand comme un cerceau râpe la terre qui bronze. On se croirait dans un de ces villages des régions steppiques où ne pousse que l'alfa.

Cet hôpital, un labyrinthe à la blancheur blafarde de la maladie, est bâti comme une succession de boîtes d'allumettes. Lieu de douleurs, ici ne sont traités que les grands malades aux visages ennoblis par la souffrance. Un cœur qui flanche, un estomac rongé par le cancer, une jambe amputée. Rien à voir avec la douleur existentielle, la douleur sartrienne. Des maladies qui métamorphosent les hommes en souris. Il n'existe rien de plus intime que la douleur. Quand ces patients voudraient se cacher pour geindre loin de la compassion mièvre des visiteurs à la santé éclatante, on les parque dans ces casernes où il n'y a pas de porte pour te protéger de l'indiscrétion des voisins. Dans ces hôpitaux, dits universitaires, les professeurs suivis de leurs disciples t'arrachent jusqu'à la feuille de vigne. Ils te chosifient, t'objectivent.

Il y a huit ans, j'ai perdu, ici, Mongia, ma sœur. Autrefois, on l'appelait Golda Meir à cause de sa force de caractère, avant qu'elle ne laisse les trois quarts de son estomac. Elle était nue, la peau sur les os, abandonnée dans un couloir. Quand elle m'a vu, elle m'a dit : « C'est atroce, je veux mourir. » Elle avait trente-neuf ans. J'ai maudit Dieu et ses prophètes. Qu'est-ce que je fais ici parmi ces gens qui tirent sur la corde de Dieu, alors que moi je la serre autour de mon cou ?

Je suis le borgne aux pays des aveugles. Je les entends me dire : « Tu n'es pas des nôtres. » C'est assourdissant. Je m'incline. Divine est la souffrance. Elle n'a pas d'égale. Elle est unique. Elle ne se partage pas. J'ai atterri dans cet hôpital parce que j'y ai mes entrées. Le principal médecin de mon comité médical, Tahar Mestiri, y exerce. Tout au début de ma grève de la faim, nous avons conclu un

marché : si l'un de mes organes nobles était atteint, j'accepterais immédiatement d'être hospitalisé. Tahar Mestiri est de ces médecins qui perpétuent la tradition d'Avicenne. C'est un gardien de la santé. Pour lui, l'échec serait de soigner un patient sans avoir pu prévenir sa maladie. Pour lui, je suis d'emblée un échec. Il guette impuissant l'irruption de la maladie sans avoir le droit d'intervenir. C'est la première fois qu'il est confronté à un cas pareil : « Existe-t-il des médecins spécialisés en grève de la faim ? » s'interroge-t-il à voix haute.

Membre fondateur du CNLT, il s'est toujours comporté en médecin, jamais en militant. Un métier qu'il exerce aussi à l'aide des mots, de la musique, des sentiments... L'Aspirine en dernier recours. Pendant trente jours, il m'a prescrit la musique de Maria Callas, d'Ella Fitzgerald, d'Oum Kelthoum et les films d'Emir Kusturica, de Clint Eastwood. Il me récitait des vers du poète irakien Bader Chaker Essayab : « Tes yeux sont une forêt de palmiers à minuit, ou deux fenêtres dont s'éloigne lentement le croissant de lune. » Avec des mots simples, il nourrissait mon ego faute de nourrir mon corps. « On se souviendra longtemps de ta grève de la faim. Ce que tu fais, ce n'est pas rien. » Je l'épie du coin de l'œil pour vérifier s'il ne se moque pas de moi. Apparemment si ! Les plis de sa bouche trahissent le fond de sa pensée : « Cela ne fera pas de mal à cette baleine de maigrir un peu ! »

En m'accueillant dans son service de réanimation, il prend le risque d'être radié de la fonction publique. Son atout, c'est d'être irremplaçable, il trime autant qu'un mulet, est aimé de tous parce que naturellement bon. À l'hôpital, je m'accroche à son regard comme un père à celui de son fils qui s'apprête à l'abandonner à l'hospice. Pour que je le lâche, il me donne un somnifère et me prête même son baladeur qui depuis ne me quitte plus. Me sachant nicotinomane, il m'accompagne jusqu'aux toilettes pour fumer. Je lui sais gré de ne pas avoir insisté lourdement pour que j'arrête de fumer, contrairement aux autres membres du comité médical qui me harcelaient de leurs conseils : « Arrête, tu vas t'esquinter la santé. » Une santé qu'ils prenaient plaisir à tester en m'envoyant de grandes gifles sur la figure, en me tapant avec un marteau sur les articulations au prétexte de contrôler mes réflexes, tout en m'auscultant de préférence devant mes visiteurs, me contraignant à dévoiler ma bedaine pendante.

Cette première nuit à l'hôpital me fait du bien. Je me suis réveillé complètement retapé. La pression s'est éloignée et je n'ai plus des dizaines de mains à serrer, des dizaines d'histoires à écouter. Le glucose coule dans mes veines.

La dernière semaine m'avait laissé irritable, irascible, au point de me rendre aussi odieux qu'un homme souffrant d'une dent pourrie. Je ne supportais plus le bruit de la porte qui claque, j'imposais le silence, obligeant mes amis à aller chuchoter dans la cuisine. Hargneux, je ne supportais plus la présence des hommes et encore vaguement celle des femmes. Je dois avouer que j'ai même tabassé un syndicaliste de renom.

Ce jour-là, Tahar Chaïb, ancien secrétaire général du syndicat des professeurs universitaires, était arrivé à la pointe du jour, aux alentours de sept heures du matin. Il me lançait des regards noirs, haineux, me reprochant de l'avoir inscrit sur une liste de grévistes qui ne lui plaisait pas, mais alors là pas du tout. Il fulminait à coups de « Pourquoi tu m'as fait ça ? Tu n'aurais pas dû », des « Non mais ça ne va pas, ça ne va pas du tout ». Les raisons de sa colère étaient absurdes. Par inadvertance, nous l'avions inscrit sur la même liste que les syndicalistes du café D'El Capo, pour faire un jour de grève. Nous avons oublié qu'il leur vouait une vieille haine : « Qu'est-ce que j'ai à voir avec eux ? Tu ne sais donc pas que moi j'appartiens au groupe des syndicalistes libres ? » J'essayai de le convaincre, tout en lui donnant du monsieur Tahar, que ce n'était pas grave et je lui proposai de

rejoindre la liste des femmes démocrates, ce qui l'acheva.

« Non et non. Tais-toi donc, enfoiré, pédale ! Je devrais peut-être venir déguisé en Écossais ? » Mon premier coup de tête l'a complètement réveillé, et j'ai cru même entendre cet athée réciter la Chahada. Je l'ai pris par le collet en lui chuchotant, les dents serrées : « N'ouvre plus la bouche, ne te retourne pas et pars vite, sinon je t'enlève ton pantalon. » « Que Dieu te maudisse, moi qui te croyais bien éduqué, tu n'es qu'un *zoufri*. » Le lendemain, cet incident fera la « une » de la presse de caniveau à Tunis qui pour la première fois, au dix-septième jour, évoquera ma grève en la mettant en doute : « Drôle de gréviste ! Il est capable de se battre avec Tyson. »

Ce matin, je suis détendu. Si j'ai choisi finalement d'être hospitalisé c'est pour trouver une sortie honorable. Mes médecins étaient prêts à rendre un avis médical m'imposant l'arrêt de mon ramadan. Il suffisait d'un signe. Je me moquais de n'avoir rien obtenu de mes pseudo-revendications, ni passeport, ni ligne de téléphone, ni liberté d'écrire. Je voulais juste que la police revienne.

J'ai été servi au-delà de toute espérance. Je joue les prolongations. Cette grève aurait sans doute pris fin il y a dix jours à Aloès si Ben Ali m'avait ignoré. Mais grâce à lui cette grève de la faim est devenue le meilleur article que j'aie jamais écrit. J'ai poussé des centaines de journalistes à écrire à ma place sur la Tunisie. Je hais l'écriture, ce calvaire pareil à la pêche à l'espadon. Face à une feuille blanche, je me ceinture, de peur que mes entrailles n'exploient. Subitement j'ai la bronchite, une tumeur au cerveau, le cancer du sang, la tuberculose, mes dents de sagesse se réveillent. D'ailleurs, j'ai trouvé la parade : je fais toujours appel à une autre personne pour écrire à ma place. Que m'importe qu'une phrase soit d'un autre ! L'important, c'est qu'elle soit vendable et que je n'aie pas à la réécrire. C'est le rêve de tout forçat. Je donnerais un doigt pour changer de métier, ce journalisme à la chaîne où l'on doit compter les signes et les interlignes.

Avec tous ces articles, écrits dans toutes les langues, mortes et vivantes, Ben Ali en a reçu plein la tronche. Je crois avoir réussi à lui faire oublier mon article sur l'incendie du marché Moncef Bey. Il a maintenant d'autres motifs de m'en vouloir... Moi aussi...

Dix heures du matin, un mouvement bizarre autour de moi. Des costumes noirs s'agitent dans le couloir. Je ne vois plus aucune blouse blanche... Un certain Si Ben Ammar, le chef du service de réanimation, me rend visite : « Il y a beaucoup trop de bruit ici. Nous allons t'installer au service de médecine interne, dans une chambre pour toi tout seul. Ce sera plus calme et tu pourras fumer. » Je lui fais confiance jusqu'à ce que l'on m'installe dans un pavillon en chantier, où le bruit est infernal, dans une chambre glaciale meublée d'un lit de prisonnier, d'une commode en fer rouillé, avec des toilettes de café maure. Une chambre aveugle : personne ne peut me voir et je ne vois personne. Même le verre de la porte est recouvert de papier kraft. J'ai l'impression d'être dans un débarras de concierge, une de ces loggias coincées sous des escaliers qui ne sont ni des rectangles, ni des losanges, ni des triangles.

Je me sens délaissé, avec des médecins que je ne connais pas. Je me rappelle mon fils Ali, la première fois où je l'ai laissé dans un jardin d'enfants. Quand je suis revenu le chercher, il était cloîtré dans le silence et ce n'est que lorsque nous nous sommes retrouvés dehors qu'il a éclaté en sanglots. Cette chambre me donne envie d'imiter le locataire suicidaire de Polanski. Pour moi, la chose est entendue : il n'est pas question que je reste ici ! Mais ce que je ne sais pas encore c'est que, depuis mon arrivée, le ministère de l'Intérieur a fait main basse sur l'hôpital.

Dans le jardin, le parking, à l'entrée, des policiers sont déployés. À chaque étage, devant l'ascenseur, les escaliers, les issues de secours, sont postés des costumes noirs déguisés de blouses blanches toutes neuves. Tous ceux qui sont venus me voir ont été impitoyablement refoulés. À une

heure de l'après-midi, heure de visite, le chef de service de médecine interne, Si Dridi, se pointe, la queue entre les jambes, s'empare de mon dossier médical et prend la poudre d'escampette. Pendant que dans le couloir ma femme Azza, Sihem Bensedrine et ma sœur Saïda se battent à coups de poing avec des malabars. Ne me trouvant pas dans la même chambre qu'hier, elles craignent le pire. Pourquoi cherchent-ils à m'isoler ? À force de hurlements et de colère, elles arrivent à rejoindre ma chambre. Alors qu'elles tentent de refermer la porte, criant comme seules les femmes savent le faire, leurs poursuivants les repoussent. La bagarre continue. Mes furies les rouent de coups. Les policiers se contentent d'esquiver. Moi, debout avec ma perfusion, maladroit comme un jeune circoncis, je ne sers pas à grand-chose.

Il n'y a plus aucun médecin, ni infirmier, le corps médical s'est volatilisé. Comment des médecins ont-ils pu m'abandonner à la police ? Ces hommes auxquels on se livre comme à nul autre. Il n'y a qu'à eux que l'on dit : « Déshabille-moi. Ouvre mon ventre, s'il le faut, enlève ce que tu veux, et si je meurs ce ne sera pas de ta faute. » Ces gens ont failli.

Je ne saurais dire combien de temps nous sommes restés dans cette situation démente. Quand Tahar Mestiri réapparut, il demanda aux deux policiers de sortir. « Nous n'avons pas d'ordre à recevoir de toi », laissent-ils tomber, sardoniques. Il n'insiste pas et, quand il revient, me tend un bout de papier : « Tu as respecté ta part du contrat, je n'ai pas pu respecter la mienne. Tu n'es plus sous l'autorité médicale. Tu es libre de sortir même contre avis médical. »

J'arrache alors les tuyaux de la perfusion. Voyant mon sang couler, mes deux gardes-chiourmes paniquent. D'un ton n'admettant pas de réplique je leur ordonne : « Sortez immédiatement. » Ils sortent sans demander leur reste. Saïda me garde et m'aide à remballer mes affaires. Azza paye la note. Sihem court au téléphone, demande une ambulance, l'hôpital refuse d'en mettre une à ma disposition. Elle cherche une autre clinique mais, ce jour-là, comme par hasard, elles sont au complet... dès qu'elle leur décline l'identité du malade.

Sur dix sollicitées, seule la clinique privée Saint-Augustin, dans le quartier résidentiel de Mutuelleville, tenue par des sœurs et placée sous l'autorité de l'épiscopat de Tunis, accepte de m'accueillir. Couché sur une civière portée par l'équipe de l'ambulance privée, je quitte l'hôpital. Arrivé devant des escaliers, deux policiers nous viennent en aide, l'un d'eux me chuchote : « Tiens bon, Dieu est avec toi. »

Il ne manquait plus que ça ! Un flic qui a un cœur à la place de rangers. Curieusement, aucun ne tente de me retenir. Ont-ils reçu l'ordre de ne pas intervenir ou bien n'ont-ils pas d'ordre pour ce cas de figure ? Dans l'ambulance, je me repais de mon image de gréviste errant. Tunis défile le long de cette autoroute qui la coupe en deux et la relie à la banlieue chic. J'ai peur que l'ambulancier bifurque à droite vers la Dakhilia, je me prépare mentalement à lui sauter à la gorge. Je ne sais plus si je suis à bord d'une ambulance ou d'un fourgon de police. Je me remémore ces innombrables films où les gangsters arrivent à s'évader. Où est le faux barrage où mes compères me libéreront ? Quand nous arrivons, tout le corps médical de la clinique m'attend sur le perron comme, je suppose, il accueillerait un mourant.

Le docteur Lamjed Bensedrine, frère de Sihem et patron du service de médecine interne, me reçoit vertement : « Je me moque de ta grève de la faim, ici tu es sous mon autorité médicale. Je ne te forcerai pas à te nourrir mais je veux que tu coopères. Le jour où je sentirai que tu dois te nourrir, tu le fais ou je te vire », puis il conclut, théâtral : « Ici on ne fait pas de politique. » Je ne sais pas pourquoi cet homme fringué comme un dandy, avec ses gestes théâtraux, ses manières raffinées, me fait pouffer de rire. Avec lui, c'est toujours la *commedia dell'arte*. « Les visites sont interdites.

Inscrivez-le sous un pseudonyme et seule la famille et ceux qui le connaîtront seront autorisés à monter dans sa chambre. » Rassurées, Azza et Sihem, un sachet plein de dinars en main, ameutent tout le monde depuis des cabines téléphoniques.

Et c'est de nouveau le défilé, Omar Mestiri et Khallil Ezaoui, membre de mon comité médical, arrivent les premiers avec le mari de ma sœur Saïda, Khemaïs Mejri, et, chose inattendue, ils sont suivis par les représentants du comité de soutien à TBB d'Alger, les journalistes Baya Gacemi, El Kadi Ihsène et Yacine Temlali. Carole Vann, de l'agence suisse InfoSud, est également présente. Ils ont été précédés, cependant, par la police. Devant le portail, ils forment une véritable grille humaine. Dans les couloirs, ils circulent librement en dépit des consignes. Le corps médical a de nouveau disparu. Pas une bonne sœur à l'horizon, même le standard est réquisitionné. Seules quelques femmes de salle vont et viennent, apparemment chargées de jouer les mouchardes.

Dominique Lagarde, journaliste à *L'Express*, venue pour faire un reportage sur l'agitation sociale, qui passait me saluer brièvement, est arrivée pour son malheur avant mon escorte de flics. Piégée, elle ne peut plus sortir, ce qui la scotche au fauteuil de ma chambre dans un silence angoissant. On ne peut pas lui reprocher de souhaiter fuir au plus vite cet endroit maléfique. D'autant plus qu'elle m'avait averti : « Je suis venue pour les émeutes, pas pour toi. » Trop tard pour les émeutes, elle se rabattra sur moi. Dehors, les policiers laissent passer mes proches : Azza, Jalel et Saïda. Tous mes autres visiteurs sont poussés dans des fourgons et jetés loin de l'hôpital. Mon beau-frère, Khemaïs, se retrouve à Charguia, une zone industrielle à dix kilomètres de Tunis, après avoir été tabassé avec une manivelle. Omar Mestiri est abandonné dans la forêt du Belvédère, à un kilomètre. Deux journalistes algériens sont balancés sur l'avenue Jugurtha à un kilomètre de là. Étrangers à la ville, ils ne sauront pas revenir.

La clinique est en état de siège. Il y a plus de flics que d'arbres. À croire que toute la Dakhilia s'est déplacée. De ma chambre, devenue poste de commandement, grâce à un portable tombé du ciel, j'informe mon boucher médiatique. Ce portable m'a été prêté par Éric, un touriste français de passage, le temps pour lui de revenir de sa tournée dans le Sud tunisien. Et s'il a échappé à la vigilance de la police c'est parce qu'il est sur un réseau étranger. Jalel, Azza et Saïda restent postés devant la porte de ma chambre.

À six heures, des femmes démocrates, des avocats, des membres du Conseil national, des syndicalistes, des étudiants, des cousins, bref plus d'une centaine de personnes, se massent devant le portail humain. Une armée de policiers, aigles noirs, police d'intervention rapide, des durs, Services Spéciaux, brigade canine avec leurs chiens-loups, flics en civil aux gueules de truands, recrutés dans les bas-fonds de la Tunisie, anciens prisonniers, anciens délinquants, armés de poings américains, font face à ma tribu. Tous les chefs de district de Tunis, du Bardo, de l'Ariana, d'El Menzah sont là. Imed Daghar, l'adjoint du chef de la police de Tunis, dirige les opérations.

Apparemment, ils ont pour consigne de m'isoler sous leur haute surveillance. C'était compter sans mes mégères : Azza, Saïda, maître Radhia Nasraoui, de cette tribu ferchichi qui a donné son nom à l'Afrique, Fatma Ksila, la femme du vice-président de la LTDH, le prisonnier le plus médiatisé de Tunisie. Radhia, fidèle à sa réputation de sorcière, les traîne dans la boue : « Bande de chiens, corrompus, lèche-bottes ! » Fous de rage, les policiers chargent et dispersent la foule.

Ma femme se prend pour Jeanne d'Arc : « En avant ! Avancez, n'ayez pas peur de ces salauds ! » Fatma Ksila, pour ne pas demeurer en reste, va mettre le feu aux poudres. Elle gifle un policier, pas moins. Au lieu de s'en prendre à elle, ils s'attaquent à son mari qu'ils jettent à terre et rouent de coups de pied. « Ils ont tué mon mari ! » hurle Fatma en se griffant les joues et se frappant

violemment les cuisses. Khemaïs perd connaissance. Mourad Blibèche, mon truand d'avocat, se jette dans la mêlée, à coups de tête et de dents. C'est dans la rue qu'il a appris à se battre ainsi. Jalel fait des croche-pieds aux policiers. Radhia s'agrippe à l'un deux. Ma femme en attrape un autre par la ceinture. Les policiers n'en reviennent pas : « Eh bien, bravo ! Et dire que vous vous prenez pour des intellectuels ! On aura tout vu. Bâtards, voyous, fils de sperme de chiens ! »

Nous sommes en plein *West Side Story*. Véritable bataille rangée entre tribus se disputant un territoire. Dès qu'un flic touche à une femme, ils hurlent et se jettent sur lui. Même le très chic avocat Jameleddine Bida, ce francophone snobinard qui roule les « r », se met en position de boxeur, non sans avoir enfilé ses gants de chevreau. La très aristocratique Khadija Cherif, femme démocrate, se révèle une charretière, à la surprise de tous. Toute cette élite rendue timorée par treize années de plomb, de chasse à l'homme, de filature, de mise sur écoute, se métamorphose en adolescents frondeurs qui s'éclatent en cassant de la flicaille. Cette bataille burlesque va durer de six heures à minuit. Les habitants de Mutuelleville, toutes lumières allumées, sont aux premières loges.

Moi, j'entends des cris depuis ma chambre entourée de flics. Des vagues de cris qui s'éloignent, puis se rapprochent. Je ne sais pas qui poursuit qui. Dieu, les prophètes et toutes les mères sont niqués. Je fulmine comme un lion en cage. J'imagine qu'ils sont en train de fracasser le crâne de ma femme, de ma sœur, de mon frère, de mes amis. Au téléphone, je fais entendre, *live*, ces cris d'égorvés. À Kamel Jendoubi à Paris, à Donatella Rovera à Londres, à Joël Campania à New York : « Écoutez ces cris affreux, ils sont en train de les massacrer. » À minuit, le chef de service, Lamjed Bensedrine, arrive enfin. Il s'adresse aux policiers en prenant l'attitude autoritaire d'un commissaire : « Vous bloquez les issues ! Dégagez immédiatement ! » Les policiers, conditionnés à exécuter des ordres, se ramollissent. Ma tribu en profite pour envahir le hall de la clinique.

Lamjed continue avec moi son numéro de commissaire : « Ici, tu es sous l'autorité médicale. Si tu veux rester, tu restes. Si tu veux t'en aller, tu t'en vas. Tu fais à ta guise. » Je préfère rentrer chez moi. Bien que je puisse parfaitement marcher, il me met sur une civière. La mise en scène me plaît. Je sors sous le regard hargneux des policiers qu'une barrière invisible semble retenir.

En moins de cinq minutes, ma tribu se disperse. Chacun rejoint sa voiture dans le claquement des portes, le bruit des pneus. Ils s'interpellent : « Tu as une place pour moi ? » « Monte »... « On se retrouve tous chez Taoufik, *dar* Taoufik. » C'est un bien étrange cortège qui défile à travers la ville. L'ambulance en tête, suivie d'une cohorte de voitures, le tout encadré de fourgons de police, de motos, de gyrophares et de sirènes qui nous poursuivent dans la nuit. Le portable n'arrête pas de sonner. Une radio suisse, une agence de presse espagnole, une organisation égyptienne des droits de l'homme, un avocat marocain viennent aux nouvelles. Je refuse de les prendre. Je suis entre la guerre et la paix. Je suis en mouvement. Je ne peux pas à la fois agir et commenter. Tirer et parler. Robert Ménard, de RSF, appelle : « Tiens bon, demain je débarque à neuf heures du matin avec une équipe de journalistes français. »

Dans ma rue, des voix s'écrient : « Ils arrivent ! » ; comme du haut des montagnes basques, ce cri est repris en écho : « Ils arrivent ! » Il y a là tout un peuple de voisins, d'épiciers, de gardiens... Jusqu'à ma belle-mère, cette citadine réservée, qui pleure comme une madeleine. Je franchis l'Arc de Triomphe. C'est la fête, personne ne veut rentrer chez soi. Chacun arbore ses blessures comme des faits d'armes. Chawki l'avocat et ses lunettes cassées, Radhia et ses bleus, Fadel Ghedamsi, un autre avocat, me dit, ravi : « Ils m'ont assommé », un autre montre fièrement son costume Boss déchiré, des visages tuméfiés... Ce jour-là, le *glaiieb*, le petit cœur, s'est réveillé. On se remet à croire à ces valeurs jugées désuètes : le courage physique, la bravoure, le plaisir de se frotter les uns aux autres,

comme des joueurs de rugby.

Le vin coule à flots, on partage d'énormes pizzas dans le jardin, dans le couloir, dans la cuisine... Je passe entre ces paillards pour vérifier qu'ils ne manquent de rien. On se salue, *saha*. Ce soir, ce sont des Vikings buvant dans des cornes de bélier, découpant des poulets à la main, avalant sans manière des casse-croûte de *chawarma*, se léchant les babines. Mes bourgeois sont méconnaissables. Ils s'allongent ivres à même le sol, sur l'herbe, sur les tapis. Assis dans l'escalier, des couples s'embrassent pendant que Radhia chante : « La nuit sous le jasmin. La brise est mon rivage. »

Moins romantique, un ours entonne : « Ici le paradis. Là l'enfer. Choisis : où veux-tu que j'introduise mon arme ? » Chants obscènes, rires païens. Dehors, la meute veille à la frontière de la rue 7134. Défiée par le gibier qui fait la fête dans son terrier, elle se contente pour cette nuit d'en occuper seulement les issues. 26 avril, au matin de ce vingt-quatrième jour de ma grève de la faim, ce n'est plus ma maison qui est quadrillée mais tout le quartier. Ils sont là et demandent leur revanche.

À dix heures, l'arrivée du secrétaire général de RSF, Robert Ménard, et de son assistante, Virginie Locussol, accompagnés de Julia Ficatier de *La Croix*, d'Angélique Bouin de France Inter et de la photographe Isabelle Simon, de l'agence Sipa, va leur en offrir l'occasion. Une centaine de policiers font barrage. Après de brèves négociations avec un responsable, Robert Ménard et son équipe n'obtiennent pas l'autorisation de me rencontrer. Ma farfelue de femme sort de la maison, franchit le barrage, improvise un meeting et crée un embouteillage dans la rue : « Taoufik se meurt. Il est en résidence surveillée. » La photographe commence à prendre des photos, l'assistante de Ménard braque sa caméra, l'autre sort son Nagra. Les policiers deviennent fous, comme si on avait pointé des armes sur eux. Ils se saisissent d'Azza qu'ils projettent violemment au sol. Jalel accourt : « Vous n'êtes pas des hommes, vous frappez la femme de mon frère. » D'autres policiers arrachent le matériel des journalistes qu'ils piétinent. « Lâchez vos appareils, ne filmez pas, on vous dit de ne pas filmer, de ne pas enregistrer. Partez, partez au plus vite, sinon ça ira mal. » Et c'est reparti... Sihem les griffe au visage, Azza perd ses lunettes, Jalel est poussé dans un break dont les policiers ont arraché le hayon pour y introduire ce taureau qui rue. Aujourd'hui, ils ont ordre de frapper. La rumeur raconte qu'hier Ben Ali serait entré dans une vilaine colère : « Ils osent donc lever la main sur ma police. Brisez-les. » Les journalistes français courent se réfugier à l'ambassade de France. Azza rentre à la maison éberluée, comme si elle venait d'échapper à un vingt-deux tonnes. « Ils ont embarqué Jalel, Sihem, 'Am Ali et Taïeb Ben Nooman et ils m'ont pris mes lunettes. » Mon portable a été repéré au moment où j'étais en communication avec le bureau de l'AFP à Tunis. Il ne répond plus. Carton rouge. Ben Ali vient de commettre le tacle fatal que j'attendais. Penalty et but avant même de tirer.

Le jour même, la Ligue tunisienne des droits de l'homme, l'Association des jeunes avocats et l'Association tunisienne des femmes démocrates dénoncent « vigoureusement cette tournure dangereuse et sans précédent dans le comportement observé à l'égard de la société civile ». Le lendemain, depuis un voyage officiel en Croatie, le président du groupe socialiste au Parlement européen, Enrique Baron, condamne : « Il est absolument intolérable que le gouvernement tunisien interdise à des journalistes de faire librement leur métier. » Bruno Frappat écrit : « Les régimes policiers ont une aptitude à la sottise qui ne cessera jamais ni d'étonner, ni d'indigner. [...] Quel crime contre la Tunisie, contre le peuple tunisien, cette redoutable délégation, armée de stylos, de magnétophones et d'appareils photo, s'apprêtait-elle à commettre ? Un attentat à la solidarité, un complot de liberté ! La belle et grande stratégie qui voit un régime mettre lui-même en scène, sous les yeux du monde, ce qu'il ne veut pas laisser voir ! » Mais le monde ne verra pas tout. Dans un

Instantanément, une nuée de barbouzes se jette sur nous, fracasse les appareils et nous tabasse. J'entends un ordre derrière moi : « Prenez Sihem ! » L'un d'entre eux se jette sur moi, me lance un violent coup de poing dans le ventre, me fait tomber à terre et me traîne par les cheveux sur cent cinquante mètres jusqu'à une voiture aux couleurs de l'Office des ports aériens de Tunisie. Là, il me jette dans la malle et un flic s'assied sur moi pour m'empêcher de m'enfuir. Dans la voiture sont déjà embarqués Jalel, Ali Ben Salem, trésorier du CNLT, soixante-douze ans, et Taïeb Ben Nooman, étudiant.

La voiture s'arrête au poste de police d'El Manar et on nous fait descendre un à un. Quand mon tour arrive, je vois, dans le couloir où on me mène, Taïeb Ben Nooman couché face au sol, à côté d'Ali Ben Salem qui hurle de douleur alors qu'un flic est en train de sauter sur son dos. Je crie que c'est un homme âgé et malade et qu'il risque de le tuer. Le tortionnaire lui écrase alors le dos de plus belle en proférant des mots orduriers et des accusations de trahison à la patrie. Puis il se rue sur moi, m'attrape par le cou et me plaque à terre, à mon tour, face contre le sol. Il se met alors à m'écraser le visage avec ses brodequins, à sauter de tout son poids sur mon corps, il doit mesurer un mètre quatre-vingt-dix et peser au moins cent vingt kilos, sur mon dos et ma colonne vertébrale, sous une pluie d'obscénités, fustigeant Bourguiba qui a « permis à la femme de s'instruire ! ». Vient le tour de Jalel, on lui demande de se mettre au sol, il refuse. Trois hommes l'empoignent et se mettent à le battre jusqu'à le faire tomber. La même opération se répète avec lui : le même tortionnaire se met à sauter sur son dos et son cou. Au bout d'un moment, ils s'arrêtent, l'un d'entre eux nous asperge d'un aérosol qui devait être du gaz lacrymogène asphyxiant et irritant. Nous ne pouvons plus respirer et nos visages sont enflés. Par la suite, ils nous autorisent à nous asseoir, toujours au sol, en nous expliquant qu'ils ont reçu des ordres de « très haut » pour nous tabasser. Ils nous isolent chacun dans un bureau et commencent les interrogatoires. Ali Ben Salem, resté par terre près du bureau où je suis interrogé, ne peut plus se relever. Ils tentent de le forcer, je leur dis qu'il a une atteinte très grave au rachis dorsal et qu'il faut qu'il reste sur un plan dur. Ils le laissent un moment, puis tentent de l'asseoir de force. Il hurle de douleur. Je demande qu'ils me laissent appeler un hôpital. Ils refusent. Je fais valoir mon droit à un appel téléphonique à ma famille, ils refusent encore. Au bout d'un moment, il doit être environ seize heures – ils nous avaient enlevé montres, bagues, ceintures et lacets –, ils m'annoncent qu'ils ont reçu l'ordre de l'envoyer à l'hôpital et l'embarquent dans une voiture de police. J'ai su plus tard qu'Ali Ben Salem a été jeté comme un sac au cœur de la forêt de l'Ariana, à quinze kilomètres de Tunis. N'eût été des ouvriers passant par là, qui l'ont porté jusqu'à un taxi, Ali serait peut-être mort !

Vers dix-sept heures, je vois Jalel, le visage en sang et le nez fracturé, partir les menottes aux poings. Vers dix-huit heures, Taïeb est libéré. Après avoir subi un interrogatoire et signé un procès-verbal où je suis accusée « d'attroupement sur la voie publique et incitation à la rébellion, de voies de fait sur fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions et outrages aux bonnes mœurs », on me signifie que je vais comparaître en état de liberté. Ils me libèrent vers vingt et une heures quinze. Je vais récupérer ma voiture stationnée près de la maison de Taoufik. Elle est sens

dessus dessous, même les housses ont été enlevées et tout ce qui pouvait avoir de la valeur a disparu...

Entre-temps, à dix-sept heures trente, je suis surpris par la visite de Marie-Claire Mendès France qui arrive de Paris. « Si tu viens à Tunis, j'arrêterai ma grève de la faim », lui avais-je promis. Jamais je n'aurais pensé qu'elle ferait le voyage. Sans perdre une minute, elle me rappelle : « Voilà, je suis venue, j'ai tenu parole. » Je la regarde comme si elle était un flacon de poison et je bois un verre de lait. Ma grève de la faim est finie. Satisfaite, elle me complimente : « Tu es comme Mendès France, comme lui, tu n'as qu'une seule parole. »

Je voudrais rester seul maintenant.

À Tunis personne ne comprend ce geste insensé, inspiré de surcroît par une étrangère, alors que j'ai rejeté toutes les demandes, même celles des amis de mon père, les vieux de Jerissa.

Azza me fuit, silencieuse, réprobatrice. Pour tous, j'ai choisi d'arrêter au pire moment. Nous sommes sans nouvelles de Jalel, de Sihem, de 'Am Ali et de Taïeb Ben Nooman, tout le quartier est assiégé, des amis ont été humiliés devant ma porte, des journalistes ont été chassés, leur matériel démoli... « C'était ahurissant, écrira El Kadi Ihsène, journaliste à *Libre-Algérie*. Le sentiment de gêne que "sa performance" a produit au sein du comité de grève est insoutenable. Des polémiques ne manquèrent pas d'éclater un peu plus tard, des militants ne cachant pas leur déception devant une telle issue ¹ » Azza se couche tôt, la maison est sombre. Je suis coupé du monde, sans portable, mon état-major est dispersé... J'ai le sentiment atroce de celui qui a trahi son pays. Seul, je revois Don Vito Corleone quand, après l'assassinat de son fils, il décide de prendre les choses en main. Pour sauver son dernier héritier, il n'hésitera pas à baiser le front de son ennemi.

À une heure du matin, je sors. Les policiers bivouaquent. Ils sursautent comme s'ils avaient vu un spectre. Je m'adresse à l'un d'entre eux et je demande à voir Taoufik Bououn, le chef de la police présidentielle qui dirige les opérations. Je l'avais déjà rencontré, en juin 1999, pour récupérer des dossiers que la police m'avait confisqués après avoir investi ma maison. J'en garde le souvenir d'un homme élégant, ressemblant à Robert Redford, citant pour séduire Danton et Robespierre. En moins sympathique et pour m'impressionner, ce spécialiste du renseignement dresse mon portrait-robot. Dix minutes plus tard, il arrive avec ses gardes du corps. Je lui suggère que nous parlions seul à seul. Il accepte. Nous voilà partis pour une balade dans la rue.

« J'ai arrêté ma grève de la faim. Libérez Jalel.

— Ce n'est pas si simple, *ya* Si Taoufik. Il a frappé et insulté des policiers.

— Vous ne voulez pas que cette machine infernale s'arrête ? Je demande simplement que Jalel rentre chez lui.

— Et vous, vous arrêterez vos déclarations, vos attaques contre le régime ? Vous n'écrirez plus d'article ?

— Mes déclarations, oui. Écrire, c'est une autre affaire. Mais je vous promets que si Jalel est libéré, je m'occuperai de ma santé.

— C'est une proposition honnête. Donnez-moi une heure et vous aurez une réponse. »

Nous revenons sur nos pas. Je rentre chez moi, pendant qu'il se saisit de son talkie-walkie. Une heure plus tard, il frappe à ma porte :

« Si Taoufik, c'est impossible, tout le monde dort, nous verrons demain.

— Très bien. Je vous informe que demain je reprends la grève de la faim, une grève sauvage, sans

eau, sans sucre et sans assistance médicale. Vous allez en pâtir.

— Faites attention à ce que vous dites. »

J'ai déjà claqué la porte. La grève de nouveau. Je m'endors en paix.

Le lendemain, je demande à Azza d'entrer en contact avec Chawki Tebib, mon avocat et mon ami depuis dix-sept ans. À trente-six ans, il est le président de la puissante Association des jeunes avocats, qui compte autour d'un millier d'adhérents. Tout au long de ma grève de la faim, il avait été contacté par des gens en relation avec le pouvoir, comme Mohammed Ben Salah, président de l'association des journalistes, Taoufik Bouderbala, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, en rapport, pour mon affaire, avec Abdelaziz Ben Dhia, l'un des conseillers du président, ainsi que d'autres membres influents du RCD. Ces négociations parallèles n'avaient abouti qu'à de vagues promesses. Ces seconds couteaux se révéleront incapables de prendre la moindre décision. Ils étaient mandatés pour obtenir que je cesse cette grève... « après on verra ».

Les négociations sérieuses ne commenceront que le 27 avril. Maître Chawki Tebib est entré en contact avec des hauts dignitaires du régime. À neuf heures trente, il se présente à mon domicile. Les policiers le repoussent et lui confisquent sa mallette. Alors qu'il s'apprête à rebrousser chemin, il est rattrapé par un officier de la police politique, sans doute mieux informé que ses subalternes : « Maître, excusez-les. Vous pouvez y aller. »

Il est dix heures.

« Voici leurs conditions, m'informe-t-il, flegmatique comme à son habitude, pour commencer les négociations : tu ne dévoiles pas les noms des négociateurs du régime et tu cesses de faire des déclarations incendiaires à la presse. Qu'en penses-tu ? » C'est jouable à deux conditions : ils rétablissent ma ligne de téléphone et ils évacuent le quartier. Quinze minutes plus tard, après que mon négociateur m'eut quitté, un inconnu me téléphone : « Si Taoufik, on vous a rétabli la ligne. » Au même moment, la police quitte les lieux, ne laissant qu'une dizaine de flics planqués dans les immeubles voisins.

Comme par enchantement, les voisins envahissent ma maison, le pâtissier, le boulanger, le vendeur de légumes, l'épicier, le poissonnier, les mains pleines de présents, avec des tonnes d'eau minérale et de sucre. « Pour Ali et Khadija », disent-ils pudiquement. Avec toute cette nourriture tombée du ciel, je fais un banquet du diable en l'honneur de mes visiteurs qui reviennent m'envahir.

À une heure, Chawki Tebib est de retour avec des propositions concrètes. Carthage propose une gestion globale de mon dossier, allant de l'arrêt du harcèlement des miens, de la clôture des dossiers d'instruction de mes deux affaires en justice, de la restitution de mon passeport jusqu'à la libération de Jalel. En contrepartie, je cesse mon ramadan, je donne une conférence de presse où je déclarerai que mon affaire est « tuniso-tunisienne et que j'ai confiance dans la justice de mon pays ».

Je reste prudent. J'accepte cependant d'arrêter la grève sauvage, ce qui d'ailleurs m'arrange. Une grève de ce type te bousille les reins, le foie, le cœur et le cerveau. Mais je maintiens mon jeûne. J'accepte aussi le principe de la conférence de presse, à condition que ce soit Chawki Tebib qui parle. À quinze heures, nous tenons promesse. Dans mon salon, je laisse lâchement mon avocat affirmer avec sang-froid, devant un parterre de journalistes, que « nous avons confiance dans la justice de notre pays ». Plus tard, Chawki revient, aux anges : le palais est satisfait bien qu'il regrette que je n'aie pas mis définitivement fin à ma grève. Les négociations sont donc ouvertes... mais ce n'est pas encore le cessez-le-feu.

Au même moment, Najet est reçue à l'Élysée. À Paris depuis son retour d'Alger, le 24 avril, elle

continue à mener l'offensive. C'est mon aile gauche, mon escadron d'élite. Par le biais des médias, des organisations internationales et de la logistique de RSF, elle maintient la pression. Le 26 avril, j'avais chargé Azza d'informer Najet de sa nouvelle mission impossible : « Va voir Chirac et dis-lui que tu es porteuse d'un message personnel de ton frère. » Najet, sans sourciller : « OK, mais quel est ce message ? » Azza : « Débrouille-toi sur place. Il n'a aucun message. » Najet a compris, il s'agit de faire diversion, de continuer à faire du bruit, du tintamarre, de ruser, pour étourdir l'adversaire.

Le 27 à quatorze heures, elle sera reçue par le porte-parole adjoint de l'Élysée, Frédéric Desagneaux. Elle est accompagnée de Patrick Baudouin, président de la FIDH, de Virginie Locussol, de RSF, et de mon ami le peintre espagnol Franscesc Palomares. À l'Élysée, elle reste intraitable et refuse de donner mon pseudo-message : « Je ne le remettrai qu'au président Chirac », insiste-t-elle avec culot. Au bout d'une heure de discussion, sur le perron où l'attend la presse, elle déclare : « Je suis optimiste. Je suis sûre que Chirac va me recevoir. » Elle est parfaite dans ce rôle du sosie du guerrier de *Kagemusha*, le film d'Akira Kurosawa ; dans des situations délicates, il répond, laconique : « La montagne ne bouge pas. »

Le lendemain, 28 avril, elle envoie un courrier au chef de la diplomatie suisse, Joseph Deiss, qui est attendu début mai à Tunis. Elle lui écrit : « Je vous remercie d'avance de bien vouloir prendre en considération les éléments que je vous ai exposés au cours de vos rencontres avec les autorités tunisiennes. » Ce qu'il fera, sous la pression des médias suisses qui rendent public le fax de Najet. Il remettra au ministre tunisien des Affaires étrangères, Habib Ben Yahia, « un aide-mémoire concernant l'affaire Ben Brik » et il accueillera même à sa table Chawki Tebib, mon médiateur.

La bataille de la clinique Saint-Augustin et celle de la rue 7134 ont relancé l'indignation. De nouveaux fronts s'ouvrent. Pas moins de quatorze associations marocaines dénoncent « les brimades » que je subis et déplorent que « la situation des droits de l'homme ne cesse de se détériorer en Tunisie ». Depuis l'Égypte, le Programme arabe des défenseurs des droits de l'homme crée des comités de soutien en Jordanie, au Yémen, à Bahreïn, au Soudan, à Djibouti, en Syrie, en Irak...

Le 28 avril, c'est l'entrée d'El Jazeera, la CNN arabe, dans la bataille médiatique. Cette chaîne consacre à mon affaire l'une de ses émissions les plus regardées, « *El itijah el mou'akess* », sorte de chassé-croisé d'une heure et demie. Basée à Qatar, cette chaîne d'information continue a bouleversé le champ médiatique du monde arabe. Y passer ne serait-ce qu'une minute, c'est avoir la certitude que des millions de personnes entendront parler de vous. Sakharov disait : « Être nommé, c'est être protégé. » Dans la presse égyptienne, le politologue Mohammed Sid Ahmed écrit le lendemain, dans son billet quotidien paraissant dans *El Ahali* : « ... quand un journaliste est déterminé et continue son combat jusqu'à la limite de ses forces, il sera victorieux. Il est impossible de le faire taire. » Le même jour à quatorze heures, les patrons de la presse algérienne sont chez moi : Omar Belhouchet d'*El Watan*, Ali Djjerri d'*El Khabar*, Zoubir Souissi du *Soir d'Algérie*, et des représentants du Syndicat national des journalistes. Pour moi, la présence de la presse algérienne, qui a grandi dans le sang et qui a survécu contre balles et marées, est une accolade par-delà les frontières, un défi à tous les geôliers de la parole au Maghreb. J'ai même droit au prix international d'*El Khabar*, le plus gros tirage de ce pays, portant le nom d'Omar Quartilane, journaliste de ce quotidien de langue arabe, assassiné en octobre 1995. À Tunis, le Palais n'apprécie guère. Il considère ce nouvel emballement de mon bouclier médiatique comme des coups de poignard dans le dos. Ben Ali fait le rappel de ses troupes. Il dépêche son conseiller spécial Abdelaziz Ben Dhia à Gafsa, ville traditionnellement frondeuse et rebelle, pour contrer « les allégations mensongères et tendancieuses colportées par

certains médias ». Ahmed Friaa, ministre de la Communication, dénonce à Gabès, porte du désert, la campagne « d'hostilité de certains milieux qui acceptent mal la réussite exemplaire de ce pays ». D'autres membres du gouvernement tunisien et du bureau du RCD, le parti au pouvoir, parcourent le pays pour faire des déclarations similaires lors de réunions publiques. Trois autres partis de l'opposition légale, le Parti de l'unité populaire, l'Union démocratique unioniste, et l'ex-Parti communiste, s'y mettent également, avec leur docilité habituelle.

L'Union de l'industrie et du commerce, organisation patronale, croit déceler là « l'expression d'une profonde rancœur contre la Tunisie et d'une nostalgie de l'époque colonialiste ». Et enfin, l'inauvouable secrétaire général de l'UGTT Ismaïl Sahbani, fait remarquer que « cette campagne est révélatrice de prétentions colonialistes, culturelles et politiques et qu'elle tend à salir la réputation de la Tunisie, ainsi qu'à semer le doute sur ses acquis et réalisations ». Riadh Ben Fadhel, ancien rédacteur en chef de la version arabe du *Monde diplomatique*, écrira à ce propos un article qui fera date : « Le point d'orgue de ce psychodrame ayant été atteint, après un rappel sans précédent des troupes et une "mobilisation patriotique", par la rencontre entre le chef d'État tunisien et l'ensemble des responsables des partis politiques reconnus, syndicats et organisations professionnelles et patronales [...] C'est de Carthage que ce dossier a été géré. Et pas par n'importe qui mais par le premier d'entre les Tunisiens, le président Ben Ali lui-même ² !! » Pour ces deux points d'exclamation, Riadh Ben Fadhel recevra deux balles en plein jour, le 23 mai, à Carthage à trente mètres du palais présidentiel.

Cette campagne est mauvais signe. Pour Ben Ali, je n'ai pas tenu parole. Jalel ne sera pas relâché. Le 29 avril, il passe en jugement sous l'inculpation d'« agression contre agents de l'ordre public », d'« attroupement sur la voie publique », et « d'atteinte aux bonnes mœurs ». Il encourt un an de prison. La sixième chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Tunis reporte son verdict au 3 mai et refuse de le libérer. À la sortie, maître Chawki Tebib, son avocat principal, se déclare « déçu ». Jusqu'au bout, il avait espéré que le Palais tiendrait ses promesses. Plus de trente-six avocats ont assisté Jalel. Pour eux, ce procès est politique. La veille, l'Ordre national des avocats de Tunisie, pourtant inféodé au régime, avait appelé à observer une grève de quatre heures sur tout le territoire national, afin de protester contre « les agressions policières » qualifiées de « violentes » et de « scandaleuses » dont ont été victimes plusieurs de ses adhérents lors de la bataille de Saint-Augustin. Jalel en prison, je suspends toute négociation et reprends la parole. Sur France Inter, on me demande de commenter cette décision de justice : « Ils prennent en otage l'être le plus important dans ma vie, mon frère siamois. S'il a froid, j'ai froid. S'il a faim, j'ai faim. S'il étouffe, j'étouffe. Ce n'est pas parce qu'ils me rendent mon passeport, qu'ils me rétablissent mon téléphone que je vais cesser ma grève de la faim. On me donne de la pacotille et on m'enlève une pièce maîtresse, la reine. » Aux médias arabes, je récite ces vers d'Amel Denguel, poète égyptien :

Ne te réconcilie pas même s'ils t'offrent l'or
Peux-tu voir quand ils te crèvent les yeux
Et qu'à leur place ils t'incrument deux émeraudes ?
Peux-tu voir ?
La main dont l'épée te transperce
Vaut-elle celle qui guerroye à tes côtés ? ³

J'ai profité quatre heures du rétablissement de ma ligne de téléphone. J'ai dit ce que j'avais à dire. Ils ont fait ce qu'ils avaient à faire : ils coupent ma ligne de téléphone. Retour à la case départ. Dimanche, 30 avril, ma mère, la silencieuse, que je n'ai pas revue depuis la veille du début de ma

grève de la faim, se fait annoncer.

Juste le temps, dans un branle-bas de combat qui mobilise toute la maison, de lui préparer son trône d'impératrice. La maison est nettoyée, parfumée. À quatorze heures, elle arrive, entourée de son fils aîné, Hédi, son banquier, de Fethi, son bras armé, et de l'un de nos cousins, Lotfi, un bagarreurné. J'avais jusque-là soigneusement éloigné Fethi, ce frère gaucher de trente-sept ans. Ce directeur financier, surnommé Bruce Lee, est un homme dangereux. À dix-huit ans, armé d'une hache, il a saccagé la place du village de Jerissa parce que des membres d'une tribu adverse l'avaient frappé par trahison. Le 27 avril, à ma grande terreur, il s'était pointé : « Tu veux que j'ouvre ici une guillotine, et que je transforme ce quartier en morgue ? »

Planqués dans une 404 bâchée, douze caïds, sans foi ni loi, n'attendaient qu'un signe de lui. Des contrebandiers, des voleurs de troupeaux de moutons, des passeurs de frontières, d'anciens prisonniers, dotés de noms préhistoriques, Ould Sfarjel, Fils de l'aubergine, Mergaza, H'mida El gat, le Chat, Bouzerda, le Bordélique... Douze salopards. Il ne nous manque plus que Lee Van Cleef. J'ai refroidi ses ardeurs : « Tu te crois où ? En Algérie ? Rassemble tes bandits et fous le camp. Je ne veux plus te voir dans les parages. » Entre une mère aux airs d'impératrice, mon frère aîné et ce fou furieux, je crains le pire. Ironont-ils jusqu'à me demander de faire évader Jalel de la prison du 9-Avril ? J'invite ma mère à déjeuner, elle me lance un regard à rentrer sous terre. Va-t-elle me reprocher d'être responsable de l'emprisonnement de Jalel à cause de cette foutue grève ? Elle daigne s'asseoir sur le lit de coussins que je lui ai installé. « Tu as fait cette grève de la faim pour toi-même, commence-t-elle, maintenant tu as impliqué des *baraniya*, des étrangers. Des hommes et des femmes ont été blessés, d'autres ont perdu leur gagne-pain. Je te demande de continuer et je demande à tous tes frères, à l'exception d'El Hédi qui doit subvenir à vos besoins, d'entrer demain en grève illimitée. Allez vous recueillir sur la tombe de votre père et de votre sœur. » Puis, drapée dans sa gandoura égyptienne noire, elle se lève, s'appuie sur sa canne et repart comme elle est venue.

Ouf, on respire. Azza, mon scribe, tente de traduire dans une langue moderne cette ordonnance venue de la montagne de Kaabachi, le chasseur aux moustaches brûlées, et d'Abdellah Saher, le magicien qui marche dans les airs. Ma mère analphabète se retrouve signataire de ce communiqué : « Je demande à tous mes enfants, Nejib, Saïda, Jamel en Angleterre, Najet en France, Fethi et Jalel en prison d'observer un jeûne illimité à partir du 1^{er} mai. Pour la réouverture de la maison d'édition Aloès, mise sous scellés le 10 avril, la prise en charge par les autorités tunisiennes des frais médicaux de plusieurs militants des droits de l'homme sauvagement battus, la reconnaissance des droits de Taoufik Ben Brik et la libération de Jalel Zoghlami. »

Les médias s'emparent de cette histoire comme d'un conte antique. La mère, la famille, contre ce monstre froid : l'État. Le lait du sein contre l'acier. Ce n'est pas sans rappeler *L'Orient du milieu* d'Abderrahmane Menif⁴ qui était devenu, dans les années soixante-dix, le livre de chevet de toute une génération. Ce roman immortalisait l'image de la mère qui demande à son fils de pourrir en prison plutôt que de trahir. Ou encore, ce poème, *À ma mère*, de Mahmoud Darwich que tous les Arabes déclament par cœur :

J'ai la nostalgie du pain de ma mère,
Du café de ma mère,
Des caresses de ma mère...
Et l'enfance grandit en moi,
Jour après jour,
Et je chéris ma vie, car

Dans *Paris Texas*, Wim Wenders filme la maternité, la paternité, la fraternité, ces valeurs à la mesure de l'homme. Pour contrer l'offensive de la mère et l'émotion qu'elle provoque, Ben Ali lâche ses clebs, le 1^{er} mai, à Paris et à Tunis. Ils me font la réputation d'un francophone vendu à la France, travaillant pour les services français, le Mossad, et que sais-je encore. Najet à l'Élysée, ça n'a pas plu. Même Jalel, depuis sa prison, ne comprend pas : « Qu'est-ce qu'elle fout là-bas ? » Les médias français ont presque tous titré : « Ben Brik appelle Chirac à son secours. » Chirac a le beau rôle, mais moi j'ai l'air de quoi ? D'un harki. Je décide alors d'écrire un vrai message à Chirac. Le lendemain, 3 mai, il fera la « une » de tous les grands quotidiens parisiens.

Dans la première version de cette lettre, j'accuse Jacques Chirac d'être le « blanchisseur par excellence de l'ignominie de Ben Ali », et d'être un homme « qui conserve dans ses entrailles les germes d'un collabo. Du temps de Pétain, je suis certain que Chirac lui aurait prêté serment » et je conclus, « je me sens plus Jean Valjean » que lui. Ces propos choquent. Ils seront expurgés par Robert Ménard – avec ma permission – de la version qui sera rendue publique.

Et ma conclusion deviendra : « Alors que j'en suis à la cinquième semaine de ma grève de la faim, le temps presse. J'attends du président français – qui a un rôle prépondérant en Europe – qu'il s'engage dans un combat qui incarne les valeurs mêmes de la France républicaine, chère à mon cœur. » J'ai été piégé par ma propre paresse. J'ai eu la mauvaise idée de donner carte blanche à des rewriters politiquement corrects. Cette lettre va me desservir doublement. En Tunisie, mes détracteurs et mes supporters y lisent la confirmation de mon allégeance au président français. En France, elle me fait perdre de nombreux soutiens dans l'establishment qui l'estime blasphématoire.

Depuis dix ans, je vis ainsi, comme un funambule : entre l'opinion publique de mon pays, qui a la phobie de toute forme d'ingérence, et la nécessité de me protéger de l'écrasement en amenant des États puissants à s'interposer entre l'ogre et moi. Seul un ogre plus dodu peut calmer les nerfs de mon petit ogre. Dans le même temps, j'ambitionne de ne rien céder de mon indépendance, ni aux uns, ni aux autres. Admettez que l'exercice est difficile ! Quand, le 11 avril 2000, le Quai d'Orsay déclarait que la France « suit avec la plus grande attention » ma situation et rappelait son « attachement à la liberté de la presse », je fus ravi pour ma protection mais je pris immédiatement mes distances. Sur France Culture, je dénonçai cet État « au courant de ce qui se passe en Tunisie depuis belle lurette et qui ferme les yeux. Peut-être au nom de la raison d'État, peut-être aussi pour vendre sa quincaillerie ».

Et pour ôter à Ben Ali cette accusation « de francophile à la solde de la France et traître à la Nation arabe » – que l'on pointe sur la tempe de tout Maghrébin qui, pour continuer à parler, s'exile dans la langue française –, je rédige une autre lettre dans un arabe classique puisé dans la langue ardue du Coran. Cette lettre sera diffusée et publiée dans la quasi-totalité des journaux du monde arabe. Mes accusateurs, pour la déchiffrer, iront fouiller dans un dictionnaire !

Les deux jours qui suivront seront éreintants. J'ai perdu vingt-deux kilos. Jalel est en prison. Tous mes frères et sœurs font la grève de la faim. Sihem, le corps couvert de bleus, un œil au beurre noir, des fêlures dans les côtes et de nombreux traumatismes (au rachis cervical, dorsal), se soigne. Ali Ben Salem est dans un état encore plus grave, il ne peut plus se tenir debout, souffrant d'une hernie discale. Taïeb Ben Nooman, l'étudiant, a des douleurs dans la colonne vertébrale. Les négociations ont foiré. Nous sommes le 1^{er} mai. Retranché dans ma cuisine où j'ai pour habitude de me réconcilier avec moi-même, alors que je vais pour me lever, je tombe dans les pommes.

Alertée par le bruit, Azza accourt et me réveille à coups de gifle et en m'aspergeant d'eau de Cologne. Je me réveille, et je ris de mon état risible. C'est bien la première fois de ma vie que je m'évanouis. J'ai perdu le quart de mon poids. Mon comité médical appelle à un « arrêt impératif » de mon jeûne. Si l'on en croit son bilan, je suis dans un état d'« épuisement psychologique », je fais de l'hypotension, je souffre de troubles métaboliques et d'un « manque sévère » de potassium qui fait craindre « à tout moment de graves complications cardiaques ». Il conclut qu'« il serait prudent de maintenir le patient en état d'hospitalisation à domicile ».

L'après-midi de ce même jour, maître Chawki Tebib arrive, accompagné d'un photographe de l'agence Reuter, avec dans sa valise diplomatique, comme s'il tenait un lion par son oreille, un passeport flambant neuf mais truffé d'erreurs. Je m'appelle Brayek au lieu de Brik et je suis amputé de dix centimètres. Je ne mesure plus qu'un mètre soixante-six. On raccourcit son adversaire comme on peut !

« Quel effet cela te fait-il ? » m'interrogent ceux qui depuis des années sont privés de ce petit document vert câpre que l'État délivre comme une faveur. Quel effet cela me fait-il ? Lorsque tu es à bout de souffle, peux-tu t'attrister ou être joyeux ? Qu'est-ce que je suis censé célébrer ? Est-ce pour ce document que j'ai fait la grève de la faim ? Je n'aime pas voyager. Dès que je m'approche de l'aéroport international de Carthage, je deviens blême. Mes jours de voyage sont des dimanches, ces dimanches haïs quand il me fallait prendre le car pour me rendre à l'internat. Chaque fois qu'ils me confisquent mon passeport, Azza, qui me connaît si bien, ricane : « Tu es content, maintenant ! Tu as enfin un bon prétexte pour ne plus bouger. » Sans passeport, ce sont des samedis sans dimanche.

Je ne fêterai ni ce passeport retrouvé ni, deux jours plus tard, ma consécration, lorsque la presse internationale me fait « homme qui a marqué la dixième journée de la liberté de la presse ». Ce 3 mai, je suis ailleurs. C'est le jour du verdict du procès de Jalel. Il tombe comme un couperet : trois mois de prison ferme. J'avais espéré la relaxe jusqu'au dernier moment pour en finir avec cette grève boulet.

Pour camoufler cette défaite, le CNLT se fend d'un communiqué dont le verbe radical ajoute à mon amertume. Il décrète ce 3 mai jour de deuil et appelle toute la Tunisie à faire la grève de la faim. Tout aussi romantique, Jalel, depuis la prison du 9-Avril où il est incarcéré, me fait parvenir une lettre écrite sur un bout de papier à cigarette. « Pour le repos de l'âme de notre père, de notre sœur, suspends ta grève. Nous avons besoin de toi en bonne santé, nous avons besoin de ton effort, nous avons besoin de ton action, nous avons besoin de ta plume. Qu'advient-il de nous si tu venais à mourir, ou s'il t'arrivait malheur ? De cette prison je te supplie au nom de ce qui nous lie, au nom de la fraternité, de l'amitié, pour la fierté et la dignité. Ne te laisse pas mourir. »

Cesser ma grève alors qu'il est à la prison civile du 9-Avril me donne des sueurs froides. Ce lieu sordide, humide, sans aération, sans eau, accueille entre 4 500 et 6 000 prisonniers alors qu'il n'est prévu que pour 1 600 personnes. La promiscuité y est inhumaine, les pensionnaires dorment à même le sol, tête-bêche, malheur à celui qui se lève pour soulager un besoin, il passera la nuit debout. Les gardiens font tout pour empêcher les prisonniers de s'évader dans le sommeil. La prolifération des rats favorise la propagation des maladies. Les prisonniers se font raser la barbe par un coiffeur qui change de lame tous les vingt détenus. Dans ces conditions, la dignité devient vite un vain mot. La première chose à faire, c'est de la laisser aux vestiaires. Ces prisons sont conçues pour détruire l'Homme qui est en toi et le transformer en chiffon mou. Cet homme qui a préféré vivre l'enfer de la clandestinité pendant huit ans, sans papiers, sans travail, se retrouve derrière les barreaux à cause de moi. Je ne le laisserai pas tomber. Tout le monde l'a compris. Personne n'ose s'immiscer. Je

continuerai ma grève pour mon frère mais loin de Tunis.

À dix-huit heures, j'annonce que je me rends à Alger. C'est mon front le plus solide. Je veux aller là où j'ai une escadrille encore enthousiaste et fraîche. Là où je suis devenu le « frère chaoui », « Ali-la-Pointe 2000 ». Là où l'on me hèle : « Ne désespérez jamais ; quand tout semble tourner contre vous et que la défaite paraît inévitable, lutez de plus belle. » C'est dans ce pays, que je sens comme il me sent, que je vais trimpler ma grève de la faim. La presse algérienne du lendemain, 4 mai, titre : « Ben Brik aujourd'hui à Alger. » Mais la destination que j'ai choisi déplaît. Personne ne veut que j'aie à Alger. On me dit que les hôpitaux y sont lamentables. On me harcèle avec les questions de sécurité, « n'importe quel GIA peut te flinguer ». On fait pression sur ma famille pour me faire changer d'avis. Un véritable corps à corps. « Même pour ton combat, Alger ne pèse pas. Va à Paris, va en Europe, là-bas il y a tout ce qui compte. » Robert Ménard m'appelle : « Ne prends aucune décision. J'arrive demain. » Tous sont pour Paris. Seul Jalel a senti que Paris serait mon Waterloo. De guerre lasse, je cède. Mon avion est détourné d'Alger vers Paris. Le 4 mai, Robert Ménard débarque avec dans son sac à dos un billet aller Tunis-Paris. Azza obtient un visa en moins d'une demi-heure. Elle prépare mes valises. À midi, une ambulance est devant chez moi. Je garderai de ces instants le visage en larmes de Nadia Hammami, fille aînée de Hamma, dans la clandestinité depuis deux ans : « N'oublie pas mon père. » Au mois de juin, elle fera à son tour une grève de la faim pour que personne n'oublie son père. Le visage de mon fils, petit homme venu m'embrasser de son propre chef avant de s'en retourner jouer avec sa toupie.

Et cette foule qui se bouscule pour cet ultime message : « Ne pense à rien, nous sommes là. Nous nous occuperons d'Ali et de Khadija comme de la prune de nos yeux. L'ambulance démarre. Les femmes poussent des youyous. Les hommes esquissent des gestes d'adieu. À l'aéroport, la police continue de me filmer. Alors que je monte la passerelle, un agent de police s'approche tout près : « J'espère que tu reviendras dans un cercueil. » « Ne crains rien, je reviendrai et je pisserez sur ta gueule », je lui réponds vulgairement, la seule musique qu'il comprend.

Dans l'avion, nous attendrons quarante-cinq minutes l'autorisation de décoller. Ben Ali serait-il encore indécis ? Finalement, c'est sans doute l'intervention, le jour même, de la présidente du Parlement européen, Nicole Fontaine, qui pèsera sur sa décision. Elle demande personnellement à Ben Ali « d'intervenir rapidement afin qu'une situation conforme aux droits de l'homme soit rétablie », en ma faveur.

Là-haut, parmi les nuages, les larmes coulent :
J'ai désiré un tapis volant et un cirque enfant
Nomme-moi offrande et je m'offrirai
Sonne le glas de ma mort
Mon guide est le mystique d'antan
Baladant sa besace pleine de songes
Sur une planche où l'on fredonne des odes andalouses
Ma gibecière mendie un moineau qui s'est suicidé
et un nuage sans pluie
Devine...
Je suis l'égaré d'un peuple qui m'a livré... 6

1. *Libre-Algérie*, 8-21 mai 2000. ↵

2. Riadh Ben Fadhel, « En finir avec le syndrome de Carthage », *Le Monde*, 21-22 mai 2000. ↵

3. Amel Denguel, *El wasaya el 'achar, Les Dix Commandements*, Dar El 'Aouda/Maktabet Medboulè, Beyrouth/Le Caire, 1985. ↵
4. En français : *À l'est de la Méditerranée*, Sindbad, 1985. ↵
5. Mahmoud Darwich, *La Terre nous est étroite*, Gallimard, 2000. ↵
6. Taoufik Ben Brik, *Et maintenant, tu vas m'entendre*, *op. cit.* ↵

9

À Vic Lowell qui m'a dit que les dragons n'existaient pas, et puis qui m'a conduit à leurs cavernes.

Ken Kesey

Quarante-deux jours de grève, autant de kilomètres pour un marathon. Je suis arrivé bon dernier. Il n'y avait plus personne. Alors, pour moi-même, j'ai fait un dernier tour.

Jalel est libre, la maison d'édition Aloès a été rouverte, des passeports ont été récupérés, quelques lignes de téléphone ont été rétablies, un ou deux prisonniers ont été libérés, et jamais Ben Ali n'a connu de campagne médiatique aussi cruelle.

Les gens ont eu une fin de printemps et un début d'été 2000 sans peur. Ils ont fait Zorro, m'ont-ils raconté depuis Tunis. Des illuminés parlaient déjà de l'après-Ben Ali. Dupes, nous sommes. Nous avons affaire à l'exception des dictateurs arabes.

Ces dictateurs ont connu des défaites humiliantes, des guerres civiles sanglantes, des émeutes du pain, des insurrections civiles, des rébellions populaires et ils sont toujours là, magnifiques. Nasser, Boumediene, Assad, Bourguiba, Hassan II, Abdelaziz Ibn Séoud, Kadhafi, Saddam Hussein, Nimayri ont inventé la présidence à vie, la république héritière. Je donnerais toute une vie pour vivre un jour, un seul, le crépuscule de ces dieux-rois.

Juillet n'était pas encore fini que Ben Ali, comme un magicien, avait déjà colmaté la petite brèche. Les kidnappings, la prise en otage de familles, les violations de domicile, les filatures, les passages à tabac, les procès iniques et les licenciements abusifs, les écoutes téléphoniques, l'interdiction de voyager ont repris.

À quoi ça sert une grève de la faim ? Elle n'a pas servi, elle m'a servi. Je suis devenu un article, une manchette, une colonne, une affiche, une voix, un titre, un surtitre, un portrait, un entretien, un commentaire.

Alger, Casablanca, Le Caire m'ont été interdit. J'ai poussé un président, Abdelaziz Bouteflika, à me dénigrer, un Premier ministre, Abderrahmane Youssoufi, à m'évoquer, et j'ai contraint l'ambassadeur d'Égypte à prétendre, une semaine durant, que le fonctionnaire qui délivre les visas était absent.

J'ai poussé l'establishment des droits de l'homme, la Fédération internationale des droits de l'homme, Amnesty International, Reporters sans Frontières, à prendre leurs distances. Il sent le soufre, disent-ils. J'ai réussi l'exploit de faire le vide autour de moi. « Pas question d'inviter désormais sur un plateau de télévision ce faiseur, cet ingrat, cet incontrôlable, ce gréviste de la faim pas famélique, trop bon vivant ¹. »

« Je refuse d'aller plus haut », ne cessait de clamer Lev Borisovitch Gruyten, que par

simplification Heinrich Böll désigne par les seules initiales LBG². Les autres voulaient que LBG accepte d'être promu chef de section. Lui voulait rester un simple éboueur.

À la terrasse d'un café laid, couverte de mégots, à Paris dans le sixième, à un journaliste bouffi qui avait la colique j'ai dit : « Qu'est-ce que j'ai fait avec cette grève de la faim ? J'ai amené un ballon à la surface de réparation. J'ai donné à la Tunisie militante un penalty, mais je ne suis pas le buteur. Je ne suis pas le tireur. Y a-t-il en Tunisie un buteur, un opportuniste, un assassin, un flingueur ? Je ne sais pas.

— Si vous vous retrouviez, là demain matin, en face de Ben Ali, dans son bureau... ?

— Je serai le silence. Il fuira mes yeux diaboliques d'Orson Welles dans *Citizen Kane*. Nosferatu, c'est moi. Tu ne vois pas mes dents, mes incisives bouger ?

— Je vois un bon comédien surtout.

— C'est comme ça. Je suis un macadam cow-boy, je ne suis pas le cow-boy.

— En tout cas, ceux qui voulaient faire de vous un héros national sont mal barrés. Vous allez finir comme le Raspoutine de Ben Ali ?

— Non, mon ami, je finirai criblé de balles³ »

J'ai eu la fin cinématographique dont je rêvais : « Le journaliste tunisien Taoufik Ben Brik fait songer à Lenny, le héros du film de Bob Fosse. Lenny Bruce était un petit comique de music-hall qui finira par percer en faisant le procès de l'Amérique bien-pensante des années soixante et de ses dirigeants. Devenu une vedette aux réactions imprévisibles, Lenny sera dépassé par son succès jusqu'à la tragédie finale⁴. »

De l'air !

Un démoniaque conseiller me susurre de consigner ce que je dis.
Son but est de me publier
Sur le ton des qu'en-dira-t-on.
Il s'en est allé conter
L'arrachage des ongles
Et ma circoncision
Fais parader ton paon au cœur de l'enchère
Et poursuis ton traçage
Quelle place de marché serait assez vaste pour que tu déploies tes ailes.
Débris de verre reflétant l'éclat de l'or
Diadème usurpé
L'ivoire de mes aïeux, gisement de ma preuve...
Ceci est l'inspiration des parchemins roulés
Un alif se dresse, un lem se couche
Un sabre dégainé
Et une barque égorgée.
Il m'est venu à l'idée de témoigner
Lettres qui dégringolent de la gorge
Jusqu'à la langue
Un infime regret scande en apocope les trois coups
Sur la planche de la patience
Séquence licite d'un film
But dans la lucarne
Perdition du alif

Hors du Livre
Et le scintillement du navire
filant dans l'algèbre
Les pions prient sur l'échiquier
Pour que vivent la tour et la bataille.

1. Nicolas Beau, « Le dissident dissonant », *Le Canard enchaîné*, 13-19 juin 2000. ↵
2. Heinrich Böll, *Portrait de groupe avec dame*, Éditions du Seuil, « Points », 1995. ↵
3. Émission « Transparence », RTL, 31 mai 2000. ↵
4. Jean-Pierre Tuquoi, *Le Monde*, 14 juillet 2000. ↵

Dardacha avec ma mère

Le soir est tombé, la journée de travail s'achève, je retourne chez moi comme la taupe dans la terre. Non que je sois las de travailler, je ne suis pas las, mais le soleil se couche.

Nikos Kazantzákis

Raconte-moi Paris, me dira ma mère à mon retour.

Je n'ai pas bien regardé Paris.

Ce n'est pas lui qui s'est refusé à moi. Je ne suis pas allé vers lui. J'étais dans mes mots, mes images, mes gens. Cette ville est pour moi une chambre d'hôtel, une terrasse de café, un plat de rognons, une salle de cinéma et des marques d'affection d'Arabes et d'Africains. Rarement d'Européens.

Je n'ai pas voyagé à travers les hommes de cette ville dont on ne voit pas la fin, avec des églises, des bâtiments monumentaux couverts de suie. J'erre au milieu du trafic qui n'arrête pas de déferler. Ils me disent : « Regarde ces murs, ils te parlent. Tu marches sur les ronces de la vieillesse. » Tout m'est inconnu dans cette ville au ciel bleu de fer. Paris est un trou dans ma tête. J'ai essayé de donner forme dans mon rêve à cette ville. Elle a l'odeur de la moutarde et des côtes de porc... Elle est propre à l'extérieur, sale à l'intérieur.

Raconte-moi alors les gens, mon fils. Que mangent-ils ? Comment arrangent-ils leurs maisons ? Comment reçoivent-ils leurs invités ? Est-ce qu'ils les honorent ? Ont-ils des enfants comme nous ? Se marient-ils ? De quoi parlent-ils ?

Je n'ai pas été attentif. Ils parlent une langue étrange.

Je ne suis allé qu'une seule fois dans une famille qui m'a dévoilé son intérieur. On entre chez les Beau par un grand portail en bois vert, comme chez nous dans les douars, qui donne sur le garage. Une vieille voiture et un énorme scooter, puis un espace vaste avec des rideaux multicolores et une bibliothèque pleine de livres peu respectés. On monte vers les lieux familiers par un escalier étroit. Là, la porte s'ouvre sur la cuisine, la cuisine s'ouvre sur le salon, le salon sur la terrasse, la terrasse sur une chambre et la chambre sur le couloir et le couloir sur la cuisine. Des fauteuils de brocante qui une heure après les avoir essayés te donnent des gaz.

La famille est bizarre. Un grand garçon, d'une première femme, vient d'avoir son bac et un petit garçon de cinq ans barbote dans une baignoire de canard. L'homme est journaliste au *Canard enchaîné*, il porte un pantalon orangé et des chaussettes bon marché. La femme est sans souliers. L'homme est peu bavard. La femme est muette. Il s'appelle Nicolas. Elle s'appelle Betsabé. Je l'avoue, j'ai convoité sa femme. Je le sais jaloux. Je n'ai pas été plus loin dans le regard. Elle est métisse et élancée. Lui, un mélange de De Gaulle, de Giscard d'Estaing et d'un boxeur italien dont

j'ai oublié le nom. Ils m'ont servi un rôti de veau qu'ils disaient saignant. Il était cru. Je me suis rabattu sur le pain et le vin moins l'ivresse. Je suis venu en blanc princier, je suis reparti sans être raccompagné.

Qu'est-ce que tu es allé faire là-bas ?

Je ne sais pas, mère. J'ai rencontré des femmes, la nuit, et dépensé de l'argent. J'ai installé mon campement à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, sur l'une des rives du fleuve, près de la place d'Italie. J'étais semblable à Khaled Ibn El Walid, ce chef de guerre du temps du Prophète qui, après une razzia, posait sa tente pendant trente jours, en retrait, pour prendre et donner du plaisir. Des femmes, de toutes les couleurs, de tous les âges, le temps d'une sieste, voulaient un enfant de moi. Je ne sais pas si d'ici neuf mois, je n'aurai pas quatre-vingt-dix-neuf rejetons, tous étoilés. Je suis peut-être venu simplement pour voir le zoo libéré de Charles Bukowski, et goûter à toutes les Carol du monde.

Carol, nue, était allongée sur une table basse, le dos à même le bois, genoux et jambes ballants. Tout son corps était fascinant, blanc comme s'il n'avait jamais vu le soleil. Ses seins, plus fermes que gros, pointaient vers le ciel, et ces tétons n'étaient pas foncés, comme chez les autres femmes, mais ils brillaient, roses et rouges, comme le feu, et même rose vif, très néon. Bon Dieu, la fille aux seins néons ! Ses lèvres, même couleur, s'entrouvraient sur un rêve, et de sa tête renversée cascadaient ses cheveux, ses longs cheveux roux sombre qui flottaient comme un voile, une boucle frôlant le tapis. Toute sa peau semblait huilée, une huile, une huile qui effaçait coudes, genoux et replis. Seuls pointaient les deux puissants tétons. Enfin, lové contre Carol, il y avait un interminable serpent d'une espèce que je ne connaissais pas. La langue frétillait et la tête du serpent frottait le visage de Carol, dans un lent va-et-vient. Puis bandant la nuque, le serpent se dressait et fixait le nez, les lèvres, les yeux de Carol, goulûment ¹.

Ne m'en veux pas, je suis comme ça ! Toutes les batailles du monde ne valent pas la bouche vertigineuse d'une femme.

Tu es obscène, mon fils.

Je ne suis ni curé, ni imam. J'aime, mère. Quel mal y a-t-il à aimer la poésie, le vin et les femmes ? Comment dois-je me conduire ? Porter la soutane ou parler la langue des ascètes ? Je ne puis. Partagez avec moi ma passion de la nuit et je partagerai votre foi.

À ceux qui me veulent intégriste, je réponds : je suis un dépravé antique. Mon maître El Jahiz, il y a douze siècles, disait :

Si ces personnes avaient seulement entendu Ibn El Hâzim dire qu'il bandait, pénétrait sa femme et qu'ils escaladaient tous les deux une échelle, accrochés l'un à l'autre, ou écouté les propos d'Ibn Akhi Abu Zinad à son oncle :

— Oncle, je mugis quand je fais l'amour.

— Fils, une fois à l'écart fais ce qui te plaît, lui dit son oncle.

— Oncle, est-ce que toi aussi tu mugis ?

— Fils, si tu voyais ton oncle faire l'amour, tu te dirais qu'il ne croit pas en Dieu le suprême ².

Tu as perdu ton habitat, mon fils.

À chaque coin de rue, je demande aux passants : m'avez-vous rencontré ? J'ai perdu mon ombre.

Je suis un baliseur du désert qui attend des nomades qu'ils lui indiquent un puits pour s'abreuver.

Les gens de là-bas ont dit, Ben Brik pleure quand il écoute Maria Callas, passe des heures pour choisir une paire de chaussettes, fume comme un dingue, Ben Brik est un papillon de nuit qui n'aime pas la lumière, Ben Brik aime la compagnie des truands et déteste celle des demi-portions, Ben Brik est le Spartacus du jour.

J'ai dit : non ! Ils ont insisté. Spartacus ou rien. J'ai essayé de les attendrir. J'ai dansé la danse du ventre. Regardez... Je ne suis pas bien en Sancho Pança qui vit de la folie de Don Quichotte ? Spartacus ou rien. Attendez... Voyez comme je suis bien dans le clown des *Feux de la rampe* de Charlie Chaplin. Spartacus ou rien. Et MacMurphy, ce dingue qui a rendu chèvre l'infirmière en chef dans *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, qu'en dites-vous ? Spartacus ou rien. Ils m'ont dit, tu es un porte-parole. J'ai dit, je ne suis que le porte-parole de ma propre folie. Ils m'ont dit : il faut savoir arrêter une grève de la faim sous peine de devenir un pantin de cirque³. J'ai dit : S'il vous plaît, ne vous en mêlez pas. C'est mon bâtard et je le garde. Ils ont dit que ma grève est bidon. Que le soir, je m'empiffre de chocolat Mars. Ne dites pas ça, j'ai dit, vous êtes mes amis, c'est pour rire, j'espère ? Ils ont dit : si, c'est sérieux. Alors, allez au diable et ne vous perdez pas en route !

J'ai perdu mon père, je n'ai pas besoin d'un *padre padrone*. Vous voulez que je m'efface ? Je vais faire mieux. Je vais me diluer. Désormais je suis la catin des faubourgs de Tunis, la sangsue qui vit sur le dos des véritables maquisards, la reine des abeilles dans la ruche, immobile, impassible, juste bonne à perdre des kilos alors que s'affairent autour de moi des ouvrières. Attention, m'ont-ils dit, ton ascension a été fulgurante, ta chute est imminente. On en vient aux menaces maintenant ? J'ai dit, l'ascension est commune, la chute est singulière. Je ne suis pas vaillant. Je trimballe avec moi mes tentations, ma bassesse. Je suis homme. Je ne suis pas surhomme. Je suis pour la chute contre l'ascension. La chute est cinématographique, l'ascension est livresque. J'ai dit, vous voulez prendre du plaisir à me lyncher ? Eh bien, regardez... Je plonge ma tête dans les chiottes et je me délecte de votre dégoût. Ils se croyaient manipulateurs, je suis El Manipulator.

Tu es dans l'excès, mon fils.

Non, mère. Depuis quarante ans, je n'arrête pas de dire aux gardiens du zoo que je suis humain. Le jour où ils s'apercevront que je ne suis pas une bête, il sera trop tard. Je serai devenu une créature envoûtée par la lune. Les poils m'auront poussé sur la langue. Combien de fois me suis-je surpris à désirer devenir, à mon tour, un mangeur d'hommes ? Je rêve de leur couper les oreilles, de percer leurs yeux avec des tiges de fer rouge, de leur couper un bras, de remplir leurs narines de bitume, juste pour qu'ils sachent ce qu'est le désarroi d'un homme déshabillé de sa liberté.

1. Charles Bukowski, *Contes de la folie ordinaire*, Sagittaire, 1977. ↵

2. Al-Gahiz, *Éphèbes et Courtisanes*, Rivages, 1997. ↵

3. *Libération*, 9 mai 2000, interview de Robert Ménard par José Garçon. ↵